

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

A l'occasion du Congrès Antifasciste International qui aura lieu les 9 et 10 crt. à Berlin, la "Fédération Balkanique" paraît, en français et en allemand, en ce numéro spécial consacré au fascisme dans les pays balkaniques.

Le Fascisme Balkanique et les Peuples opprimés

A l'heure où le fascisme se révèle partout menaçant, où l'Allemagne se demande si elle ne subira pas le sort des contrées de l'Europe méridionale (je songe au discours de l'ex-chancelier Wirth), où les *Heimwehren* suspendent le danger d'un acte de violence sur la capitale autrichienne, où la Papauté exalte la brutalité mussolinienne, où les masses ouvrières commencent à comprendre le péril qu'elles courent universellement, les regards se reportent vers les Balkans. N'y a-t-il pas là un bloc d'Etats fascistes ou qui sont en pleine fascistisation? Quarante millions d'hommes n'y sont-ils pas privés des libertés les plus élémentaires?

Comment en effet caractériser le fascisme, sinon par la dictature d'un pouvoir exécutif le plus souvent personnel, par l'abolition de la légalité bourgeoise elle-même, par un retour aux âges de longtemps dépassés, par la mise hors la loi des partis qui ne s'accommodent pas de l'oppression et qui la combattent le plus directement, par l'apparition de textes législatifs exceptionnels, enfin par le rôle que joue le militarisme dans l'écrasement des fractions politiques tenues pour subversives?

Or, tous ces caractères se retrouvent maintenant dans le régime intérieur des pays balkaniques. Les textes qui visent à assurer la défense de l'Etat ne tendent en réalité qu'à dissoudre et à exterminer les organisations ouvrières et paysannes de classe, les seules qui soient redoutables pour les autorités dictatoriales. Quelle différence y a-t-il entre la Yougoslavie de Jivkovitch et d'Alexandre Ier, et l'Italie de Mussolini? Quelle distinction établir entre la Bulgarie de Tsankoff et aujourd'hui de Liaptcheff, et l'Espagne de Primo de Rivera? Les procédés du despotisme sont partout les mêmes. La législation d'exception a été renforcée à Belgrade après le 5 janvier, mais elle fonctionnait déjà depuis des années. Les Albanais sont-ils plus libres sous Zogou Ier que les Croates ou les Slovènes sous le dernier représentant des Karaguéorguévitch? Le régime de Maniu et des agrariens roumains vaut-il mieux, en dépit des admirations qu'il a trouvées chez certains démocrates occidentaux, que celui des Brătianu et des libéraux? Vénizélos, en persécutant les syndicats professionnels, n'a-t-il pas montré qu'il se croyait tout permis? Il y a solidarité entre les dirigeants balkaniques de l'heure présente, solidarité dans la tyrannie et dans l'asservissement des foules.

On ne saurait être surpris que Mussolini ait rencontré tant de complaisances dans les Balkans, lorsqu'on voit tous les gouvernements de cette presqu'île copier servilement ses initiatives. Il est le maître, l'éducateur; les autres ne sont que les disciples. En dépit de l'antagonisme irréductible des intérêts, qui apparaît entre les impérialistes italiens et les impérialistes panserbes, Jivkovitch a imité le système des Chemises Noires... Partout, la menace du tribunal spécial, l'interdiction de penser, de parler ou d'écrire; partout, l'emprisonnement, la fusillade, la brusque suppression pour les militants ouvriers. Les bourgeoisies de Roumanie, de Bulgarie et de Grèce ont envié la bourgeoisie italienne qui avait

découvert un si bon sauveur, et le *duce* a pu sans peine et au moindre prix imposer son alliance aux chancelleries de Bucarest, de Sofia et d'Athènes. L'identité des institutions a préparé les coalitions diplomatiques. Qui dit qu'un jour Alexandre Ier n'entrera pas lui-même dans une combinaison dont Mussolini sera le chef et qui se chargera de sauvegarder et de propager le fascisme dans le reste du Continent? Le monde a déjà vu des volte-faces plus caractérisées. Et la presse de Rome a salué le coup de force de janvier en prodiguant ses acclamations.

La grande alliance des fascismes est destinée à jouer le même rôle que la Sainte-Alliance de Metternich et d'Alexandre Ier Romanov cent et quelques années plus tôt. Mais les peuples qui sont ainsi placés sous le joug et qui sont solidaires dans l'esclavage, ne seront-ils pas aussi solidaires dans l'effort de libération? N'opposent-ils pas à la Fédération balkanique des souverains et des dictateurs, la Fédération des opprimés ouvriers et paysans? Les Balkans ont trouvé une sorte d'unité dans l'assujettissement qu'ils subissent. Elle en prépare une autre: celle que le prolétariat occidental a toujours souhaitée aux prolétaires de l'Europe du Sud-Est: l'unité de 40 millions d'êtres humains affranchis de toutes les vassalités politiques et économiques.

Paul Louis

Le Fascisme progresse dans les Balkans

Tous les esprits libres s'affligent de constater les progrès du fascisme dans les Balkans.

Le fascisme, c'est la tyrannie au service de l'injustice.

Ce qui caractérise le fascisme, c'est d'abord l'emploi méthodique de la violence. Mais cette constatation n'épuise pas la définition de la tendance nouvelle.

On peut concevoir l'application de la violence à des fins révolutionnaires. La force pourrait servir à faire apparaître des sociétés nouvelles où seraient essayées des formes inédites d'existence, où les intérêts de tous seraient mieux que jamais sauvegardés.

C'était, par exemple, la thèse de Georges Sorel — en qui Mussolini a bien tort de voir un précurseur. Dans ses *Réflexions sur la Violence*, Sorel recommandait l'usage de la force, mais au service du plus grand nombre, dans l'intérêt du prolétariat.

Le fascisme est d'accord avec la philosophie révolutionnaire d'un Georges Sorel sur le moyen, l'emploi de la violence. Mais il est en violent désaccord sur le but, c'est à dire sur l'essentiel.

Pour le fascisme, il ne s'agit pas de créer des droits nouveaux, il s'agit de maintenir les privilèges et les préjugés du passé. Le fascisme est conservateur et réactionnaire, non pas progressiste ni révolutionnaire. Il met la violence au service

des souverains, des gouvernants, des capitalistes, de l'Eglise (le récent accord entre Mussolini et le Pape le prouve lumineusement).

Le fascisme, c'est la violence au service du privilège. Les matraques fascistes contribuent à maintenir la société injuste où l'or est souverain. Les assassins fascistes sont les clients et les serviteurs de tous ceux qui bénéficient de l'injuste répartition de la richesse et du pouvoir...

C'est ce fascisme qui progresse dans les Balkans comme en d'autres régions de notre Europe démoralisée par la grande guerre.

C'est — pour ne prendre qu'un exemple — un coup d'Etat fasciste que celui du roi Alexandre en Yougoslavie, au début de janvier. Par la force, le souverain se constitue le maître absolu de son peuple. Lui seul concentre entre ses mains tous les pouvoirs. Lui seul nomme et révoque des ministres qui ne sont responsables que devant lui seul. Lui seul représente l'Etat dans ses relations avec les puissances étrangères. Lui seul représente l'Etat à l'intérieur du royaume. Plus de Parlement. C'est un militaire docile, commandant de la garde royale, qui, désormais, préside un ministère extra-parlementaire, comprenant un autre général, un prêtre, un banquier, unissant ainsi toutes les forces de l'habituelle réaction.

Le coup d'Etat a pour prétexte l'intérêt de l'Etat; traduisons: l'intérêt de la monarchie, l'intérêt du monarque et des privilégiés que le monarque protège.

Un des premiers actes du nouveau gouvernement a été la création d'un tribunal de répression chargé de veiller à la soi-disant sûreté de l'Etat.

Désormais, toute propagande en faveur de la révolution pourra être punie de mort; quiconque, au courant de menées

révolutionnaires, n'en informera point les autorités, sera passible de vingt ans d'emprisonnement.

Les adversaires des gouvernants sont dès maintenant perquisitionnés, arrêtés; les partis gênants, dissout; les journaux opposants, interdits; les réunions publiques, interdites, si on se risque à y critiquer le gouvernement. C'est l'habituelle terreur fasciste...

Il est triste que les journaux de la France soi-disant républicaine n'aient pas élevé, contre l'odieux coup d'Etat, une protestation unanime. Ils ont, au contraire, pour la plupart, approuvé ou complaisamment expliqué le geste criminel du roi Alexandre.

Sans doute, le roi, venu à Paris quelques semaines avant le coup d'Etat, a dû employer auprès de nos grands journalistes les moyens convenables; les moyens qui assuraient au tsarisme corrompu et sanglant la chaleureuse approbation de notre presse vénale (qu'on se rappelle les révélations apportées sur la vénalité de la presse par la publication de la correspondance de l'agent tsariste à Paris Raffalovitch).

Mais il importe de faire savoir à l'opinion balkanique que les libres esprits de France ont vu avec dégoût s'accomplir le coup d'Etat du roi Alexandre, et qu'ils contemplent avec indignation les multiples progrès du fascisme dans les Balkans.

Ils continuent à réclamer, pour les peuples balkaniques, le droit à disposer librement d'eux mêmes, révélé par de sincères plébiscites; la Fédération de libres nations balkaniques; enfin, à l'intérieur de chaque Etat, les libertés élémentaires et le droit, pour tout citoyen, de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui.

Félicien Challaye
professeur agrégé de philosophie

Fascismes balkaniques — foyers d'incendie

Il faut lier la lutte contre eux aux combats incessants contre les impérialismes qui les patronnent

Dans quelques jours se réunira à Berlin, à l'appel d'Henri Barbusse, le Congrès Mondial Antifasciste. Les plus graves problèmes, ceux qui dominent la politique européenne présente, y seront évoqués. Le comité d'initiative a orienté la campagne de préparation au Congrès suivant une ligne particulièrement juste: il a voulu que la lutte contre le fascisme et la terreur blanche fut liée à celle des minorités opprimées par les Etats vainqueurs et à la lutte générale contre la guerre imminente.

C'est là, il faut le souligner, la seule façon rationnelle de concevoir la résistance antifasciste. Le fascisme est un phénomène de classe; dans tous les pays où il a triomphé, la voie lui a été ouverte par l'impuissance et par la faillite du parlementarisme bourgeois, et partout il s'est présenté comme la dernière planche de salut de la domination économique et politique de la grande bourgeoisie. Le fascisme a été la réaction des classes nanties contre la vague révolutionnaire d'après-guerre: c'est donc bien sur le terrain de classe — disons le mot — c'est sur le terrain révolutionnaire qu'il doit être combattu.

Le fascisme, expression de la domination de la grande bourgeoisie soucieuse de maintenir les résultats des traités de rapine ou préoccupée de satisfaire ses ambitions expansionnistes à la faveur d'un nouveau partage du monde, est une force de guerre: impossible, par conséquent, d'abstraire la lutte antifasciste de la lutte prolétarienne contre l'impérialisme.

Enfin, dans les pays balkaniques en particulier, les oligarchies bancaires ou agrariennes n'ont pu établir leur dictature fasciste qu'avec la complicité et souvent sur l'ordre des grandes puissances occidentales: dès lors, l'antifascisme conséquent implique la dénonciation permanente de la politique d'alliance des bourgeoisies occidentales et de la mise en tutelle par elles des puissances balkaniques.

On ne rappellera jamais assez, dans ce domaine, les précédents d'avant 1914: des livres comme celui que vient de publier en France l'ex-ministre Boghitchévitch sur la politique serbe d'avant-guerre, ou encore l'histoire de l'alliance franco-russe telle que le professeur Michon en a exposé l'origine et le développement dans un récent ouvrage édité chez Delpeuch devraient inciter l'opinion publique à la vigilance et l'encourager à surveiller avec une attention soutenue l'action des chancelleries. Or, celles-ci n'ont jamais été si intrigantes ni si actives. Depuis deux ans, nous assistons à ce que les théoriciens nationalistes français ap-

pellent un redressement de la politique extérieure française. Qu'entendent-ils par là? Pendant toute une période, l'impérialisme italien développait son action dans les Balkans avec l'appui de la diplomatie britannique. La collaboration italo-anglaise avait commencé lors de la fameuse entrevue Chamberlain-Mussolini à Livourne. Elle avait permis la mainmise italienne sur l'Albanie, le resserrement des rapports italo-hongrois et le soutien italien aux bandes de Protogéoroff. Lorsque la Yougoslavie, à court d'argent, dépêcha son ministre Markovitch à Londres, les grands établissements bancaires et financiers britanniques surbordonnèrent l'octroi de l'emprunt à la ratification des traités de Nettuno si favorables aux visées italiennes sur l'Adriatique. La collaboration des gouvernements de Londres et de Rome apparut clairement lors de l'affaire des mitrailleuses hongroises de St. Gothard. Plus tard, tandis que l'Angleterre précisait son emprise économique sur la Bulgarie, l'Italie soutenait de toutes ses forces les bandes de l'ORIM verkhoviste et resserrait ses liens avec le gouvernement de Sofia.

Il n'est pas douteux que depuis cette époque, le groupement des forces impérialistes dans les Balkans s'est profondément modifié. La stabilisation de la devise française, le regroupement de toutes les forces économiques et politiques de la bourgeoisie française autour du programme de l'industrie lourde se sont exprimés dans le domaine de la politique extérieure par une activité plus grande et une volonté de regagner les positions perdues depuis 1924. Cette orientation nouvelle a été grandement favorisée par la conclusion de l'accord naval franco-anglais qui, depuis le mois de juillet 1928, fait de l'Angleterre la collaboratrice des visées françaises et contraint l'Italie à chercher ailleurs les appuis indispensables à la satisfaction de ses ambitions.

L'une des premières manifestations de cette collaboration franco-anglaise dans les Balkans fut, sans contredit, la démarche effectuée au mois d'août dernier par le Quai d'Orsay et le Foreign Office à Sofia au sujet de l'agitation macédonienne. On se souvient que l'Italie refusa de s'associer à cette démarche que les journaux italiens commentèrent avec une grande sévérité. D'autre part, forte de l'alliance anglaise, la France s'est efforcée de consolider la Petite-Entente qui, dans les dernières années, avait manifesté des signes évidents de décomposition. Au mois de septembre 1928, à Genève, des entrevues importantes eurent lieu entre M. Briand et les ministres de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie.

On n'a pas oublié également que le coup d'Etat de Belgrade fut préparé d'un commun accord par le roi Alexandre, le ministre français Dard et le ministre britannique Kennar.

Enfin, sûre désormais de ne point être gênée dans ses manoeuvres balkaniques par l'Angleterre à qui l'unité nouvelle entente cordiale, la France a accompli ces temps derniers deux actes dont l'importance politique ne doit point échapper.

Au début du mois de février, le gouvernement français a souscrit pour 22 millions de dollars à l'emprunt de stabilisation du lei roumain. Les conditions auxquelles a dû consentir le cabinet de M. Maniu sont très lourdes. C'est ainsi que, pour n'en citer que quelques-unes, la Banque d'Etat roumaine sera contrôlée désormais par un étranger, un français, M. Rist. Le capital international s'est assuré en Roumanie les meilleures conditions pour la mise en valeur des richesses du sous-sol roumain en mines et en pétroles. Les conséquences de cet emprunt seront douloureusement ressenties par les masses laborieuses roumaines. Déjà la Régie des Tabacs, mise en gage pour le paiement de l'emprunt, a augmenté ses prix, et M. Popovici a décrété 3 milliards de nouveaux impôts. Il est bien évident que l'emprunt auquel la France souscrit pour une si large part aggravera l'emprise du Quai d'Orsay sur la politique du gouvernement roumain, sur sa politique intérieure répressive, sur sa politique étrangère antisoviétique.

L'autre démarche française dans les Balkans, c'est la signature à Paris, le 29 janvier, d'un traité commercial franco-yougoslave. A l'alliance franco-serbe et aux conventions militaires qui lui sont annexées, s'ajoute désormais un traité de commerce entre les deux pays. M. Majouranitch est venu en France apposer sa signature au bas de ce nouvel instrument, mais le but inavoué de son voyage était l'amorce de négociations en vue de la conclusion prochaine d'un emprunt. Le caractère politique du traité du 29 janvier n'est pas douteux. Il suffira de rappeler qu'il a été précédé par le voyage de Franchet d'Espéray à Belgrade et par le lancement du croiseur Smeli, sorti des Chantiers de la Loire à destination de la Yougoslavie. Ce qui atteste encore le caractère politique de la démarche franco-yougoslave et le voyage de M. Majouranitch à Paris, c'est que cette démarche et ce voyage coïncident avec les trois événements suivants: le départ du ministre bulgare Volkoff comme représentant du gouvernement de Sofia auprès de Mussolini (cette nomination a été justement interprétée comme une riposte aux menées de la France et de la Petite-Entente); le voyage de M. Grandi à Athènes et à Angora que l'on a considéré à juste titre comme un effort de la diplomatie italienne pour resserrer ses liens avec la Grèce et avec la Turquie contre la France et la Yougoslavie; le refus par le gouvernement italien de renouveler le traité italo-yougoslave du 27 janvier 1924. Ce traité avait été violé avec assiduité par les deux signataires. Entre eux, désormais, la tension est telle qu'ils ne s'accrochent même plus d'un simulacre. Les ponts sont coupés entre les deux dictatures concurrentes.

Il est à peine besoin d'indiquer combien sont redoutables les tractations et les rivalités qui se développent ainsi dans la partie la plus inflammable de l'Europe. Répétons-le: on ferait oeuvre vaine, on se révélerait incapable de porter au fascisme des coups efficaces si l'on ne savait pas unir la lutte contre les méthodes de terreur et de répression sanglante au combat permanent contre la diplomatie des grandes puissances impérialistes fautrices de guerre.

Gabriel Péri.

Fascisme Balkanique

L'expression «fascisme» sert à désigner des situations qui sont caractérisées par la destruction ou la suspension de toutes garanties démocratiques dans un Etat. Et c'est ce qui explique que le terme «fascisme» est employé pour dénommer des régimes malgré tout différents.

Entre la dictature de Primo de Rivera et celle de Mussolini, il existe pas mal de différences.

De même entre les fascismes balkaniques et le fascisme italien on note des divergences.

Mussolini a l'ambition de créer véritablement une doctrine politique nouvelle qu'il prétend adapter au monde moderne. Cette construction politique, anti-démocratique, anti-parlementaire, tend à changer profondément la base et la structure de l'Etat; l'Etat à la fois corporatif et autoritaire du fascisme italien est un «statut» politique d'organisation constitutionnelle et sociale tout comme le système monar-

chique de Charles Maurras. Les situations politiques dans les Balkans dénommées «fascismes» n'ont pas ces caractéristiques. Là, il s'agit tout simplement d'absolutisme féodal, policier, militariste. La violation des garanties constitutionnelles et des droits démocratiques apparente ce fascisme balkanique au fascisme italien, mais nous ne trouvons pas dans les Balkans le travail méthodique d'un Mussolini qui, avec tenacité et obstination, poursuit son effort de développement de l'Etat fasciste.

Que l'on ne voie pas dans ce qui précède une sorte d'hommage rendu à M. Mussolini. Rien ne serait plus loin de ma pensée: la tentative de M. Mussolini constitue un danger réactionnaire particulièrement redoutable. Justement en raison de ses tendances et de ses ambitions, le fascisme italien est une force de régression politique et sociale qui prend un rayonnement international.

Mais l'analyse même du fascisme doit nous amener à opérer certaines discriminations.

Dans les Etats balkaniques, le fascisme nous apparaît dans toute sa brutalité destructive. C'est la dictature du sabre, l'absolutisme en un mot, qui se dissimule parfois sous le masque des constitutions libérales.

En Bulgarie, les clans rivaux qui se disputent le pouvoir représentent les fractions de l'ORIM dressées les unes contre les autres.

En Yougoslavie, la dictature militaire a balayé le régime pseudo-libéral et constitutionnel.

En Roumanie, l'arrivée au pouvoir de M. Maniu et des nationaux-paysans n'a pas réalisé les promesses et les espérances qu'ils avaient fait naître dans leur opposition au régime Bratiano.

En Grèce, M. Vénizélos a repris la politique de répression anti-ouvrière, démontrant par là qu'il était bien l'homme du capitalisme de l'Europe Occidentale.

Ainsi, toute la péninsule balkanique forme en Europe une zone d'influence du fascisme. Les régimes de force ont pris le dessus sur la «démocratie». Certes, dans les pays dits de démocratie, celle-ci est bien entamée tous les jours par la dictature du capitalisme et elle n'offre plus les garanties qu'autrefois elle donnait aux mouvements populaires. Cependant, malgré tout, il subsiste en elle une certaine valeur et une certaine capacité de défense des libertés essentielles; elle garde comme instrument de revendication et de propagande et comme moyen d'action pour l'instauration du socialisme une force incontestable; et c'est la conclusion que l'on retire quand on regarde les pays balkaniques, champ d'influence du fascisme.

Jean Zyromski

Voici, enfin, de l'action!

Nous menons une existence trop passionnée, trop fertile en événements pour nous attarder, comme nous devrions, sur les travaux du fascisme. Il s'organise et se fortifie dans l'Europe entière, et nous qui, au Cri des Peuples, suivons les peuples dans leurs manifestations quotidiennes, nous apercevons combien la tâche peut être facilitée par cette espèce d'ignorance où l'on se complait, par cette nonchalance à le combattre, par laquelle, en certains milieux, on justifie le poète. L'action contre le fascisme devient trop souvent la soeur du rêve. Nos ennemis ne rêvent pas. Leur politique est tragiquement réaliste, et c'est la vraie raison de son succès. Mussolini n'aurait pas atteint certains de ses buts si l'on avait plus tôt organisé un Congrès Antifasciste International. Or, il a fallu attendre près de six ans, enregistrer l'extension de plus en plus menaçante du fascisme, pour que ce Congrès se tienne.

En 1923, seule l'Italie succombait sous les Chemises Noires. En 1929, elles ont envahi l'Espagne, les Balkans, la Pologne. Elles menacent l'Europe Centrale et Occidentale, l'Asie Mineure et le Nouveau Monde. L'erreur n'aura-t-elle pas été de circonscrire à la péninsule italienne le danger qui s'est affirmé partout, de réserver aux seuls Italiens — et souvent du bout des lèvres — la pitié dont ils n'avaient que faire, le concours parcimonieux qui leur fut octroyé? Si, dès le début, les adversaires du fascisme avaient su conjuguer leurs efforts, s'ils avaient su voir et comprendre jusqu'où le fascisme tendait, et que celui-ci ne pouvait pas durer sans chercher à s'étendre, peut-être n'aurions-nous pas aujourd'hui à constater ses triomphes et peut-être, au contraire, les exilés pourraient-ils reprendre leur place au foyer détruit.

Mussolini gouverne à Rome. Un autre Mussolini sur l'Espagne, un autre sur l'Albanie, un autre sur la Bulgarie, un autre sur la Hongrie, un autre sur la Grèce, un autre sur la Pologne. Le duce a sa vivante réplique dans

quatre ou cinq capitales européennes et, là où son exemple n'a pas encore été complètement suivi, les formations politiques, séduites par sa faconde, gagnent les avenues du pouvoir et se préparent à faire la chaîne pour assurer le triomphe de l'impérialisme.

Nous avons foi dans le Congrès Antifasciste International à la condition qu'il sache concrétiser l'union indispensable des antifascistes de tous les pays. Sans nous leurrer sur l'efficacité immédiate de son travail, nous pensons que, dans son sein, se recruteront les ouvriers nécessaires. Il en est qu'il faut admettre, bien qu'ils n'appartiennent à aucune organisation de classe, bien qu'ils soient les francs-tireurs de la Révolution ou de ce que l'on a convenu d'appeler, en Occident, la démocratie. Il en est qu'il faut récuser parce qu'ils ne veulent établir la démarcation formelle entre les rigueurs nécessaires de la Révolution russe et les exactions concertées de la dictature fasciste, parce qu'ils se complaisent en

une assimilation injurieuse que les vrais partisans de la liberté ne peuvent accepter. Il en est enfin qu'il faut éloigner du Congrès parce qu'ils ont marqué jusqu'ici trop d'indifférence devant le danger ou trop de complaisance devant les assassins de Matteotti, devant les bourreaux de Bujor et de Boris Stefanoff, devant les massacreurs des Macédoniens fédéralistes, devant les antisémites et faux-monnayeurs hongrois, devant les pogromistes polonais.

Ainsi, le 1er Congrès Antifasciste International sera-t-il fondé à requérir la condamnation des Mussolinis, de leurs sbires. Ainsi pourra-t-il affirmer, en face de la réaction agressive et sanglante, la solidarité des victimes. Ainsi pourra-t-il organiser la justice qui vient, renforcer et conjuguer les efforts d'un monde qui s'éveille et défend les droits imprescriptibles des hommes et des peuples en marche vers leurs destins.

Bernard Lecache

Caractéristiques du fascisme italien et du fascisme balkanique

Un néologisme créé en Italie sous le feu d'une guerre civile sans merci, a, dans l'espace de quelques années, fait en conquérant le tour du monde, acquérant une place prépondérante dans la presse et les débats parlementaires. Et c'est ce qui marque peut-être le succès le plus important du fascisme. Cependant, la fortune du mot ne répond pas toujours à l'acception de la chose. Aujourd'hui, la mode veut qu'on qualifie de fasciste toute politique de réaction contre les principes du libéralisme occidental, tels qu'ils sont issus de la Révolution française. On appelle aussi «fascisme» tout mouvement tendant à renforcer le pouvoir exécutif de l'Etat au détriment du pouvoir législatif. Il faudrait pourtant préciser. Toute l'histoire des luttes de classes présente des phénomènes de fascisme, bien avant la lettre. Au premier quart du siècle dernier, lors des premières manifestations de la classe ouvrière dressée contre la bourgeoisie capitaliste, on assista déjà à des actes de violente réaction de la bourgeoisie. Il suffit de rappeler l'histoire du mouvement chartiste en Angleterre en pleine ascension de l'empire de la bourgeoisie libérale. Remontant les siècles, on pourrait aisément démontrer que la guerre d'extermination menée par les princes et les nouveaux bourgeois d'Allemagne contre les paysans au XVII^e siècle réalise amplement une guerre de fascisme. Toutefois, il convient de distinguer entre le fascisme de réaction aux premiers mouvements de l'aurore prolétarienne et le fascisme de réaction à une lutte qui se propose le renversement de la société capitaliste au moment culminant de son développement. Dans le premier cas, c'est la bourgeoisie qui cherche violemment à empêcher le prolétariat de pénétrer dans l'Arche Sainte de son Etat libéral-démocratique. La bourgeoisie alors lutte pour garder exclusivement à son bénéfice l'Etat issu de sa révolution contre l'aristocratie féodale. Dans le second cas, c'est la bourgeoisie qui, ayant dû faire place dans ses parlements aux élus du suffrage universel et étendre au prolétariat les droits communs portés par la Constitution, s'aperçoit avec frayeur qu'elle ne peut plus résister à la montée légale des masses ouvrières. Alors, elle préfère rompre la foi libérale, violer les règles du jeu démocratique qui se manifeste trop dangereux pour elle, et dans un emportement iconoclaste, se met à détruire de ses propres mains les sacro-saintes institutions qui ne s'annoncent plus profitables à elle seule, mais dont le prolétariat a appris à tirer parti.

C'est le moment du cri sinistre: «La légalité nous tue».

A ce moment, les Chartes demeurent des chiffons de papier. Alors, la bourgeoisie soulève du sol de la patrie des guerriers retardés, des bandes de «demi-soldes» sans profession, et les lance contre l'Etat — son Etat — dans le but d'abattre le régime démocratique et de lui substituer un régime de dictature armée, recueilli et appuyé entièrement dans le cercle des partisans. Celui-ci est le vrai fascisme; le fascisme classique, le fascisme italien.

On peut définir le fascisme comme l'effort de la bourgeoisie à détruire la légalité démocratique, en haine du prolétariat qui y trouvait un abri suffisant pour poser ses revendications de classe.

Si violent et cruel qu'il soit, le fascisme de la première période n'est pas du vrai fascisme. En effet, ces luttes prolétariennes des commencements se terminent, en général, par la victoire ouvrière en même temps que par un raisonnement plus grand de la bourgeoisie, dont le pouvoir économique et l'expansion capitaliste ne font qu'augmenter dans la mesure même où elle perfectionne ses méthodes de production en

vue de nuire au jeune prolétariat. C'est le prélude et non la fin de la lutte consciente des classes. Le vrai fascisme, au contraire, est celui qui se flatte de clôturer l'ère des luttes des classes; d'abolir par la force les classes et leurs partis, en les subjuguant tous sous le pouvoir personnel d'un chef qui, s'asseyant sur les décombres de l'Etat démocratique parlementaire, peut déclarer: «L'Etat, c'est moi!»

Le fascisme italien est le vrai fascisme; non pas cependant que l'évolution économique de la bourgeoisie en Italie ait jamais atteint le sommet de sa parabole, surpassant le degré de développement de ses consœurs les nations plus avancées: l'Allemagne, la France, l'Angleterre ou l'Amérique du Nord, où le fascisme est si loin du pouvoir. Je dis que le fascisme italien est le vrai fascisme en tant qu'il contrepartie d'une révolution prolétarienne qui s'évanouit avant d'avoir été à même de s'affirmer, mais dont l'opinion, à un certain moment, a été presque générale des deux côtés de la barricade.

Si je ne me trompe pas, les fascismes balkaniques appartiennent à l'autre type de fascisme, à ce fascisme des commencements, lorsqu'une jeune bourgeoisie, toute fraîche de sa révolution, toute glorieuse de ses guerres nationales tend à exploiter à son seul profit l'Etat, en excluant les grandes masses paysannes. Les cliques des nouveaux riches de l'industrie, du commerce, de la finance, alliées aux propriétaires féodaux, soutenues par les éléments militaires, se fortifiant dans les grandes villes, tâchent par tous les moyens de défendre leurs privilèges contre la poussée prolétarienne et démocratique des ouvriers et des paysans des campagnes. Ces cliques se targuent des lauriers recueillis au temps des luttes de libération contre la Turquie. Elles se placent sous la protection des descendants des anciennes organisations patriotiques révolutionnaires, dont elles font leur garde blanche. Leur politique nationaliste, belliqueuse, tend partout au protectionnisme. C'est là un moyen pour elles de se décharger sur le peuple des charges de l'Etat et d'assurer le développement à leur jeune industrie. Cette politique conserve la tradition du vasselage envers les Puissances étrangères; c'est une politique d'intrigues diplomatiques qui a fatalement son issue dans la guerre. Depuis la guerre «du Droit» et la paix «de la Justice» de Versailles, ces fascismes orientaux n'ont cessé de se mirer à Vienne ou à Péterograd que pour se mirer à Paris, à Londres ou... à Rome, d'où ils attendent des emprunts, des armes, des alliances contre le voisin suspect ou contre les masses des villes et des campagnes. Cependant, leur presse, leurs discours sont toujours du plus beau libéralisme occidental. Il n'est pas un journal du *Zgavor* de Sofia ou de la *Main Blanche* de Belgrade qui n'ait une belle tenue démocratique. C'est drôle. Les grands principes démocratiques sont bien plus contestés et bafoués par la grande presse européenne que par les journaux d'Athènes ou de Bucarest. C'est seulement l'exercice de ces droits de l'homme et du citoyen qui est à peu près annulé pour les couches nouvelles ouvrières et paysannes; tandis que dans le cercle des privilégiés, cet exercice démocratique est absolument assuré.

Cela ne se passe pas sans des contrastes violents. Alors, on a recours au coup d'Etat, pour lequel les organisations patriotiques militaires sont toujours prêtes. Lorsque il n'y a pas à s'unir dans quelque coup de force, les organisations travaillent à tirer l'Etat sous leur pouvoir tel qu'un grand fief à exploiter; dans leur sein se déclenchent alors des riva-

lités meurtrières entre les chefs jaloux du commandement. Le cas de l'«Organisation Révolutionnaire Macédonienne» verkhoviste est vraiment frappant. Ayant constitué un Etat dans l'Etat bulgare, elle dirige selon son bon plaisir la politique intérieure et extérieure de la Bulgarie; elle fait la guerre à la frontière yougoslave et conclut des alliances à Rome avec le fascisme mussolinien. Tout dernièrement, les journaux italiens commentaient longuement le congrès des Confréries macédoniennes en ce style diffus et pompeux des cérémonies interalliées consacrées à la lutte contre l'ennemi commun.

Tout cela est bien du pur fascisme en ce sens que l'Etat n'est qu'une proie qu'on défend par des moyens sanglants, quoique dans sa charpente extérieure il demeure apparemment constitutionnel et même parlementaire.

En Yougoslavie, au contraire, le fascisme a atteint l'Etat dans sa Constitution même. Toutes les questions touchant la Constitution ont été tranchées par le roi Alexandre et ses généraux abolissant la Constitution. Ainsi, les paysans de la Croatie n'ont plus rien à reprocher à la Constitution de 1921. Le dilemme qui rongait l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes: unité ou fédéralisme, a été résolu par le despotisme. Cette question est peut-être la question de tous les Balkans: unité ou fédéralisme. Unité au profit de la prépondérance de n'importe quel Etat — impérialisme yougoslave ou bulgare ou hellénique; fédéralisme pour la coexistence libre de tous les peuples. Bref, la lutte en Yougoslavie est celle de la glèbe paysanne contre le capitalisme bourgeois et militariste. L'antagonisme de Zagreb et de Belgrade reproduit, sous certains aspects, la lutte que mena longtemps l'unité italienne entre le Nord et le Sud. Le Sud qui reprochait au Nord ses tendances hégémoniques, ses efforts à faire du Midi, à l'aide de tarifs douaniers, une colonie pour l'écoulement forcé des produits industriels parmi la grande masse des paysans. Le Nord qui se défendait, accusant le Sud de tiédeur patriotique, vantant ses mérites dans l'oeuvre du «Risorgimento», se targuant de sa civilisation supérieure et de la nécessité d'émanciper la naissante industrie de Milan, de Gènes, de Turin de la concurrence étrangère pour assurer l'indépendance économique de la nation. Le contraste dura de l'époque qui a immédiatement suivi l'unité nationale jusqu'à nos jours; et cela n'a pas été sans influence dans les derniers événements, le Sud ayant été le dernier à embrasser la religion fasciste: religion imposée par les banques, les industriels et les grands propriétaires de la vallée du Pô.

Dans tous ces cas, le fascisme n'est pas la dernière expression du capitalisme au zénith de son développement dans la phase impérialiste; c'est plutôt l'effort criminel de certains clans dynastiques et de certaines couches bourgeoises affolées devant l'irruption des grandes masses dans le cadre de l'Etat. Le fascisme alors broie le prolétariat «pour augmenter la production»; conception aveugle, enfantine comme celle du sauvage qui abat les arbres pour en cueillir les fruits. Le fascisme tue en même temps toutes les libertés. Poussé par l'épouvante de son oeuvre, il n'a plus de mesure dans la réaction. A la fin, il se jette dans les bras du cléricalisme, qu'il avait détesté. C'est le moment du «Concordat» entre l'Italie fasciste et le Vatican par lequel l'Etat cède à l'Eglise tous les droits: le mariage, la propriété ecclésiastique, l'enseignement religieux; il abolit l'exécutif des évêques, laisse la Congrégation se dresser toute puissante et, avec elle, se rétablir la main morte. C'est le suaire de l'Espagne au XVIII^e siècle qui est posé par le fascisme sur les épaules de l'Italie de Cavour et de Garibaldi.

Il n'y a qu'à veiller pour que le contre-coup du Traité et du Concordat du Latran ne se fasse pas sentir jusque parmi les masses catholiques des paysans de la Croatie.

Parfois, l'Eglise romaine sait, dit-on, ne pas se montrer ingrate. Nous ne souhaitons pas aux catholiques des Balkans d'en faire l'expérience.

Paolo Davila

Du fascisme italien au fascisme balkanique

Depuis sept ans que le fascisme opprime le peuple italien, il y a encore des gens qui ne savent rien ou presque rien de ce régime.

C'est un fait que j'ai eu l'occasion de constater moi-même — avec quelle peine, on l'imagine — que parmi les hommes politiques européens, même parmi ceux qui militent à gauche, on chiffre encore en nombre trop considérable ceux qui jugent le fascisme d'une façon toute superficielle et qui basent leur jugement sur les informations que le fascisme lui-même répand à l'étranger.

Je n'en fais pas un grief à ces personnes. La pensée intime du peuple italien en Italie ne peut pas se manifester, ni franchir les frontières, et les moyens d'information des antifascistes émigrés sont trop peu de chose en présence de la besogne à remplir.

Mais étant donné que le fascisme — tous les jours j'en suis convaincu davantage — loin d'être un «phénomène italien» est un phénomène mondial, les hommes politiques, surtout ceux qui se réclament des idées de gauche, ont le devoir de se rapprocher de ceux qui savent, de ceux qui, pour avoir vu surgir et agir le fascisme, le connaissent à fond. Ils ont le devoir d'aider ces personnes.

Ils sauraient alors que le fascisme est un régime hors civilisation: ils apprendraient que le fascisme, loin d'avoir «rétabli l'ordre», a plongé l'Italie dans la haine et la guerre civile; ils pourraient se rendre compte que, loin d'avoir instauré le bien-être, le fascisme a conduit le pays à la misère la plus dégradante. Ils sauraient enfin qu'au lieu d'avoir développé l'intelligence et la culture, le fascisme a tué l'une et l'autre.

Il faut ajouter que les géôles italiennes regorgent d'antifascistes italiens; qu'il en est de même dans les îles de déportation, et qu'enfin des centaines de milliers de familles suspectées sont mises hors la loi, subissent des persécutions de tout genre, se trouvent dans l'impossibilité de gagner leur pain.

Le fascisme se maintient par la force, la persécution, le mensonge, le bluff. Tel Rabagas, les hommes qui dirigent actuellement l'Italie agissent de la façon qu'ils ont condamnée hier, prêts à renier demain ce qu'ils ont fait ou dit aujourd'hui. La politique fasciste est toute caractérisée par la vie au jour le jour, sans doctrine, sans rectitude, sans principes.

Il y a des hommes et des gouvernements qui prennent au sérieux les engagements du gouvernement fasciste. Pis. Ils croient ou feignent de croire que s'allier avec le fascisme signifie s'allier avec une force réelle et durable. Ces hommes et ces gouvernements en pâtiront un jour.

Le fascisme vient de s'allier avec la papauté, mettant l'Italie sous la domination effective du clergé, rétablissant le pouvoir temporel de l'Eglise catholique. Mais cela vient après que le fascisme avait affirmé dans son programme que, dès son accession au pouvoir, son premier acte serait la confiscation de tous les biens des congrégations religieuses. L'ennemi d'hier est devenu l'allié d'aujourd'hui.

Aussi, après avoir promis de poursuivre la réalisation de «la collaboration des classes», le fascisme a réalisé l'assujettissement total et absolu de la classe ouvrière à la classe patronale; après avoir annoncé l'instauration du suffrage universel, il a supprimé suffrage et parlement; après avoir promis la gestion directe de la production aux «organisations prolétariennes», il a détruit des milliers de coopératives qui florissaient en Italie. La liste des contradictions du fascisme est longue aussi bien dans le domaine national qu'international. En ce qui concerne ce dernier domaine, il suffira d'ailleurs de rappeler que le fascisme, tout en prêchant la paix, se prépare à la guerre comme nul autre gouvernement européen.

Seule la classe ouvrière, dans son intuition, est restée toujours hostile et n'a jamais cru à la bonne foi du fascisme. Elle a payé, hélas, cette aversion. Elle seule a supporté toutes les conséquences des méfaits du fascisme.

Mais le tour des autres viendra.

Gare à ceux qui auront donné leur appui au fascisme!

Gare à ceux qui l'auront soutenu, gare à ceux qui n'auront pas écouté les conseils, les appels, la mise en garde des hommes qui, battus pour un moment, pauvres, sans moyens suffisants d'informations et de lutte, ont pourtant conscience de représenter la grande majorité du peuple italien. — moralement aujourd'hui, matériellement demain.

Les Etats Balkaniques marchent sur la voie tracée par le fascisme italien. A l'instar de Mussolini, ils exploitent à fond les masses travailleuses au profit de la bourgeoisie. A l'instar de Mussolini, ils persécutent et crucifient les organisations ouvrières révolutionnaires par leurs tribunaux exceptionnels, par leurs monstrueuses lois de «Défense de l'Etat». A l'instar de Mussolini, ils oppriment et dénationalisent les minorités ethniques asservies.

Il est de toute nécessité que les militants révolutionnaires, les ouvriers et les paysans, conjuguent leurs efforts pour abattre l'ennemi commun.

Giorgio Salvi

secrétaire-général adjoint du parti maximaliste italien

La terreur blanche en Albanie

L'envahissement de l'Albanie par les bandes mercenaires du roi Alexandre en 1924 a instauré chez nous le régime de terreur d'Ahmed Zogou qui fait regretter au peuple albanais les jours les plus sombres de la tyrannie des Sultans.

Les montagnards du Nord, qui n'avaient pas consenti à entrer à la solde de Belgrade pour devenir les bourreaux de leurs propres frères, furent tous livrés à la vengeance de Cena beg qui avait reçu l'ordre d'exterminer les adversaires de l'impérialisme grand-serbe. Le beau-frère d'Ahmed Zogou a exécuté fidèlement l'ordre de ses maîtres de Belgrade. Il a systématiquement pillé des centaines de maisons qu'il a ensuite incendiées. Il a confisqué tout le bétail des montagnards, qui constitue leur ressource principale économique, et il l'a vendu à vil prix au profit des chefs mercenaires. Tous les hommes adultes et, dans plusieurs cas, les enfants furent arrêtés et internés dans des camps de concentration où ils subirent, pendant une longue période, des tortures et des privations inouïes; un grand nombre de ces malheureux ont succombé à la faim et aux épidémies; d'autres ont été exécutés par les bourreaux d'Ahmed Zogou, naturellement sans aucune formalité judiciaire. On transférait les prisonniers d'une localité à l'autre et on les fusillait en route. Si on ne pouvait pas dissimuler ces crimes, on faisait annoncer par le bureau de presse qu'un tel a essayé de s'évader et que les gendarmes se sont vus dans la nécessité de faire leur devoir.

Lorsque des mercenaires eurent fait régner l'ordre et la légalité dans le Nord, ils se déchainèrent contre les provinces du Sud où ils sévirent pendant deux années. Les cachots, qui chez nous tiennent lieu de prisons, regorgèrent de patriotes albanais; les villages furent saccagés à fond; ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards ne furent épargnés.

La situation devint insupportable. En 1926, les montagnards du Nord se soulevèrent contre la dictature sang-

lante des beys féodaux. L'insurrection fut étouffée dans le sang.

Jusque là, les Albanais étaient massacrés par ordre et pour compte de Belgrade. Dès la fin de 1926, c'est Rome qui dicte sa volonté à Zogou et Mussolini exige qu'on rétablisse l'ordre à tout prix. Affolé par le danger et désireux de se faire valoir devant son nouveau maître, Ahmed Zogou ordonne des massacres en masse. On ne connaît pas le nombre des victimes, mais on sait que cette fois-ci, les bourreaux ont fait des orgies. Des villages entiers furent complètement rasés; les hommes se réfugièrent dans les montagnes inaccessibles et en territoire yougoslave; leurs familles furent internées dans les casernes de Scutari où elles furent décimées par la famine et les épidémies; des hommes suspectés seulement de sympathiser avec les insurgés, furent tout simplement pendus. Pendant cette période, les sicaires d'Ahmed Zogou assassinaient des patriotes réfugiés en Italie et ils étaient naturellement acquittés par la justice fasciste.

À la veille de la proclamation de la monarchie, Ahmed Zogou a ordonné la mise à mort de deux émigrés bulgares et d'un jeune patriote albanais. Le procès mis en scène n'a rien prouvé contre eux, et pourtant ces innocents furent exécutés. Leurs cadavres furent exposés publiquement pour terroriser les adversaires de la monarchie.

Les victimes les plus illustres de ce régime furent le ministre Louis Gourakouqui et le colonel Bairam Curri, collaborateurs d'Ismail Kemal et artisans de l'indépendance albanaise. Ils furent lâchement assassinés par les sicaires d'Ahmed Zogou et de Cena beg. Celui-ci s'en vanta publiquement dans une interview aux journaux de Belgrade.

Pendant ce régime de terreur, l'Albanie, érigée en Etat indépendant grâce aux luttes héroïques de ses fils, est devenue un protectorat serbe en 1925, et finit par être transformée en colonie italienne en 1927.

Fan S. Noli

La Macédoine sous le fascisme

Jusqu'à la guerre balkanique (1912-13), ce petit pays, se trouvant au coeur des Balkans et jouant un rôle très important dans la vie politique de la Péninsule, faisait partie de l'Etat turc. Il vécut des siècles entiers sous le joug des Sultans. Après la révolution Jeune-Turque, la population de l'Empire Ottoman commença à jouir de certains droits politiques. Mais la Macédoine ne devint pas un pays libre et indépendant. Toutefois, sa population jouissait de libertés culturelles et même nationales. Après la guerre balkanique et la guerre entre les alliés balkaniques, la Macédoine fut dépecée, à Bucarest, (1913), en trois parties, entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie. La guerre mondiale et les traités de paix qui s'ensuivirent ont sanctionné ce pillage. Les nouvelles conditions dans lesquelles la population macédonienne commença à vivre différaient essentiellement de celles sous le joug turc. La partie la plus importante de la Macédoine fut occupée par la Serbie — environ la moitié de toute la Macédoine; la partie subjuguée par la Grèce représentait $\frac{1}{16}$ me, et celle sous le joug bulgare $\frac{1}{16}$ me de tout le pays macédonien. Ce changement forcé exécuté contre la volonté de la population macédonienne, a modifié de fond en comble sa vie politique, économique, nationale et culturelle.

Un grand nombre de Macédoniens, engagés de force dans les différentes armées, ont été tués pendant les guerres. D'autres dizaines de milliers ont été tués par les vainqueurs pour rendre plus facile leur politique de dénationalisation: on a tué en masse des Macédoniens turcs et albanais, ainsi que des Macédoniens bulgares et des Macédoniens grecs. Les prisons de Salonique, Sérès, Drama, Bitolia, Scopie, Tétovo, Vélès, Koumanovo, Prilep et ailleurs regorgèrent de Macédoniens. Des centaines de milliers de Macédoniens se virent obligés de s'enfuir: les Macédoniens bulgares se réfugièrent dans la partie bulgare de la Macédoine et en Bulgarie; les Macédoniens turcs — en Turquie; les Macédoniens grecs — dans la Macédoine sous la Grèce. Ils furent obligés de s'enfuir nus et affamés, en laissant tous leurs biens à leurs nouveaux vainqueurs. Enfin, des dizaines de milliers de Macédoniens ont été obligés, par le prêtre et le gendarme, par la croix et par l'épée, à se convertir, toujours dans l'intérêt de la politique de dénationalisation pratiquée par leurs nouveaux oppresseurs.

Seize années se sont écoulées depuis, seize années de

noir esclavage, d'oppression nationale et culturelle, de suppression de tous les droits politiques, de pillage systématique, d'exploitation illimitée et de dictature fasciste!

Et comment vit le peuple macédonien sous le joug de ses nouveaux oppresseurs?

En Serbie, il est persécuté, terrorisé, pillé, privé même des rares droits politiques élémentaires dont jouissent les autres habitants de ce pays; on ne lui permet pas d'organiser des partis essayant de se constituer même seulement pour défendre les intérêts locaux de la population; l'existence même des Macédoniens en tant que peuple composé de différentes nationalités — six ou sept — n'est pas permise; les droits culturels et nationaux ne leur sont pas tolérés. Toutes les écoles, églises, salles de lecture et bibliothèques, toutes les associations culturelles, même sportives, qui ont un caractère macédonien, même les corporations d'artisans qui existaient auparavant, sont interdites. Dans cette partie de la Macédoine, voilà déjà seize années que l'on tue systématiquement, souvent en masse. Des massacres ont été organisés dans les régions de Chtip, Kotehani, Radoviche, Tikvéche, Vélès, Krivoretchna-Palanka, Stroumitza. Les assassinats politiques sont pratiqués systématiquement. Leur nombre s'élève à 2000. Rien que pendant la dernière année, plus de 300 Macédoniens ont été tués. On a incendié des villages par dizaines; pendant les dernières cinq années, on a anéanti 14 villages et plusieurs centaines de maisons ont été détruites. Les prisons ont été bondées de paysans, artisans, ouvriers, intellectuels macédoniens. Pendant cette période, plus de 30.000 Macédoniens (sur une population d'un million) ont passé par les prisons de la dictature fasciste serbe. Rien que pendant la dernière année, on a arrêté — ce qui veut dire battu et terrorisé — plus de 1500 Macédoniens. Actuellement, dans les prisons de la Macédoine et de Yougoslavie languissent plusieurs milliers de Macédoniens. Les procès politiques, montés par la dictature militaire serbe, représentent une autre méthode pour l'anéantissement de la population macédonienne. Rien qu'au cours de l'année dernière, 16 procès politiques furent montés et 9 condamnations capitales et des condamnations à plusieurs années de travaux forcés pour des centaines de Macédoniens y furent prononcées. De grandes masses de Macédoniens furent obligées de s'enfuir de leur pays. Le nombre des émigrés politiques rien que pendant les der-

nières années, a augmenté de plusieurs dizaines de milliers de Macédoniens.

La politique de dénationalisation, qui est la base de la politique grand-serbe en Macédoine, est appliquée par les méthodes de l'assimilation. Cette méthode est mise en pratique par les fascistes serbes, au moyen de leurs écoles, de leurs églises, par le système de subvention des écoliers et étudiants, et par l'organisation de différentes associations.

Cette politique est pratiquée aussi par le pillage des terres et des biens des paysans macédoniens, que l'on distribue aux anciens membres des *tchétas*, aux militaires et politiques, aux ministres et députés.

Economiquement, toute la population macédonienne est opprimée et exploitée.

Le paysan macédonien est pillé par l'Etat même à sa vente du tabac; il est volé par les commerçants spéculateurs qui, aidés par le pouvoir, obligent les paysans à vendre leurs produits: opium, riz, blé, etc. à des prix couvrant à peine leurs frais de revient. Les impôts sont accablants. Ce sont les impôts généraux triplés et quadruplés pour les Macédoniens, plus les impôts spéciaux que ces derniers sont obligés de payer.

Les artisans privés des crédits d'Etat subissent une oppression économique inouïe. Pour cette raison, et à la suite de la crise économique générale, qui a un caractère très aigu en Macédoine, les faillites sont un fait quotidien ordinaire. Les ouvriers des fabriques et ateliers supportent une misère noire. Ils sont exploités d'une façon inhumaine; les lois pour la protection et l'hygiène du travail, existant en Yougoslavie, ne sont pas appliquées dans la Macédoine. Le chômage y est très grand — à peu près la moitié de la classe ouvrière chôme.

La Macédoine sous le joug militaire fasciste serbe a pris la physionomie d'un camp militaire. Ce pays est gouverné par des officiers, terroristes expérimentés, à l'aide des gendarmes et des troupes militaires dont les effectifs sont de plus de 40.000 hommes, des employés et policiers corrompus; par des différentes organisations fascistes: »Narodna Odrbrana« (Défense nationale), l'organisation des soi-disant anciens militants nationaux, »Oudroujénié«, cette association des traîtres à la cause macédonienne; par des différentes organisations sportives, des colons armés par la gendarmerie, etc. etc. La dictature militaire ouverte en Yougoslavie, proclamée le 6 janvier, aggrave encore cette situation.

Dans la Macédoine sous le joug grec, on pratique les mêmes méthodes que dans la Macédoine sous la Serbie. On a chassé de ce pays, par la force, tous les Macédoniens turcs, et à peu près la moitié des Macédoniens bulgares. On continue à chasser les Macédoniens bulgares. On chasse aussi les Kouzovalaques. On applique des mesures spéciales contre les Juifs macédoniens. Cette politique poursuit le but de chasser du pays toute la population autochtone.

Une terreur barbare est exercée contre la population qui habite encore cette région macédonienne. Les assassinats politiques en masse sévissent terriblement. On a organisé des massacres de paysans dans les régions de Drama et de Lérine. Journallement, les gouvernants fascistes tuent les Macédoniens d'une façon sommaire, aidés par différentes organisations de bandits, comme par exemple celle appelée »Poing grec«. On monte des procès politiques par lesquels on condamne les Macédoniens à la peine capitale ou à de longues années de travaux forcés, ou à la déportation. Les impôts sont écrasants. La crise économique est profonde. M. Vénizélos a employé dernièrement des mesures tout-à-fait spéciales contre les masses macédoniennes et thraciennes. Les lois de la Défense de l'Etat, sur la presse, contre les grèves, contre les réunions visent directement les masses laborieuses et les masses macédoniennes nationalement opprimées. Toutes les écoles et églises non-grecques sont fermées. Les Macédoniens sont privés de tous droits politiques, nationaux, culturels.

Quant à la Macédoine sous le joug fasciste bulgare, nous devons dire que la grande majorité de la population n'est pas opprimée nationalement parce qu'il s'agit de Macédoniens bulgares; mais les Macédoniens non-bulgares sont opprimés nationalement. En Bulgarie existe une sanglante loi d'exception, appelée la loi de la Défense de l'Etat. En Macédoine bulgare, il existe, en dehors de cette loi, d'autres, »lois« d'exception, appliquées par l'ORIM fasciste, et par les officiers, les gendarmes et la police fasciste bulgares. La population ne jouit d'aucun droit politique; elle est privée du droit d'élire ses députés, d'organiser des réunions, d'avoir sa presse. Elle n'a pas le droit d'association. Ici, il n'existe aucun parti politique, ni syndicat ouvrier. La loi suprême, c'est la volonté illimitée de l'ORIM fasciste et de la Ligue Militaire bulgare. Les assassinats politiques et la terreur blanche ont pris des proportions proverbiales. Ont été tués

par cette organisation sanguinaire aidée ouvertement par les fascistes bulgares, durant les dernières huit années plus de 2100 Macédoniens adversaires du fascisme (sur une population de 200.000 personnes). On a pendu et brûlé vifs des familles entières, des vieillards, des femmes, des enfants. La situation économique de la population est désespérée, ses produits, plus spécialement le tabac, sont achetés par les compagnies organisées surtout par le capital anglais et italien, aux prix fixés par ces mêmes compagnies. Ce sont les bandits de l'ORIM fasciste qui organisent ce pillage.

C'est là la situation de la Macédoine, de ce petit pays d'une superficie de 65.000 kilomètres carrés et d'une population de 2.300.000 habitants.

Qui porte les responsabilités de cet état de choses?

Ce sont les grandes puissances impérialistes qui ont imposé au peuple macédonien aussi les traités dits de paix, qui ont dépécé le corps vivant de la Macédoine, ce sont les gouvernements sanguinaires fascistes existant dans notre pays, soutenus et aidés par ces puissances; ce sont enfin les fascistes macédoniens, assassins du peuple macédonien et traîtres à sa cause, qui se sont mis au service des oppresseurs de la Macédoine.

A l'occasion du Congrès International Antifasciste, nous élevons notre voix contre les régimes sanglants fascistes existant en Macédoine, contre ceux qui ont créé et soutiennent ces régimes. Nous élevons notre voix de protestation et d'indignation contre les crimes commis contre notre peuple envers lequel on n'applique pas même les traités signés par ses oppresseurs — les traités pour la protection des minorités nationales, et nous demandons la suppression du régime d'exception et de terreur qui y existe, le rétablissement d'un régime garantissant les libertés et les droits nationaux, politiques et civiques; une amnistie politique générale, le rapatriement des réfugiés dans leur pays. Nous devons cependant déclarer qu'il ne sera mis fin aux souffrances du peuple macédonien que lorsque la Macédoine sera unie, libre et indépendante et participera, comme membre égal, à la Fédération des libres peuples balkaniques. C'est uniquement de cette façon qu'on mettra fin au martyre de ce peuple combattif et que les Balkans cesseront d'être un permanent danger de guerre locale ou générale.

D. Vlahhoff

Fascisme roumain

La différence entre l'Italie fasciste et la Roumanie démocratique consiste en ce que chez la première, la dictature la plus brutale du capital — du fascisme — règne tout ouvertement et qu'elle a supprimé la démocratie »légalement«, tandis que chez la dernière, la répression la plus sanglante du mouvement révolutionnaire ouvrier est exercée sous la feuille de vigne de la démocratie.

Le régime de la terreur blanche en Roumanie ne date cependant pas de la fin de la guerre, comme dans la plupart des pays européens; il remonte jusqu'à 1907, à l'année de la grande révolution paysanne. Il suffit de rappeler que c'est alors que fut créée la noire Sigourantza. Car, tandis que dans les Etats voisins — en Bulgarie, en Serbie, etc. — le mouvement ouvrier, grâce à un gouvernement démocratique, avait réussi à propager dans les masses les idées marxistes et à envoyer au parlement des députés socialistes, le gouvernement en Roumanie a toujours mené une violente lutte pour étouffer en son germe même toute possibilité de développement du mouvement ouvrier.

La révolution paysanne avec ses 11.000 victimes, les cinq années de féroces persécutions qui la suivirent, la sanglante répression de la démonstration de paix à Galatz, le 13 décembre 1918, avec ses 100 tués, la répression de la grève générale de 1920, et enfin la campagne inouïe contre toute tentative d'organisation de la classe ouvrière sont des milliers caractérisant nettement la marche du développement du mouvement ouvrier en même temps que celui du despotisme fanatique de la bourgeoisie roumaine.

Après la guerre, la bourgeoisie roumaine, pour endiguer l'assaut révolutionnaire des masses et assainir passagèrement l'économie nationale en effondrement, n'a pas eu besoin d'un appareil spécial d'oppression écartant la démocratie, car cette démocratie n'a toujours été qu'une conception fictive, et le renforcement de l'appareil étatique existant — armée, police, Sigourantza et gendarmerie — était parfaitement suffisant pour les fins voulues.

Les dernières dix années de l'histoire roumaine sont des années d'une lutte bien organisée du Parti Libéral — représentant de la bourgeoisie roumaine — contre le mouvement ouvrier révolutionnaire et contre les minorités

nationales. C'est ce même parti qui a favorisé dans leur développement les organisations estudiantines antisémites, pour s'en servir de bases pour la future dictature fasciste déclarée. L'aiguïsement des antagonismes de classe qui portèrent le pays jusqu'au seuil de la révolution, plaça la bourgeoisie roumaine devant l'alternative de proclamer la dictature ouverte et déclarée, ou d'étaler une enseigne démocratique.

En le gouvernement national-tsaraniste, la bourgeoisie roumaine et internationale a maintenant trouvé la mantille nécessaire sous laquelle la terreur blanche pourra être exercée avec plus de violence que jusqu'ici. Tandis que le ministre des Finances Popovici déclare à Paris aux représentants de la presse que le calme et la liberté règnent en Roumanie, les tribunaux militaires roumains prononcent des sentences ignominieuses contre des leaders du mouvement ouvrier — Al. Dobrogeanu-Gherea vient d'être condamné à 8 années de travaux-forcés — et les minorités nationales, surtout en Bessarabie et en Dobroudja, sont féroceusement persécutées.

Contre cette dictature fasciste camouflée de la bourgeoisie roumaine, les minorités nationales, ainsi que le prolétariat et la paysannerie, conduits par les organisations révolutionnaires, mènent une lutte héroïque. Cette lutte de toutes les masses travailleuses de la ville et de la campagne, contre le fascisme de tous les pays, fera remporter la victoire à la véritable démocratie prolétarienne.

N. Amaru

La Roumanie et le protocole Litwinow

La Roumanie — ensemble avec la Pologne — a donc signé, après un bon mois de négociations, le protocole proposé au commencement de janvier par le gouvernement soviétique. Par ce protocole, le pacte Kellog est immédiatement mis en vigueur pour l'Union Soviétique, la Pologne et la Roumanie. Mais en regardant en arrière, au long des cinq semaines qui se sont déroulées depuis la proposition soviétique jusqu'à l'acceptation de celle-ci par les gouvernements de Varsovie et de Bucarest, nous voyons se détacher des enseignements précieux pour les peuples opprimés des deux pays limitrophes de l'Union Soviétique, ainsi que pour les peuples du monde entier.

En effet, la proposition de l'Union Soviétique a démontré à la face des peuples de Pologne et de Roumanie, et des peuples de tous les pays, le désir et les intentions de paix de l'Union Soviétique, son désir sincère et ses efforts conséquents de mettre des obstacles dans la voie de la guerre que l'impérialisme et ses vassaux orientaux préparent, ces obstacles fussent-ils même d'une fragilité aussi extrême que celle de la mise plus tôt en vigueur du pacte Kellog, ou, nettement parlant, du pacte Kellog lui-même. Ce désir de paix, ces efforts sincèrement pacifiques de l'Union Soviétique ont été mis particulièrement en relief, si nous tenons compte que les Etats qui ont pris l'initiative du pacte Kellog ou l'ont signé directement, n'ont rien fait jusqu'à présent pour le faire ratifier et en hâter ainsi la mise en vigueur. Les grandes puissances impérialistes avaient essayé au commencement, on se le rappelle, d'écarter l'Union Soviétique de la signature du pacte de Paris pour donner à ce pacte une pointe anti-soviétique. Or, il a fallu que l'Union Soviétique vienne elle-même, acceptée bon gré mal gré par les grandes puissances après qu'elle eut pris elle-même l'initiative de signer le pacte sans y être invitée, il a fallu que ce soit précisément elle qui vienne et précisément sur le thème du pacte Kellog, pour faire par des faits, par des actions concrètes, de ce pacte fragile, si ce n'est un instrument de paix, mais du moins un obstacle de plus sur la voie du déclenchement d'une guerre dans l'Europe orientale.

La proposition Litwinow a fait pourtant plus. Elle a mis en évidence, grâce à l'habileté et à l'énergie diplomatique soviétique, d'un côté l'essence anti-soviétique des liaisons et engagements entre la Pologne et la Roumanie, et de l'autre la dépendance, la vassalité politique vis-à-vis de l'impérialisme anglo-français, de ces deux Etats réactionnaires limitrophes de l'U. R. S. S.

En effet, la Pologne, à laquelle s'était adressé directement le gouvernement soviétique, avait un seul moyen pour proclamer ne pas poursuivre d'intentions hostiles et belliqueuses vis-à-vis de l'Union Soviétique: accepter, sans détours, sans réserves et sans retard la proposition simple, claire, naturelle de Litwinow. Mais la Pologne ne l'a pas fait, n'a pu le faire. Si la Pologne n'avait pas des engagements anti-soviétiques avec la Roumanie et était seule maîtresse de ses mouvements, pourquoi aurait-elle dû faire dépendre son acceptation du protocole soviétique de l'acceptation de ce protocole par le gouvernement roumain? Plus encore! Après que le gouvernement

soviétique eût déclaré que rien ne s'opposait à ce que la Roumanie signât aussi le protocole soviétique dans les conditions dans laquelle l'Union Soviétique avait signé elle-même le pacte Kellog, nous avons vu la Pologne et la Roumanie ne faire aucun geste pour se hâter d'y apposer leurs signatures. Pourquoi? Parce que les gouvernements polonais et roumain ne sont pas indépendants, parce qu'ils dépendent des impérialistes anglo-français et ne peuvent signer un tel protocole sans l'autorisation de Londres et Paris.

Mais les cabinets de ces deux capitales impérialistes avaient toutes les raisons pour empêcher la réussite de l'action diplomatique entreprise par Moscou. La réussite de cette action aurait signifié, en effet, un éclatant succès — et elle l'a été — pour la politique de paix de l'Union Soviétique et, directement et indirectement, une mise en lumière de la politique de faux et hypocrite «pacifisme» et d'armements réels et effectifs des gouvernements impérialistes qui, eux, n'ont point pris au sérieux leur propre pacte de «paix». Les impérialistes anglais et français ont, par conséquent, mis tout en mouvement pour discréditer et bagatelliser la proposition soviétique, pour tergiverser, pour en ajourner ainsi l'acceptation à l'infini. Dans ces efforts, les cabinets de Londres et Paris ont trouvé en les gouvernements de Varsovie et de Bucarest des instruments dociles. Le gouvernement roumain a particulièrement essayé d'empêcher, par des objections sans nombre, les succès du protocole. Le gouvernement roumain a essayé aussi, et en premier chef, d'empêcher la signature du protocole en soulevant la question de la Bessarabie: le protocole ne saurait être signé que si les Soviets reconnaissaient l'«Union», l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie — voilà la ligne de conduite que le gouvernement roumain a essayé d'adopter.

Mais le gouvernement roumain, et avec lui le gouvernement polonais et leurs maîtres à eux deux, les gouvernements de Londres et Paris ont subi un échec retentissant. Le gouvernement soviétique s'est déclaré prêt à accepter que la Roumanie signe aussi le protocole sans que cela apporte un préjudice quelconque aux problèmes sur lesquels il existe des divergences entre l'Union Soviétique et la Roumanie. Le gouvernement soviétique n'avait jamais déclaré ni pensé vouloir résoudre par les armes ces questions pendantes, entre lesquelles se trouve au premier rang celle de la Bessarabie. La signature du protocole et du pacte Kellog, qui prévoit le renoncement à la guerre comme moyen de résoudre les différends entre les signataires, n'apporte donc rien de nouveau et ne présume aucune retraite de la part de l'U. R. S. S. Au contraire, les représentants des Soviets ont profité des différentes occasions pour faire savoir au monde entier que, quoique l'U. R. S. S. maintient la revendication du plébiscite libre en Bessarabie devant être effectué après la retraite préalable des troupes et des autorités d'occupation et après le retour des émigrés, elle déclare que la victoire de cette revendication inébranlable ne présuppose pas du tout une guerre à cet effet de l'Union Soviétique contre la Roumanie.

Nul doute que l'intention du gouvernement roumain a été d'empêcher la réussite de la proposition soviétique. Si cette intention a subi un échec, cela est dû au fait qu'au sein de la population bessarabienne et boukovinienne particulièrement, mais aussi au sein des autres peuples de Roumanie, et ce non seulement au sein des masses ouvrières et paysannes, mais aussi des autres couches sociales, la proposition de Moscou a rencontré de larges et manifestes sympathies. Ainsi, refuser de signer le protocole aurait signifié que le gouvernement roumain, devant l'opinion publique des provinces qui se trouveront sur le front futur, se serait démasqué comme un ennemi avéré de la paix et de l'acheminement vers des relations de bon voisinage avec l'Union Soviétique. Ce n'est que la peur de se démasquer et de se compromettre bêtement à l'intérieur, et à l'extérieur (voir l'emprunt qui était négocié à ce moment) qui a forcé la bourgeoisie roumaine, particulièrement celle de Bessarabie et Boukovine, d'adopter la proposition soviétique, — quitte à se «dédommager» de cet échec en «interprétant» les notes de Litwinow comme ayant la signification d'une concession de l'Union Soviétique sur la question de la Bessarabie. La Roumanie a pu accepter d'autant plus le protocole que pour les gouvernements de Paris et Londres il était aussi devenu évident qu'un refus de signer aurait grossièrement démasqué les intentions et les préparatifs de guerre des gouvernements, de Varsovie, de Bucarest et de leurs maîtres occidentaux.

Le succès de l'action diplomatique soviétique, qui a démasqué les intentions guerrières polono-roumaines, est complet, même après la signature du protocole par les deux gouvernements réactionnaires. Le fait que, pour signer une si simple proposition de paix qui crée certaines garanties de non-agression et certains obstacles dans la voie du déclenchement d'une guerre dans l'Europe orientale, il était besoin de négociations de cinq semaines; le fait que la Pologne et la

Roumanie ont élevé des objections en série et ont essayé de faire échouer la signature du protocole, ces faits constituent par eux-mêmes un considérable succès de la diplomatie soviétique. Mais en même temps, ils montrent que le gouvernement «démocratique» national-tsaraniste ne diffère en rien, si ce n'est par la réclame démocratique, des gouvernements roumains qui l'ont précédé. Il ne fait que continuer la politique de ses prédécesseurs, politique d'alliances militaires anti-soviétiques, de vassalité politique et militaire vis-à-vis de l'impérialisme anglo-français, politique de réaction à l'extérieur, qui correspond parfaitement à la politique de continuité du régime réactionnaire intérieur. Non seulement le gouvernement Maniu refuse, par exemple, l'amnistie, mais en Bessarabie et en Boukoutine l'état de siège est remis en vigueur, et les représentants de la classe ouvrière continuent à être envoyés devant les conseils de guerre dans toute la Roumanie, comme ce fut récemment le cas avec M. Dobrodeano-Gherea.

Celui qui attendait du gouvernement national-tsaraniste une autre politique intérieure ou extérieure, a maintenant l'occasion — après l'histoire de l'action diplomatique du gouvernement de Moscou et en face du procès de M. Dobrodeano-Gherea — de se convaincre une fois de plus de la vanité de telles illusions, et d'apporter à ses opinions la correction nécessaire.

I. Mateescu

Le fascisme et les luttes pour la libération de la Dobroudja

Après la grande guerre impérialiste, l'esclavage national dans les Balkans a pris des formes barbares inouïes. La nouvelle carte géographique des Balkans tracée par les traités de paix de Paris, a réussi à satisfaire les intérêts avides des pays vainqueurs en jetant en même temps des masses se comptant par millions dans un esclavage insupportable.

Ce fut pour les peuples et les nations opprimés une ère de suppression de tous les droits, d'assimilation barbare et d'esclavage économique sans précédent. Dès lors commence une émigration en masse pour les nationalités opprimées, émigration inconnue dans l'histoire de ces nationalités. La politique de colonisation des vainqueurs pose à l'ordre du jour le problème des réfugiés sous une forme très aiguë en jetant des centaines de milliers dans une misère noire et les condamnant à la dégénérescence.

Après cette guerre impérialiste, la question nationale dans les Balkans n'est pas résolue. Au contraire, elle est plus compliquée que jamais. L'oppression nationale a allumé de nouveau les luttes intestines entre les différentes nationalités, et le problème national aux Balkans est toujours l'étincelle qui peut allumer de nouveau l'incendie mondial.

Car, «pour consolider leur victoire», pour retenir et consolider leur butin, les pays vainqueurs ne choisissent pas les moyens. Sous leur règne, les régions conquises ont été transformées en colonies; ils pratiquent, à l'égard de la population, une politique absolue de colonisation: la suppression des droits civiques, culturels, des libertés nationales, émigration forcée, colonisation, assimilation, pillage, exploitation et le système des pogromes et des carnages. En réalité, la longue histoire des Balkans ne connaît pas de pages aussi sanglantes que celles qu'a écrites l'oppression nationale dans un court laps de temps, après la guerre.

Voilà pourquoi les luttes des peuples opprimés pour une vie libre ont pris un caractère si aigu. Elles ont pris un caractère de lutte à vie ou à mort. Dans ces luttes pour la vie libre, cependant, les peuples balkaniques ont à surmonter d'énormes difficultés. Ces difficultés viennent de l'impérialisme mondial, d'une part, et du fascisme balkanique, de l'autre. Ce dernier est un ennemi mortel des peuples balkaniques opprimés.

Car si, après la guerre impérialiste, point de départ de terribles luttes sociales, les classes dirigeantes, pour consolider leur situation ébranlée, furent obligées d'avoir recours au fascisme, il est aussi vrai que le fascisme représente un moyen très important pour maintenir l'oppression nationale et l'inégalité nationale dans les Balkans.

Le fascisme attise à l'extrême les antagonismes nationaux; il aiguise les luttes pour la libération nationale. C'est pourquoi les peuples balkaniques opprimés ont le devoir impératif d'organiser d'une façon commune leur lutte contre le fascisme, d'organiser ensemble leur lutte contre un des plus importants obstacles entravant leur liberté.

Jetons un coup d'oeil sur la Dobroudja opprimée, sur la lutte de libération de la population dobroudjanaise qui continue à souffrir terriblement sous le joug du fascisme roumain et bulgare.

Pour maintenir la Dobroudja dans un esclavage national inouï, l'oligarchie roumaine a trouvé que l'appareil d'Etat d'oppression n'est pas suffisant. Elle a créé des organisations fascistes spéciales à la tête desquelles se trouve l'«Action Roumaine» (Actiunea Românească). Ayant formé ses cadres d'éléments roumains et koutzovalaques, cette organisation dispose de groupes armés et représente un agent de l'oligarchie roumaine pour la continuation de l'esclavage national dans la Dobroudja. Avec son aide, on organise en Dobroudja des carnages systématiques, comme par exemple ceux de Chahinlar, Kavourga, Staro-Selo et Kotchina. Plusieurs centaines de Dobroudjanais ont été tués et plusieurs milliers de militants pour la liberté nationale sont jetés dans les prisons roumaines.

Les luttes dobroudjanaises de libération se heurtent également à de grands obstacles de la part du fascisme bulgare. Il suffit de mentionner l'assassinat de l'un des fondateurs du mouvement national, du grand héros national dobroudjanais Dotcho Mikhaïloff tué par le fascisme bulgare, des nobles révolutionnaires dobroudjanais Guéno Droumeff, Todor Gospojakoff, Guergi Guitzoff, et du militant enthousiaste dobroudjanais Ivan Krasteff, tombés également victimes du fascisme bulgare. Ce fascisme continue à prendre ses victimes dans le milieu militant dobroudjanais, en maintenant toujours la traîtresse «Organisation Révolutionnaire Intérieure Dobroudjanaise» (ORID), qui a pour but d'empêcher les luttes de libération des Dobroudjanais. Le dernier essai du fascisme bulgare d'arrêter l'influence croissante de la véritable organisation révolutionnaire dobroudjanaise ORD., qui s'est mise résolument à la tête des luttes de libération des Dobroudjanais, fut l'organisation du parti de la minorité bulgare en Roumanie. Par cette organisation fasciste en Dobroudja, le fascisme bulgare cherche à prendre pied dans ce pays pour un travail commun avec le fascisme roumain dans le but d'organiser une lutte commune et coordonnée contre le mouvement révolutionnaire dobroudjanais. Car il exécute les ordres de Londres et de Paris, conformément aux intérêts des Etats impérialistes qui préparent le front uni du fascisme balkanique dans la guerre anti-soviétique en préparation.

Les peuples balkaniques vont mettre fin à tout esclavage national dans les Balkans en coordonnant leurs efforts pour porter un coup décisif au fascisme balkanique.

Dobroudjansky

Un Appel à la population de la Dobroudja

L'appel suivant avait été lancé en Dobroudja par l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise — ORD. Vu son importance, nous le reproduisons en traduction in extenso, regrettant que par suite de manque de place nous avons été obligés de le donner avec quelque retard.

Dobroudjanais!

Vous êtes convoqués de nouveau pour élire des députés à l'Assemblée représentative de l'oligarchie roumaine. Comme toujours cependant, par suite d'un système de terreur pré-électorale et d'une falsification de votre vote, on proclame comme vos représentants des gens qui sont étrangers à vous et à vos intérêts, ou encore des gens de votre milieu, mais travaillant pour le compte de vos oppresseurs.

Il faut que cela finisse!

Après 10 ans d'un régime arbitraire instauré par le Parti Libéral et par ses instruments — les gens d'Averescu —, l'oligarchie roumaine passe par une lourde crise économique et politique. Ce régime de terreur a pour but de soumettre les masses populaires à un complet esclavage national et politique.

Les minorités nationales opprimées, qu'on veut dénationaliser, sont toujours menacées d'être chassées de leur foyer, d'être tuées en masse comme cela a été fait à Tatar-Bounar pour la Bessarabie, à Chahinlar, Staro-Sélo, et Kotchina pour la Dobroudja.

Le régime des libéraux a provoqué une profonde indignation et a préparé pour la lutte les masses opprimées et les minorités nationales subjuguées.

Pendant les premières années d'après-guerre, la Roumanie oligarchique a été le théâtre d'une lutte intestine acharnée. L'oligarchie roumaine, qui a accaparé de grandes régions des pays voisins, se trouve toujours devant la vision des revanches et ne voit d'autres moyens pour maintenir sa tyrannie que de nouvelles aventures militaires.

La Roumanie oligarchique est transformée en un camp

retranché et les masses se trouvent sous la menace constante de servir de chair à canon.

Aujourd'hui, Bucarest est la ville où se donnent rendez-vous tous ceux qui préparent les nouvelles boucheries: Pilsudski, le général Le Rond, etc.

Les grandes puissances préparent une nouvelle guerre contre l'Union des Républiques Soviétiques où plus de 100 nations jadis opprimées par le tsarisme ont trouvé leur libération nationale complète.

Pour réaliser ce plan, il fallait améliorer la situation intérieure instable, et c'est pour cette raison que les libéraux ont été obligés d'écouter les voix qui venaient du dehors et de céder le pouvoir aux nationaux-tsaranistes afin de berner dans une tranquillité temporaire les masses opprimées et indignées.

On a formé un cabinet Maniu et, pour prendre le pouvoir, le Parti National-Tsaraniste a dû abandonner sa revendication d'annuler les lois votées par les libéraux ainsi que ses promesses de proclamer une nouvelle réforme agraire, de supprimer la gendarmerie et la Sigourantza et de libérer complètement les minorités nationales. Maniu lui-même a violé son propre serment prêté à Dobritch concernant l'annulation de la loi spécialement créée pour la Dobroudja, la loi de la propriété agraire, et la cessation du régime de terreur et de l'illégalité.

Il n'a jamais existé une différence essentielle quelconque entre le Parti National-Libéral et le Parti National-Tsaraniste, sauf la lutte de coteries pour le pouvoir. Le Parti National-Tsaraniste vient aujourd'hui au pouvoir avec l'intention unique de leurrer les masses populaires en exerçant, quoique par d'autres moyens, absolument le même régime. Ce Parti va essayer de donner une base légale à la continuation du régime tyrannique.

Grâce à son attitude oppositionnelle qui a duré longtemps, ce Parti a déjà pu tromper une partie des masses populaires. Cependant, l'exercice du pouvoir montrera très prochainement son véritable visage, désillusionnera le peuple et renforcera les luttes révolutionnaires de ces masses économiquement et socialement opprimées.

Pour en finir avec la tyrannie et l'esclavage, il faut créer un pouvoir qui puisse réaliser le principe d'auto-détermination des minorités nationales, jusqu'à leur complète séparation de la Roumanie.

Les Dobroudjanais doivent lutter pour un pareil pouvoir en Roumanie. Mais un tel pouvoir sera réalisé non pas par un bulletin de vote, mais par la lutte révolutionnaire des masses. Constitution de l'Union Fraternelle de toutes les nationalités habitant la Dobroudja, collaboration avec tous les peuples opprimés en Roumanie et dans tous les Balkans, luttes résolues et décisives pour la réalisation de la *Libre République de la Dobroudja* et de la *Fédération Balkanique — Union des Libres Républiques Balkaniques* — voilà le mot d'ordre de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD), voilà le mot d'ordre au nom duquel elle organisera et conduira les masses dobroudjanaises à la lutte, jusqu'à la complète victoire.

Cependant, l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ne renonce pas à profiter de toutes les occasions légales pour organiser et renforcer la lutte contre la tyrannie roumaine en Dobroudja.

Malgré que l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ne participe pas légalement aux élections, elle fait connaître ses mots d'ordre au nom desquels elle demande à tous les Dobroudjanais, bulgares, turcs, russes, tartares, etc... de serrer les rangs et d'élire des représentants qui lutteront pour la réalisation de leurs revendications. Ces mots d'ordre sont:

1. Droit d'auto-détermination de la Dobroudja jusqu'à sa complète séparation de la Roumanie.
2. Amnistie générale politique et militaire, libre retour de tous les émigrés politiques dans leur pays.
3. Suppression de l'état de siège et des cours martiales.
4. Annulation de tous les procès politiques en cours.
5. Abolition de toutes les lois spéciales et d'exception, comme la loi pour la «réorganisation de la Dobroudja», celle pour le «contrôle» des documents sur les propriétés terriennes, la loi de sujétion, la loi sur les écoles, etc.
6. Restitution aux paysans des biens réquisitionnés par l'Etat.
7. Paiement aux paysans d'une indemnité pour les dommages causés en application de la loi sur la propriété.
8. Cessation de la colonisation en Dobroudja.
9. Annulation de toutes les favoritismes faites aux colons au détriment des Dobroudjanais.
10. Rechercher et punir les auteurs de tous les arbitrages, bastonnades, violations, meurtres, etc...
11. Nouvelle réforme agraire donnant aux paysans pauvres la terre nécessaire.

9. Garantie absolue de tous les droits et libertés civiques, politiques, culturels et nationaux pour les Dobroudjanais.

Dobroudjanais!

Vous ne devez faire aucune différence entre les Partis de l'oligarchie roumaine, que ce soient les hommes d'Avereseu, Jorga, Lupu, ou les amis camouflés de l'oligarchie — les nationaux-tsaranistes. Tous sont pour la continuation du régime de l'oppression économique et nationale en Dobroudja.

Pas une voix pour les tyrans et les organisateurs des pogromes sanglants, pas une voix pour les auteurs du vol des terres des paysans, pour ceux qui dénationalisent la population, qui lui imposent les corvées, etc.!

Pas une voix pour les nationaux-tsaranistes qui s'efforcent de serrer encore plus les chaînes qui étouffent les Dobroudjanais!

Étant dans l'impossibilité d'avoir sa propre liste, l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise demande à tous ses membres et sympathisants, ainsi qu'à tous les Dobroudjanais d'aider la lutte menée par le Bloc Ouvrier et Paysan et de voter pour ses candidats qui seuls militent courageusement contre l'oligarchie roumaine. Les succès du Bloc Ouvrier et Paysan seront en même temps vos propres succès.

Ne permettez pas aux instruments de l'oligarchie roumaine sortis de vos propres milieux — du type de Tocheff — de vous représenter, comme Tocheff a essayé de le faire, avec sa délégation, au Congrès des Minorités à Genève.

Souvenez-vous du digne défenseur des ouvriers et paysans Dobroudjanais, de *Boris Stéfanoff* qui, pour sa lutte courageuse contre la tyrannie roumaine, git dans la forteresse de Jilava.

Délégués des combattants, et non pas des traitres!

Surmontez tous les obstacles!

Repoussez la terreur et les arbitrages pendant la période électorale!

Garantissez l'élection des candidats du Bloc Ouvrier et Paysan!

La lutte électorale doit être une mobilisation préparatoire de vos propres forces, une préparation de vos luttes décisives de demain pour conquérir la liberté, l'indépendance de la Dobroudja!

Vive le Parlement du Peuple Dobroudjanais!

Vive la libre République Dobroudjanaise!

Vive la Fédération Balkanique!

Le Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise — ORD

Vénizélos, fauteur de coup d'Etat

Vénizélos a la réputation d'un libéral, d'un démocrate. La presse européenne l'exalte comme un grand homme politique. Et cependant, peu d'hommes ont été aussi néfastes pour leur pays.

Vénizélos, loin d'être un démocrate, a l'âme d'un dictateur blanc, d'un fasciste. Dévoré par une ambition morbide, il a été et il est toujours l'instrument docile des deux impérialismes qui lui tirent les ficelles. Vénizélos n'a jamais servi l'immense majorité de son pays: les paysans, les artisans, les ouvriers, mais il s'est corps et âme voué aux intérêts d'une poignée d'exploiteurs: les banquiers, les industriels, les grands bourgeois. Il est le porte-drapeau typique du panhellénisme ou impérialisme grec. C'est pourquoi son arrivée au pouvoir est le prélude d'une guerre d'expansion. Il a été l'un des principaux ouvriers des deux guerres balkaniques qui ont préparé le formidable choc des impérialismes. L'âme torturée de rêves de conquêtes immenses, sous l'instigation de Londres et de Paris il a entraîné la Grèce dans le duel des titans. Mais ce qui rendra le nom de Vénizélos à jamais maudit, c'est l'hécatombe qu'il a préparée pour les centaines de milliers de travailleurs grecs dans les immenses plaines d'Anatolie, en obéissant aux injonctions de l'impérialisme britannique. Mais cet acte de pure folie, ce n'est pas Vénizélos qui l'expie, mais les autres: Gounaris et ses acolytes, qui avaient marché dans la voie criminelle tracée par le grand aventurier. Celui-ci, voyant les choses tourner au tragique, quitte la scène, se retire à Londres et rajeunit sa vieillesse dans un mariage qui, entre autres avantages, lui rapporte des millions.

L'atmosphère des Balkans est de nouveau chargée. Les intrigues diplomatiques s'y multiplient ouvertement. L'instrument de l'impérialisme franco-anglais hume la guerre qui vient. Comme un oiseau de proie qui cherche les champs de bataille, il convoite le pouvoir. Et il y arrive.

Mais par quels moyens? Par un prononciamiento.

Vénizélos, fauteur de coup d'Etat, comme un vulgaire et sanguinaire Tsankoff?

Parfaitement. Oyez plutôt.

Le cabinet de coalition, dont le rusé Crétois devait prendre la succession, n'est pas tombé à la suite d'un vote de méfiance. Il s'est retiré devant les menaces d'un pronunciamiento du général Condylis.

Il n'est pas sans intérêt d'ébaucher la physionomie de cet autre aventurier de moindre envergure.

C'était, il y a 25 ans, un simple «andart», c'est-à-dire un chef de bande qui persécutait les populations macédoniennes bulgares le long de la frontière. Ensuite, il entra dans l'armée et gagna les grades les plus élevés, en récompense des services rendus antérieurement à la patrie, sans doute. Partisan, naturellement, de l'impérialiste Vénizélos, il dut se sauver avec d'autres officiers à Constantinople, lorsque le roi Constantin revint en Grèce, en 1920. Après le désastre d'Asie-Mineure, il est le bras droit de Pangalos nommé généralissime de la République. Il démissionna avec Pangalos pour se jeter dans la carrière politique et assouvir ses ambitions illimitées. Prenant des airs d'homme de gauche, il devint chef des vénizélistes extrémistes. Il fonda enfin le parti de l'Union Nationale. Mais lorsque Vénizélos est rentré, de crainte d'être éclipsé par ce dernier, il est l'un de ceux qui exigent le plus tapageusement le départ de leur ancien chef. Il réussit à s'installer dans l'assiette au beurre. Mihalakopoulos le prend dans son cabinet, comme ministre de l'Intérieur, à cause de son influence dans l'armée. Condylis, dans ses nouvelles fonctions, se montra tel qu'il est réellement: un véritable fasciste. Il persécuta les organisations ouvrières et fut le chef du fascisme grec. Plus tard, les vicissitudes politiques l'ont obligé à militer de nouveau en faveur de Vénizélos. Lorsque celui-ci, comme nous l'avons indiqué, se lança dernièrement vers le pouvoir, Condylis jeta son épée dans la balance pour lui venir en aide. Ayant gagné à son projet les garnisons de Thrace et de Macédoine, les plus fortes du pays, il intima au gouvernement de coalition l'ordre de céder la place à Vénizélos qui, pourtant, avait solennellement juré de ne plus réparer dans l'arène, après l'échec retentissant de sa politique d'aventures.

Cafandaris, ministre des finances, chef du parti libéral fondé par Vénizélos, interrogé par les journalistes sur l'agitation provoquée par le général Condylis, a déclaré:

— Il est fatal, que ce malheureux pays soit présenté aux yeux des étrangers comme se trouvant en état de perpétuelle anarchie.

Maris, ministre de l'Intérieur, a, suivant le *Progrès* de Salonique, dit à ses amis:

— Le gouvernement est en mesure d'étouffer dans l'oeuf le mouvement militaire, s'il a à cet effet le concours de M. Vénizélos. La réussite d'un pareil mouvement est assurée dès à présent, si l'ancien chef des libéraux approuve les agitateurs.

Vénizélos, sollicité par des amis, refusa catégoriquement d'intervenir. Au contraire, il reçut ostensiblement les meneurs du mouvement.

Cafandaris, sous la pression exercée sur lui, s'est retiré du cabinet. Il a donné sa démission aussi de chef du Parti Libéral, pour protester contre les manoeuvres éhontées de Vénizélos dans le but de se rehissier au pouvoir.

Ce fut le signal de la chute du cabinet de coalition.

Vénizélos réclama du Président de la République la dissolution du Parlement et la modification de la loi électorale... par décret.

Le démocrate Vénizélos, imposé par le mouvement militaire comme chef du gouvernement, ne faisait que continuer son coup d'Etat. En effet, l'Assemblée dont il demandait la dissolution, était une Assemblée Constituante qui avait élaboré la charte républicaine laquelle prescrit que le chef de l'Etat ne peut dissoudre la Chambre qu'après un avis conforme du Sénat. En outre, par un vote spécial de l'Assemblée, la Chambre assumait les fonctions de Sénat aussi longtemps que celui-ci n'était pas constitué. En conséquence, la dissolution de la Chambre, sans un avis préalable émanant d'elle en tant que faisant fonction de Sénat, était un second coup d'Etat.

Quant à la modification de la loi électorale par un simple décret, cette exigence constituait un troisième coup de force destiné à légaliser et consolider les deux premiers.

Voilà ce qu'est en réalité le libéral, le démocrate Vénizélos auquel même des organes socialistes témoignent une tendresse parfois effarante.

Il vient, d'ailleurs, de donner une nouvelle et éclatante preuve de sa mesure, en dotant la Grèce, à l'instar des autres pays de Terreur Blanche et de sanglante dictature balkanique, d'une loi de «Défense de l'Etat», monument monstrueux de la banqueroute, dans le sang et la boue, de la démocratie bourgeoise.

M. Vénizélos veut supprimer les libertés constitutionnelles

Un crime ignoble est en train de se consommer en Grèce. Sous prétexte de combattre le communisme, M. Vénizélos veut faire voter une loi supprimant d'un trait de plume les libertés d'opinion, de presse, de parole, de réunion, d'association, et essayer ainsi de briser le mouvement ouvrier.

Voici le texte de ce projet de loi:

Article 1er. — Quiconque, de quelque manière que ce soit, s'inspirant ou non de la doctrine communiste, poursuit le changement par la force du régime social établi dans le pays, ou la domination par la force d'une classe sociale, est puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins six mois.

Art. 2. — Tout individu qui, publiquement, milite en faveur du communisme, ou fait du prosélytisme dans le but visé dans l'article 1er, est puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins trois mois. Dans le cas où le prosélytisme est effectué pour de l'argent, ou s'il s'adresse à des mineurs, des soldats ou des fonctionnaires d'Etat, il est puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins six mois. Les délits prévus par les dispositions de la présente loi sont poursuivis régulièrement et jugés par le tribunal correctionnel; dans le cas où les accusés relèvent d'autres juridictions, on leur applique la procédure du flagrant délit.

Les soldats ou marins, auteurs ou complices, sont jugés par les conseils de guerre compétents; le jugement qui les concerne est rendu séparément.

Art. 3. — Si la propagande est faite par la presse ou des publications en général, elle est punie d'une peine d'emprisonnement de six mois au moins.

Sont considérés comme auteurs du délit, les rédacteurs responsable, imprimeurs, propriétaires et, en général, les dirigeants de l'entreprise; les dispositions de la loi prévues pour les auteurs et complices sont appliquées à ceux-ci.

Art. 4. — Les réunions en plein air des partisans du communisme, ou d'autres doctrines visant au renversement du régime social établi, sont interdites comme dangereuses pour la sécurité publique.

Les réunions en salle close des mêmes individus peuvent être interdites si les autorités compétentes estiment que, d'une façon évidente, ces réunions ne peuvent avoir lieu paisiblement, que les participants sont armés; ou même s'il appert que ces réunions sont organisées dans le dessein d'être transformées en manifestations en plein air à la sortie du local.

Ces interdictions visent tous les participants à ces réunions, qui seront punis de peines de prison par le tribunal correctionnel (flagrant délit).

Art. 5. — L'exercice du droit d'association est interdit à toute personne professant les idées communistes ou autres visées plus haut, et voulant les propager. Les statuts des associations, coopératives et syndicats considérés comme illicites ne sont pas acceptés lors de leur dépôt aux tribunaux, aux fins de légalisation.

Lesdits associations, coopératives ou syndicats déjà constitués légalement, sont dissous, après décision des tribunaux, sur demande du ministre de l'Intérieur ou du procureur général, prise en toute conscience juridique après constatation des doctrines de leurs membres.

La demande est rapportée obligatoirement par le procureur compétent et par priorité à la première séance publique du tribunal de première instance. Le tribunal doit statuer sur la demande au cours de la même séance, ou au plus tard, en cas d'insuffisance de preuves, à la suivante.

Art. 6. — Les fonctionnaires publics ou employés d'Etat comprenant les officiers de l'armée, de la marine et de la police, condamnés pour l'un des délits énumérés plus haut, sont licenciés de leurs postes définitivement, sans recours légal.

Les individus emprisonnés préventivement sur mandat d'arrêt du juge d'instruction pour un des faits énumérés plus haut, sont déférés par le ministère dont ils dépendent au conseil de discipline pour licenciement définitif.

Les fonctionnaires de l'enseignement, les officiers ou sous-officiers de l'armée, de la marine ou de la police, professant des opinions communistes mais sans tomber sous le coup des dispositions de cette loi, sont déférés par leur ministre respectif devant le conseil de discipline pour révocation définitive.

Art. 7. — Contre tout individu prévenu en vertu d'une des dispositions ci-dessus, le tribunal qui le juge prononce un exil allant d'un mois à deux ans. Par la même décision, le lieu de séjour de l'exilé est fixé. L'exécution de la sentence d'exil se fait sous le contrôle du procureur compétent.

Art. 8. — Les peines prévues par la présente loi n'excluent pas l'application de peines plus lourdes, au cas où il y a lieu de les infliger en vertu du Code pénal.

La Quinzaine Internationale

La Situation Balkanique

En Yougoslavie, la dictature du dernier représentant des Karaguéorguévitch a continué à étendre sa domination sur tout le pays. Lorsqu'on étudie, dans leur ensemble, les lois qu'elle a instituées, on s'aperçoit que le régime issu du coup de force du 5 janvier ressemble assez exactement au régime fasciste. Un silence de mort est imposé à la Croatie, à la Slovénie, à la Serbie, au Monténégro, à la Macédoine. Le prétexte qu'a donné le monarque violateur de son serment, lui sert à couvrir son arbitraire dans tous les domaines. Sous couleur de défendre l'unité nationale, il ne se contente pas de frapper les partis autonomistes et séparatistes, mais il multiplie les violences contre la classe ouvrière. S'il sévit contre les Croates, il use de bien plus de brutalité encore à l'égard des groupements ouvriers. Ce sont surtout ceux-ci qui l'inquiètent. Il espère toujours séduire par quelques concessions la bourgeoisie croate et slovène qui ne lui est pas foncièrement hostile; mais il ne peut nourrir les mêmes espoirs à l'endroit des salariés urbains et ruraux qui se plaignent de l'exploitation économique dont ils ont à souffrir.

Si l'on considère plus spécialement le tribunal exceptionnel qui a été l'une des premières innovations du général Jivkovitch et qui était calqué sur le tribunal spécial fasciste, on note que ses victimes se recrutent essentiellement, sinon exclusivement, parmi les travailleurs. C'est ainsi que 4 ouvriers communistes ont formé la première fournée des «déliquants» ou des «criminels» traduits devant lui. Mais Alexandre Ier n'a pas besoin de cette juridiction exceptionnelle pour faire sentir à ses sujets le poids de son absolutisme.

En trois semaines, 500 personnes — ouvriers ou étudiants — ont été incarcérées dans la seule ville de Belgrade, et les mauvais traitements ne leur ont pas manqué.

Quant au décret d'amnistie qui a été signé le 6 février et qui devait s'appliquer aux condamnés pour lèse-majesté, il n'a été qu'une hypocrisie pure et simple. En fait, on l'a déclaré inapplicable à tous les prisonniers politiques et ceux-ci sont demeurés dans les geôles gouvernementales.

Le cabinet Liaptcheff, à Sofia, a présenté les élections municipales comme favorables à sa dictature. Le doute, pour le moins, est de rigueur et l'on peut même penser que l'«Entente Démocratique» n'a pas plus lieu de se féliciter de ce scrutin que des scrutins antérieurs. Rappelons qu'en novembre dernier, elle n'avait recueilli qu'un tiers des voix. Et cependant, comme toujours, elle a supprimé toute liberté et piétiné sans scrupules la légalité. Par exemple, le Bloc du Travail n'a pu tenir ses réunions qui étaient systématiquement interdites par la police, et celle-ci ne négligeait même pas de malmenager l'opposition bourgeoise qui, pourtant, n'est pas très redoutable. Quant à l'amnistie, M. Liaptcheff refuse d'en entendre parler, malgré les manifestations de l'opinion publique.

Le gouvernement de M. Maniu n'accorde pas davantage l'amnistie à la Roumanie. Pour M. Vénizélos, les persécutions qu'il dirige contre la classe ouvrière qualifient suffisamment ses tendances. La réaction s'exerce dans toutes les régions des Balkans.

Le Pacte de Rome

Il était tout naturel que le Pacte de Rome — entre le Vatican et Mussolini — fit couler beaucoup d'encre dans la presse. Sur les raisons qui ont déterminé les deux parties à le conclure, il n'est point de doute possible. La papauté s'est demandé pourquoi elle persévérerait dans sa résistance au gouvernement italien, alors que celui-ci réalisait sur tous les points son propre idéal. Car le Syllabus n'est nullement en désaccord avec les pratiques que le *duce* a mises en oeuvre. Le *duce* de son côté, a estimé qu'il consoliderait son autorité en contractant alliance avec le chef de l'Eglise catholique qui représente une force de réaction politique et sociale. Comme jadis Napoléon Ier, il a cherché la consécration vaticane: il en avait d'autant plus besoin, qu'une large fraction des catholiques l'avait combattu avec vigueur pendant des années. Depuis lors, il est vrai, une évolution s'était produite parmi eux, sans doute suivant les suggestions de Pie XI, mais Mussolini voulait s'assurer des certitudes et il ne les acquerrait que le jour où un pont serait établi entre le Quirinal et le Vatican.

Pour l'aménager, il a payé fort cher, et peut-être même aurait-il payé plus cher encore, si le Saint-Siège s'était montré plus exigeant. En réalité, le temporel pontifical n'a pas été restauré et l'on peut dire que Pie XI a renoncé bénévolement aux réclamations que ses prédécesseurs avaient formulées depuis 1870. Il serait puéril de dire que le Pape a retrouvé son temporel qui, en 1870 encore, comprenait toute la Cité Eternelle,

alors qu'il est simplement reconnu propriétaire d'églises, d'édifices ou enclos dispersés dans Rome. Les catholiques se sont bien rendu compte de l'étendue du recul auquel avait souscrit leur chef en ce domaine. Pie XI et le cardinal Gasparri n'ont même pas essayé de dissimuler l'ampleur du sacrifice qu'ils avaient consenti. Mais, battus sur un point, et de leur propre aveu, ils se sont vengés par ailleurs. Comme l'a dit le Pape: le concordat a *justifié* et point *recommandé* le pacte territorial. Ce concordat, dont Mussolini n'a lieu d'être fier, a été à l'encontre de toutes les tendances de l'Italie avant 1914 et même jusqu'à l'ouverture de l'ère fasciste. Il a livré 40 millions d'hommes à la domination de l'Eglise. Il a consacré la reconnaissance du droit Canon; il a assuré pleines libertés d'allures et d'enrichissement aux Congrégations; il a substitué pratiquement le mariage religieux au mariage civil, le curé faisant fonction d'officier de l'état-civil, comme aux temps anciens; il a mis l'armée sous le protectorat spirituel du Vatican; il a décidé que l'enseignement catholique serait obligatoire non seulement dans les écoles primaires mais aussi dans les écoles moyennes.

Quel désir supplémentaire le Pape pouvait-il formuler? N'était-il pas comblé? La domination morale de l'Italie n'était-elle pas préférable à la reconstitution d'un temporel mesquin? Pie XI a, d'ailleurs, dit le dernier mot quand il a salué en Mussolini l'homme qui avait détruit les *fétiches*, ces fétiches étant les libertés pour lesquelles les masses populaires avaient combattu depuis la fin du 18^e siècle. Mussolini a beaucoup donné, consommant lui-même un reniement de plus: il attendra maintenant que la Papauté seconde sa politique extérieure, et spécialement dans les Balkans et en Orient. Car c'est sous cet aspect aussi (et il n'est pas le moindre de tous) qu'il est nécessaire de considérer le pacte de Rome. On se demande si M. Briand était bien sincère quand il félicitait le cardinal Gasparri de l'accord intervenu.

Les Minorités Nationales

Il faut revenir sur ce problème des minorités nationales qui, en vertu des requêtes allemande et canadienne, sera discuté en mars par le conseil de Genève.

On sait qu'il intéresse toutes les minorités de l'Orient européen et que c'est même en leur faveur que des clauses spéciales ont été insérées dans les traités de la nouvelle Europe. A ce titre, les Macédoniens, les Croates, les Bulgares de Yougoslavie, les populations de la Dobroudja, les Bessarabiens, et ailleurs les Blancs-Russes, les Ukrainiens, les Juifs seront attentifs aux délibérations qui sont désormais prévues et qu'il n'appartient à personne d'étouffer. Si les grandes puissances, en rédigeant jadis les dispositifs qui visaient les minorités nationales ne leur attribuaient qu'une valeur fictive ou académique, elles ne tarderont pas à reconnaître qu'elles s'étaient grossièrement trompées. Il sera impossible de fermer la bouche aux délégués qui dénonceront avec preuves à l'appui, le terrorisme yougoslave ou roumain ou polonais, et il faudra bien confronter ces accusations avec les textes qui conféraient certaines libertés ou garanties.

Or, il se trouve qu'au moment précis où se prépare cette session de Genève qui, chacun le pressent, sera fertile en incidents, la Pologne soulève un gros conflit.

A la précédente session de la S. D. N., qui se tint non à Genève mais à Lugano, sous un ciel plus clément, le ministre des affaires étrangères de Pologne, M. Zaleski, eut la malencontreuse idée de signaler en des termes véhéments l'agitation allemande en Haute-Silésie. Il mit en cause le *Volksbund* ou Ligue Populaire. Ce fut son intervention qui permit à M. Stresemann d'intervenir à son tour et de revendiquer un débat aussi proche que possible sur les minorités nationales. Car si les chanceliers allemands, de Bismarck à Bülow et à Bethmann-Hollweg, ont maltraité jadis les Polonais de Posnanie, les gouvernants de la Pologne reconstituée se sont bien vengés. Les Allemands du Couloir et de la Haute-Silésie multiplient leurs doléances contre la violation de tous leurs droits.

Le cabinet de Varsovie semble avoir médité de leur donner un grief de plus et de provoquer un débat plus véhément et plus dramatique encore à la session de mars. Ayant dissout la Diète haute-silésoise, il a fait arrêter le chef du *Volksbund*, qui désormais était privé de son immunité parlementaire. C'est ainsi que, par sa volonté, qu'on ne saurait qualifier d'éclairée, le Conseil de la S. D. N. devra délibérer en pleine crise. On va voir en quelle mesure l'organisme international est capable de réaliser cette justice dont il parle.

Paul Louis

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Anlässlich des Internationalen Antifaschistischen Kongresses, der am 9. und 10. März in Berlin stattfindet, erscheint die „Balkan-Föderation“, in deutsch und französisch, in dieser sich nur mit dem Faschismus auf dem Balkan befassenden Sondernummer.

Der Balkan-Faschismus und die unterdrückten Völker

Zu dieser Stunde, da der Faschismus sich überall drohend erhebt, da Deutschland sich fragt, ob es nicht das Schicksal der südeuropäischen Länder teilen wird (ich denke an die Rede des Exkanzlers Wirth), da die Heimwehren die Gefahr eines Gewaltaktes über die österreichische Hauptstadt heraufbeschwören, da das Papsttum die mussolinische Gewalttätigkeit lobpreist, da die Arbeitermassen die Gefahren, welchen sie überall begegnen, zu verstehen beginnen, wenden sich die Blicke dem Balkan zu. Gibt es nicht dort einen Block faschistischer Staaten oder solcher, welche in voller Faschistisierung begriffen sind? Sind dort nicht vierzig Millionen Menschen der elementarsten Rechte beraubt?

Wie könnte man wohl, in der Tat, den Faschismus charakterisieren, wenn nicht durch die Diktatur einer meist persönlichen Exekutivgewalt, durch die Aufhebung der selbst bourgeoisen Gesetzlichkeit, durch eine Rückkehr zu längst vergangenen Zeiten, durch die Außergesetzstellung der Parteien, welche sich nicht der Unterdrückung fügen und sie direkt bekämpfen, durch den Erlaß von Ausnahmsgesetzen, endlich durch die Rolle, welche der Militarismus an der Zerstörung der für aufrührerisch gehaltenen politischen Fraktionen spielt?

Nun, all diese Momente findet man jetzt in der inneren Gestaltung der Balkanländer wieder. Die Vorlagen, welche dahin zielen, die Verteidigung des Staates zu sichern, gehen in der Tat nur darauf aus, die Klassenorganisationen der Bauern und Arbeiter aufzulösen und zu zerstören, die einzigen Organisationen, welche für die Autoritäten der Diktatur eine Gefahr bedeuten. Welchen Unterschied gibt es zwischen dem Jugoslawien eines Jivkovitsch und Alexander I. und dem Italien Mussolinis? Welchen Unterschied zwischen dem Bulgarien Zankoffs und heute Liaptscheffs und dem Spanien Primo de Riveras? Die despotischen Handlungen sind überall die gleichen. Nach dem 5. Januar wurden in Belgrad die Ausnahmsgesetze verstärkt. Sie standen aber schon seit Jahren in Kraft. Sind die Albaner unter Zogu I. freier als die Kroaten oder Slovenen unter dem letzten Vertreter der Karageorgewitsch? Ist die Herrschaft Manius und der rumänischen Agrarier, trotz aller Bewunderung, welche sie bei gewissen westlichen Demokraten findet, mehr wert, als die Bratianus und der Liberalen? Hat Venizelos, indem er die professionellen Gewerkschaften verfolgt, nicht gezeigt, daß er alles für erlaubt hält? Unter den Balkanführern von heute gibt es eine Solidarität, eine Solidarität in der Tyrannei und in der Knechtung der Menge.

Man müßte darüber erstaunen, daß Mussolini auf dem Balkan so viel Entgegenkommen fand, wenn man nicht sähe, wie alle Regierungen dieser Halbinsel ergeben seine Gedanken kopieren. Er ist der Herr, der Erzieher, die anderen sind nur Schüler. Trotz des unüberbrückbaren Interessengegensatzes, welcher zwischen den italienischen und großserbischen Imperialisten besteht, ahmte Jivkovitsch das System der Schwarzhemden nach... Ueberall die Drohung mit Ausnahmsgerichten, überall Schreib-, Denk-, Presseverbot, überall Verhaftung, Erschießung, schroffe Unterdrückung der Vertrauensmänner der Arbeiter. Die Bourgeoisie von Rumänien, Bulgarien und Griechenland beneidete die ita-

lienische Bourgeoisie, welche einen so guten Ritter entdeckte und der Duce konnte mühelos und ohne viel Geld sein Bündnis den Außenämtern von Bukarest, Sofia und Athen andrängen. Die Gleichheit der Institutionen bereitete die diplomatischen Koalitionen vor. Wer kann sagen, ob nicht eines Tages Alexander I. selbst in ein Bündnis eintritt, deren Chef Mussolini ist, welcher es auf sich nehmen wird, den Faschismus über den Rest des Kontinents zu verbreiten und ihn zu schirmen? Die Welt hat schon bezeichnendere Wendungen gesehen. Begrüßte doch die Presse von Rom den Jänner-Staatsstreich mit starkem Beifall.

Der große Bund der faschistischen Faktoren ist bestimmt, die gleiche Rolle zu spielen, wie einst die Heilige Allianz Metternichs und Alexander Romanoffs I. hundert und einige Jahre früher. Werden aber die Völker, welche so unter das Joch gespannt und durch ihre Knechtschaft verbunden wurden, nicht auch in ihrem Befreiungsbegehren miteinander vereint sein? Werden sie nicht der Balkan-Föderation der Herrscher und Diktatoren, die Föderation der unterdrückten Arbeiter und Bauern entgegenstellen? Der Balkan hat in der Knechtschaft, welche er erträgt, eine Art Einheit gefunden. Diese bereitet ein andere vor: jene, welche das westliche Proletariat den Proletariern Südosteuropas stets gewünscht hat: die Einheit der von allen wirtschaftlichen und politischen Fesseln befreiten 40 Millionen menschlicher Wesen.

Paul Louis

Der Faschismus auf dem Balkan schreitet fort

Alle freien Geister bemerken mit Betrübnis das Fortschreiten des Faschismus auf dem Balkan.

Der Faschismus ist die Tyrannei im Dienste der Ungerechtigkeit.

Was den Faschismus charakterisiert, ist vor allem die methodische Anwendung der Gewalt. Diese Bemerkung erschöpft jedoch nicht die Definition der neuen Richtung.

Man kann Gewaltanwendung zu revolutionären Zwecken zugeben. Die Gewalt könnte dazu dienen, neue Gesellschaftsformen hervorzurufen, in welchen bisher unbekannte Daseinsmöglichkeiten versucht oder das Interesse aller mehr als je gesichert sein würden.

Das war zum Beispiel die These George Sorels, in welchem Mussolini sehr zu Unrecht einen Vorläufer sieht. In seinen *Betrachtungen über die Gewalt* empfiehlt Sorel die Anwendung der Gewalt, aber im Dienste der Mehrzahl, im Interesse des Proletariats.

Der Faschismus stimmt mit der revolutionären Philosophie George Sorels nur in Bezug auf die Anwendung der Gewalt überein; er ist aber in heftigem Widerspruch betreffs des Zieles, das heißt betreffs des Wesentlichen.

Für den Faschismus handelt es sich nicht darum, neues Recht zu schaffen. Es handelt sich vielmehr darum, die Privilegien und Vorurteile der Vergangenheit aufrechtzuerhalten. Der Faschismus ist konservativ und reaktionär, nicht aber fortschrittlich noch revolutionär. Er stellt die Gewalt in den Dienst der Herrscher, der Regierenden, der Kapitalisten und der Kir-

ehe. (Der kürzlich abgeschlossene Vertrag zwischen Mussolini und dem Papst, ist ein klarer Beweis dafür.)

Der Faschismus ist die Gewalt im Dienste des Privilegiums. Die Faschisten tragen dazu bei, die ungerechte Gesellschaft aufrecht zu erhalten, in der das Gold der Herrscher ist. Die faschistischen Mörder sind die Kunden und Diener all jener, welche aus der ungerechten Verteilung der Reichtümer und der Macht Nutzen ziehen . . .

Dieser Faschismus ist es, welcher auf dem Balkan, wie in so vielen anderen Ländern, unseres, durch den großen Krieg demoralisierten Europas fortschreitet.

Um nur ein Beispiel zu nennen: es war ein faschistischer Staatsstreich, den der König Alexander anfangs Jänner in Jugoslawien vollführte. Durch die Gewalt erklärt er sich zum unumschränkten Herrscher. Er allein hält in seinen Händen alle Macht. Er allein ernannt und setzt die Minister ab, welche nur ihm allein verantwortlich sind. Er allein vertritt den Staat in seinen Beziehungen mit den fremden Mächten. Er allein vertritt den Staat im Innern des Königreiches. Kein Parlament mehr. Ein kriecherischer Militärsmann, der Kommandant der königlichen Garde, steht von nun an einem außerparlamentarischen Ministerium vor, welchem ein anderer General, ein Priester, ein Bankier angehören und so alle Kräfte der Reaktion, wie sie im Buche steht, vertritt.

Der Staatsstreich hat das Staatsinteresse zum Vorwand; übersetzen wir: das Interesse der Monarchie, das Interesse des Monarchen und der Privilegierten, welche der Monarch bevorzugt.

Einer der ersten Akte der neuen Regierung war die Schaffung eines Unterdrückungsgerichtshofes, welcher mit der Ueberwachung der angeblichen Sicherheit des Staates betraut wurde.

Von nun an kann jede Propaganda zugunsten der Revo-

lution mit dem Tode bestraft werden; wer von revolutionären Machenschaften unterrichtet, nicht die Behörden benachrichtigt, wird mit zwanzig Jahren Gefängnis bestraft werden.

Die Gegner der Regierenden werden von jetzt ab durchsucht und angehalten; unangenehme Parteien aufgelöst; gegnerische Zeitungen verboten; öffentliche Versammlungen werden, falls man wagt die Regierung dort zu kritisieren, untersagt. Das ist der gewöhnliche faschistische Terror.

Es ist traurig, daß die sogenannten republikanischen Zeitungen von Frankreich gegen den widerlichen Staatsstreich nicht einen einmütigen Protest erhoben haben. Sie haben vielmehr in der Mehrzahl die verbrecherische Geste des Königs Alexander gutgeheißen oder wohlwollend erläutert.

Ohne Zweifel mußte der König, als er einige Wochen vor dem Staatsstreich nach Paris kam, die gebräuchlichen Mittel angewandt haben; die Mittel, welche dem blutigen und bestechlichen Zarismus die Zustimmung unserer käuflichen Presse sicherte. (Man erinnere sich an die Aufdeckung über die Käuflichkeit der Presse durch die Veröffentlichung der Korrespondenz des zaristischen Agenten Raffalovitsch in Paris.)

Es ist notwendig der balkanischen Öffentlichkeit zur Kenntnis zu bringen, daß die freigesinnten Männer Frankreichs mit Abscheu den Staatsstreich des Königs Alexander ansahen und daß sie mit Schaudern die vielfachen Fortschritte des Faschismus auf dem Balkan betrachten.

Sie fahren fort, für die Balkanländer das Recht der freien Selbstbestimmung zu fordern; die Föderation der freien Balkannationen, und im Inneren jedes Staates die elementaren Freiheiten, und das Recht für jeden Bürger, all das zu tun, was dem anderen keinen Schaden bringt.

Félicien Challaye

Professor der Philosophie

Der Balkan-Faschismus, ein Brandherd

Man muß den Kampf gegen ihn mit dem unaufhörlichen Kampf gegen den Imperialismus welcher ihn schirmt, vereinen

In einigen Tagen wird in Berlin auf Veranlassung Henri Barbusse's der antifaschistische Weltkongreß tagen. Die tiefsten Probleme, jene, welche die gegenwärtige europäische Politik beherrschen, werden dort besprochen werden. Das Initiativkomitee organisierte die Vorbereitung des Kongresses auf einer ganz richtigen Linie; es wollte, daß der Kampf gegen den Faschismus und den weißen Terror mit jenem der unterdrückten Minderheiten in den Siegerstaaten und dem allgemeinen Kampfe gegen den drohenden Krieg vereint werde. Der Faschismus ist ein Klassenphänomen. In allen Ländern, in denen er gesiegt hat, wurde ihm durch die Ohnmacht und den Zusammenbruch der bürgerlichen Parliamente der Weg gebahnt. Ueberall zeigte er sich als der letzte Rettungshalm der wirtschaftlichen und politischen Herrschaft der Großbourgeoisie. Der Faschismus ist die Reaktion der saturierten Klassen gegen die revolutionäre Nachkriegswelle. Er muß daher in der Tat auf dem Klassenterrain — sprechen wir es aus — auf revolutionärem Boden geschlagen werden.

Der Faschismus, der Ausdruck der Herrschaft der Großbourgeoisie, welche begierig ist, die Ergebnisse der Raubverträge aufrechtzuerhalten, oder beschäftigt ist, seine Ausdehnungsbestrebungen durch eine neue Teilung der Erde zu erfüllen, ist eine Macht des Krieges. Es ist daher unmöglich den antifaschistischen Kampf von dem proletarischen Kampf gegen den Imperialismus zu trennen.

In den Balkanländern konnten die Bank- und Agraroligarchien ihre faschistische Diktatur nur unter Mitwirkung, und häufig auf Befehl der Westgroßmächte aufrichten. Seit dieser Zeit muß ein konsequenter Antifaschismus ständig die Bündnispolitik der westlichen Bourgeoisien und die Vormundschaft, welche sie über die Balkanmächte verhängen, enthüllen. Man wird auf diesem Gebiete nie genug an die Vorgänge vor 1914 zurückdenken. Bücher, wie jenes über die serbische Vorkriegspolitik, welches eben der Exminister Boghitschevitch in Frankreich veröffentlichte, oder die Geschichte des französisch-russischen Bündnisses, dessen Ursprung und Entwicklung Professor Michon in einem kürzlich bei Delpeuch erschienenen Werke schilderte, sollte die öffentliche Meinung zur Wachsamkeit verhalten und sie ermutigen, mit verstärkter Aufmerksamkeit die Handlungen der Außenämter zu verfolgen. Diese waren nie ränkesüchtiger und reger. Seit zwei Jahren erleben wir eine Bewegung, welche die französischen nationalistischen

Theoretiker den Wiederaufbau der französischen Außenpolitik nennen. Was verstehen sie darunter? Während einer ganzen Spanne Zeit entwickelte der italienische Imperialismus seine Aktion auf dem Balkan mit Unterstützung der englischen Diplomatie. Die italo-englische Zusammenarbeit begann anlässlich der berühmten Zusammenkunft Chamberlain-Mussolini in Livorno. Sie gestattete die Beschlagnahme Albaniens durch Italien, die Stärkung der italo-ungarischen Beziehungen und die italienische Unterstützung der Protogeroff-Banden. Als Jugoslawien seinen Minister Markovitsch um Geld nach London schickte, machten die großen englischen Bankinstitute und Finanziers die Erlaubnis zur Anleihe von der Ratifizierung des den italienischen Zielen in der Adria so günstigen Nettunovertrages abhängig. Die Zusammenarbeit der Regierungen von London und Rom trat klar anlässlich der ungarischen Maschinengewehrraffaire von St. Gotthard zutage. Später, je mehr England seine wirtschaftliche Macht auf Bulgarien erstreckte, unterstützte Italien mit allen Kräften die Banden der verkhovistischen ORIM und festigte die Beziehungen zur Sofioter Regierung.

Es steht außer Zweifel, daß sich seit dieser Zeit die imperialistischen Mächtigkeitsgruppierungen auf dem Balkan tiefgehend geändert haben. Die Stabilisierung der französischen Devisen, die Sammlung aller wirtschaftlichen und politischen Kräfte der französischen Bourgeoisie um das Programm der Schwerindustrie, äußerten sich auf dem Gebiete der Außenpolitik durch eine größere Aktivität und den Willen, die seit 1914 verlorenen Positionen zurückzugewinnen. Diese neue Richtung wurde durch den englisch-französischen Seevertrag, welcher seit dem Monate Juli 1928 aus England einen Mitarbeiter der französischen Ziele macht, stark begünstigt. Er zwang Italien, die für die Befriedigung seiner Ambitionen unerläßlichen Stützen, anderwärts zu suchen.

Eine der ersten Kundgebungen dieser französisch-englischen Zusammenarbeit auf dem Balkan war ohne Zweifel die im August des Vorjahres erfolgte Demarche in Sofia durch den Quai d'Orsay und das Foreign Office, in Bezug auf die mazedonische Agitation. Man erinnert sich, wie Italien sich weigerte, an dieser Demarche teilzunehmen, welche die italienischen Zeitungen mit großer Strenge kommentierten. Andernteils bemühte sich Frankreich, durch das englische Bündnis gestärkt, die kleine Entente zu festigen, welche in den letzten Jahren beredete Zeichen des Verfalls

aufgewiesen hatte. Im September 1928 fanden in Genf bedeutende Zusammenkünfte zwischen Briand und den Gesandten Rumäniens, der Tschechoslovakei und Jugoslawiens statt.

Man hat auch weiter vergessen, daß der Belgrader Staatsstreich durch eine gemeinsame Verabredung zwischen dem König Alexander, dem französischen Gesandten Dard und dem englischen Gesandten Kennar vorbereitet wurde.

Schließlich vollführte Frankreich, sicher, in seinen Balkanmanövern nicht von England, mit welchem es ein neues herzliches Bündnis verbindet, gestört zu werden, in dieser letzten Zeit zwei Handlungen, deren politische Wichtigkeit uns nicht entgehen darf.

Anfang Februar zeichnete die französische Regierung 22 Millionen Dollars für die Stabilisierungsanleihe zu Gunsten des rumänischen Leis. Die Bedingungen zu welchen die Maniuregierung zustimmen mußte, sind äußerst schwer. So wird, um nur einiges aufzuzählen, die rumänische Staatsbank nun von einem Ausländer, einem Franzosen, Herr Risti, kontrolliert werden. Das internationale Kapital sicherte sich in Rumänien die besten Bedingungen für die Verwertung der rumänischen Bodenschätze, der Mineralien und des Petroleum. Die Folgen dieser Anleihe werden von den rumänischen arbeitenden Massen schmerzhaft gefühlt werden. Die Tabakregie, welche als Anleihe-Pfand gegeben wurde, erhöhte schon ihre Preise, Herr Popovici dekretierte drei Milliarden neue Steuern. Es ist klar, daß die Anleihe, welche Frankreich zu einem so großen Teile zeichnet, den gebietlichen Einfluß des Quai d'Orsay auf die Politik der rumänischen Regierung, auf deren inneren Gewaltpolitik, auf deren antisovietischen Außenpolitik verschärfen wird.

Der andere französische Schritt auf dem Balkan war die Unterzeichnung des französisch-jugoslawischen Handelsvertrages, am 29. Jänner, in Paris. Dem französisch-serbischen Bündnis und den Militärverträgen, welche demselben beigeschlossen wurden, reiht sich nun ein Handelsvertrag zwischen den beiden Ländern an. Mažuranitsch kam

nach Frankreich, um seine Unterschrift unter diesen neuen Vertrag zu setzen. Der uneingestandene Grund seiner Reise aber war die Fühlungnahme wegen Vorverhandlungen im Hinblick auf den nahen Abschluß einer Anleihe. Der politische Charakter des Vertrages vom 29. Jänner ist nicht zweifelhaft. Es genügt daran zu erinnern, daß ihm die Reise Franchet d'Esperays nach Belgrad und der Stapellauf des in den Werften der Loire für Jugoslawien geplanten Kreuzers Smeli vorangingen. Was außerdem den politischen Charakter der französisch-jugoslawischen Demarche und die Reise Mažuranitsch nach Paris bezeugt, ist die Tatsache, daß dieser Schritt und diese Reise mit den drei folgenden Begebenheiten zusammenfiel: Die Abreise des bulgarischen Ministers Volkoff als Vertreter der Sofioter Regierung zu Mussolini (diese Ernennung wurde richtig als eine Antwort auf die Machenschaften Frankreichs und der Kleinen Entente angesehen); die Reise Grandis nach Athen und Angora, welche man mit Recht als einen Schritt der italienischen Diplomatie ansah, um ihre Beziehungen mit Griechenland und der Türkei gegen Frankreich und Jugoslawien zu festigen; die Weigerung der italienischen Regierung, den italo-jugoslawischen Vertrag vom 27. Jänner 1924 zu erneuern. Dieser Vertrag wurde mit Beharrlichkeit von beiden Partnern gebrochen. Die Spannung zwischen den Beiden ist nun derart, daß sie sich nicht einmal mehr zum Schein verständigen. Die Brücken zwischen den beiden konkurrierenden Diktaturen sind abgebrochen.

Es ist kaum notwendig, darauf hinzuweisen, wie drohend und furchteinflößend diese Machenschaften und Rivalitäten sind, welche sich in dem leichtest entzündlichen Teile Europas entwickeln. Wiederholen wir es: man würde eine nutzlose Arbeit tun, man würde sich als unfähig erweisen, dem Faschismus wirksame Hiebe zu versetzen, wenn man nicht das Ringen gegen die Schreckensmethoden und die blutige Unterdrückung mit dem ständigen Kampf gegen die Diplomatie der imperialistischen Großmächte der Kriegsversucher zu vereinen verstünde.

Gabriel Peri

Der Balkan-Faschismus

Der Ausdruck »Faschismus« dient dazu, Situationen zu bezeichnen, welche durch die Zerstörung oder Aufhebung aller demokratischen Garantien in einem Staate charakterisiert sind. Das erklärt, daß die Bezeichnung »Faschismus« angewandt wird, um trotz alledem verschiedene Herrschaftsformen zu bezeichnen.

Zwischen der Diktatur Primo de Riveras und jener Mussolinis gibt es nicht geringe Unterschiede.

Desgleichen bemerkt man zwischen dem Balkan-Faschismus und dem italienischen Faschismus Verschiedenheiten.

Mussolini hat den Ergeiz, eine neue politische Doktrin zu schaffen, welche er vorgibt, der modernen Welt anzupassen. Diese politische, anti-demokratische und anti-parlamentarische Konstruktion zielt darauf hinaus, die Basis und den Aufbau des Staates gewaltig zu verändern. Der zu gleicher Zeit korporative und autoritäre Staat des italienischen Faschismus bedeutet ein politisches »Statut« verfassungsmäßiger und sozialer Organisationen, ganz wie das monarchische System Charles Maurras. Die politischen Situationen auf dem Balkan, welche als »Faschismus« bezeichnet werden, haben nicht diese Eigentümlichkeiten. Dort handelt es sich einfach um einen feudalen, Polizei- und militaristischen Absolutismus. Die Vergewaltigung der verfassungsmäßigen Garantien und der demokratischen Rechte, bringt diesen Balkan-Faschismus dem italienischen Faschismus scheinbar näher. Wir finden am Balkan aber nicht die methodische Arbeit eines Mussolini, welcher mit Ausdauer und Hartnäckigkeit seine Anstrengungen zur Entwicklung des »faschistischen Staates« verfolgt.

Man sehe in den vorhergehenden Worten nicht eine Art Anerkennung für Mussolini. Nichts liegt meinem Gedanken ferner. Der Versuch Mussolinis bildet eine ganz besonders furchtbare reaktionäre Gefahr. Der italienische Faschismus ist gerade infolge seiner Ziele und Bestrebungen, eine Macht des politischen und sozialen Rückschrittes, welcher sich auch international auswirkt.

Die Analyse des Faschismus muß uns jedoch dazu führen, gewisse Widersprüche aufzulösen.

In den Balkanstaaten erscheint uns der Faschismus in all seiner zerstörenden Grausamkeit. Es ist die Diktatur des Säbels, mit einem Wort der Absolutismus, welcher sich manchmal unter der Maske liberaler Verfassungen birgt.

In Bulgarien vertreten die rivalisierenden Clans, welche sich um die Macht streiten, die gegeneinander aufgestellten Fraktionen der ORIM.

In Jugoslawien fegte die Militärdiktatur das pseudo-liberale und verfassungsmäßige Regime hinweg.

In Rumänien verwirklichte die Machtergreifung Manius und der National-Zaranisten keineswegs die Versprechungen und Hoffnungen, welche noch aus der Zeit stammten, da sie unter der Bratianu-Regierung in Opposition standen.

In Griechenland hat Venizelos seine arbeiterfeindliche Unterdrückungspolitik wieder aufgenommen und dadurch bewiesen, daß er in der Tat der Mann des westeuropäischen Kapitalismus ist.

So bildet die ganze Balkanhalbinsel ein faschistisches Einflußgebiet. Die Gewaltherrscher haben über die »Demokratie« die Oberhand gewonnen. Gewiß wird diese alle Tage von der Diktatur des Kapitalismus angegriffen. Sie liefert keineswegs mehr die Garantien welche sie früher Volksbewegungen gab. Sie besitzt jedoch trotz alledem einen gewissen Wert und eine gewisse Möglichkeit, die wichtigsten Rechte zu verteidigen; sie bewahrt als Instrument zu Forderungen und Propaganda, als Aktionsmittel zur Errichtung des Sozialismus eine unleugbare Kraft. Das ist das Ergebnis, welches man zieht, wenn man die Balkanländer, das Einflußfeld des Faschismus, betrachtet.

Jean Zyromski

Endlich eine Tat!

Wir führen ein zu leidenschaftliches und ereignisreiches Leben, um uns, wie wir es tun sollten, bei den Handlungen des Faschismus aufzuhalten. Dieser organisiert und verstärkt sich in ganz Europa. Wir, die wir beim »Cri des Peuples«, die Völker in ihren täglichen Manifestationen beobachten, erkennen, wie sehr seine Handlungen durch eine selbstgefällige Ignoranz erleichtert wird. Es gilt eine Gleichgültigkeit zu bekämpfen, mit welcher man in gewissen Kreisen den Poeten rechtfertigt. Die Aktion gegen den Faschismus wird nur zu oft eine Trümmerei. Unser Feind träumt nicht. Seine Politik ist tragisch realistisch. Dies ist der wahre Grund seines Erfolges. Mussolini hätte manches seiner Ziele nicht erreicht, wenn man früher eine internationale antifaschistische Aktion organisiert hätte. So mußte man jedoch beinahe sechs Jahre warten und die immer

drohendere Ausbreitung des Faschismus bemerken, damit dieser Kongreß abgehalten werde.

Im Jahre 1923 fiel nur Italien in die Gewalt der Schwarzhemden. Im Jahre 1929 haben sie bereits Spanien, den Balkan und Polen überschwemmt. Sie bedrohen Mittel- und Westeuropa, Kleinasien und die Neue Welt. War es nicht ein Fehler, daß man die Gefahr, welche sich überall zeigte, immer nur für die italienische Halbinsel erkannte, daß man den Italienern allein ein — nur zu oft als Lippenbekenntnis — erwiesenes Mitleid aufsparte, mit welchem sie nichts anzufangen wußten.

Wenn die Gegner des Faschismus es von Anfang an verstanden hätten, ihre Anstrengungen zu vereinen, wenn sie gesehen und verstanden hätten, wohin der Faschismus zielt und daß derselbe nicht andauern kann, ohne sich auszubreiten zu suchen, müßten wir vielleicht heute nicht seine Siege feststellen, aber vielleicht könnten im Gegenteil die Ausgewanderten ihren Platz an zerstörten Herde wieder einnehmen.

Mussolini regiert in Rom. Ein anderer Mussolini beherrscht Spanien. Ein anderer Albanien, Bulgarien, Ungarn, Griechenland, sowie auch Polen. Der *Duce* hat in vier oder fünf europäischen Hauptstädten lebende Wiederholungen. Dort, wo sein Beispiel noch nicht ganz befolgt wurde, besetzen die politischen Formationen, von seinem Redeschwall verführt, die Straßen der Macht und bereiten sich vor, Ketten zum Siege des Imperialismus zu schmieden.

Wir haben Vertrauen zu dem Internationalen Antifaschisten Kongreß, wenn er es versteht, den unerläßlichen Bund der Antifaschisten aller Länder zu bringen. Ohne uns über die sofortige Wirksamkeit seiner Arbeit zu täuschen, denken wir, daß sich in seinem Schosse die notwendigen Kräfte zusammenfinden werden. Manche müssen aufgenommen werden, obwohl sie keiner Klassenorganisation angehören, obwohl sie nur Freischärler der Revolution, der sogenannten »Demokratie« sind. Man muß jene zurückweisen, welche die scharfe Scheidung zwischen den notwendigen Härten der russischen Revolution und der Barbarei des Faschismus nicht verstehen wollen, weil sie sich in eine für die wahren Freiheitskämpfer unannehmbare beleidigende Gleichstellung einlassen. Man muß ferner die von dem Kongreß fernhalten, welche bis heute zu große Gleichgültigkeit vor der Gefahr oder zuviel Entgegenkommen gegenüber den Mördern Matteotti, den Henkern Bujors und Stephanoffs, oder den Schlächtern der mazedonischen Föderalisten, den ungarischen Antisemiten und Geldfälschern und den polnischen Pogromisten, gezeigt haben.

So wird der erste Internationale Antifaschistenkongreß berufen sein, die Verurteilung Mussolinis und seiner Stirren zu beantragen. So wird er angesichts der Angriffe der blutigen Reaktion, die Solidarität der Opfer bezeugen. So wird er die kommende Gerechtigkeit organisieren, die Anstrengungen einer erwachenden Welt stärken und vereinen, die unantastbaren Rechte der ihren Schicksalen entgegenschreitenden Menschen und der Völker verteidigen können.

Bernard Lecache

Die Gefängnisse von Sofia

Aus allen Gefängnissen der Welt ertönt ein Stöhnen und Klagen.

Man foltert Menschen, weil sie das Verbrechen verübt haben, zu denken.

Ich werde das stolze Lächeln der Frauen nie vergessen, die ich im Gefängnis von Sofia, im Büro des Direktors gesehen. In Gegenwart des Direktors und des Staatsanwaltes plauderten und lächelten diese Frauen, wie in einem Freundeshause.

Und dies war weit ergreifender als alle Klagen.

Heute, wie im Juli 1914, wenden sich die Blicke dem Balkan zu.

Ich denke an Sofia, das ich letztes Jahr besucht hatte. Ich denke an das Elend, an die Verzweiflung so vieler Witwen: Witwen des »großen Krieges«, Witwen von Mazedoniern, Witwen von politischen »Verschwundenen«, dieser Toten, von welchen man gar nichts weiß, dieser »Verschwundenen«, welche ermordet, verbrannt oder gar gehängt wurden, in irgend einem Gefängnis, in irgend einer Kaserne, an der Ecke irgendeiner Straße.

Eines Tages verließ ich diese Witwen, um im Gefängnis nach anderen Frauen zu sehen, Opfer des furchtbaren Gesetzes über den »Staatschutz«.

Begleitet von einem Staatsanwalt, der sehr perfekt französisch sprach, durchkreuzte ich die feiernde Stadt. Es war Christi Himmelfahrt. Auf einer kleinen Anhöhe, in einem Vororte von Sofia, erhebt sich das Zentralgefängnis, sehr groß, sehr modern.

Man führt mich in das Büro des Direktors. Es ist alles was ich vom Gefängnis gesehen habe. Ich habe aber auch von den Gängen Kettenrassel gehört.

In dem lichten Büro warte ich einige Augenblicke. Man wird Adele Nikolowa holen, eine gebürtige Französin, in Sofia verheiratet. Angeklagt, Mithelferin ihrer kommunistischen Freunde gewesen zu sein, wurde sie zum Tode verurteilt, und dann zu fünfzehn Jahren, wenn ich mich gut entsinne.

Man klopf zweimal, gebieterisch, und Adele Nikolowa tritt ein, einfach, aber fast elegant. Ihre blonden Haare, ihr liches Gesicht sind von der Sonne umrahmt. Diese Sonne, welche in breiten Wogen durch das Fenster hereinbricht, scheint die Gefangene zu überraschen.

Man hat ihr gesagt, daß der Staatsanwalt sie hat rufen lassen. Und nun befindet sie sich vor einer unbekanntem Frau, während jeder Besuch verboten ist. Ich reiche ihr die Hand. »Ich bin Französin«, sagte ich zu ihr, »und ich wollte Sie sprechen.«

Beruhigt nähert sie sich, und wir setzen uns. Sie spricht mit mir von ihrem Leben im Gefängnis. Es sind vier Freundinnen, drei Bulgarinnen und sie. Man liest, man näht, man befaßt sich mit dem Kinde von Sonia, einer Studentin, die mit ihrem zweiundeinhalbjährigen Buben eingesperrt ist.

Um sie nicht Repräsentationen auszusetzen, richte ich an sie nicht all zu präzise Fragen über die Verhältnisse in diesem Gefängnis. Ich weiß aber, daß in Bulgarien, in den Gefängnissen oder in den Polizeiposten, Männer, Frauen, geschlagen, gemartert worden sind. »Sonja würde sich freuen, Sie zu sehen«, sagte mir Adele Nikolowa.

Auf mein Ersuchen holt man Sonja, die mit ihrem Kinde kommt. Der kleine Bub ist reizend in seinem blauen Leinenkleide. Sonja und Adele sind soigniert gekleidet. Wie bringen es diese Frauen zusammen, direkt aus ihrer Zelle in einer so netten Kleidung zu erscheinen, in einer Kleidung deren Korrektheit eine so erschütternde Würde ausstrahlt?

Wir plaudern gemütlich, während das Kind, entzückt über das große Fenster, den großen Spiegel, das gewichste Parkett, zutraulich von der einen zur anderen geht.

Er soll nicht hier bleiben, sagte mir Adele Nikolowa. Zu gewissen Stunden ist er im Hofe, mit den gemeinen Gefangenen. Es ist keine Atmosphäre für ihn. Kameraden werden ihn aufnehmen und für ihn sorgen.

Für Sonja wird es zweifellos hart sein.

Ja, aber wir sind nicht sentimental. Vor allem kommt das Interesse des Kindes.

Nach einer Weile sind wir vollkommen Kameraden geworden, und als ich mich von Adele und Sonja verabschieden muß, fühle ich, daß sie, wie auch ich, gerührt sind.

Mein Besuch war so eine Ueberraschung. Und gerade am Jahrestage des revolutionären Dichters Christo Boteff.

... Ich habe nicht den heroischen Mut dieser zwei Frauen aus dem Sofioter Gefängnis vergessen. Aber seit diesem Besuche bin ich rund um die Welt gereist. Bei meiner Rückkehr, beschämt, so viele schöne Sachen flüchtig gesehen und bewundert zu haben, während die schwere und düstere Kette der Nächte und der Tage auf die Gefangenen lastete, schrieb ich an Adele Nikolowa.

Adele antwortet mir, daß sie eben noch eine harte Probe durchgemacht haben: Wochen des besonderen Regimes. Ihre Gesundheit hat etwas darunter gelitten, sagte sie noch, aber sie werde sich bestimmt »in der schönen Sonne Bulgariens« erholen. Die schöne Sonne, für die Gefangene, ist die Hoffnung.

Überall in der Welt habe ich das Elend, das Leiden, die Ausbeutung des Menschen durch den Menschen gesehen. Der traurige Gesang der Kulis von Hongkong oder Shanghai, geknickt unter dem schweren Bambus, unter den schweren Kisten, bleibt eingepreßt in mir wie das Klirren der Ketten in den Gängen des Sofioter Gefängnisses.

Diese Töne verfolgen einen, bemächtigen sich einer, für immer.

Kinder in den Webereien von Shanghai oder in den Werkstätten von Peking, Kulis der Kautschuk-Plantagen von Indo-China, ich sehe euch immer und immer wieder...

Gefangene von Sofia, von Italien, von Ungarn, von Venezuela, oder von anderswo, Gefangene aller Länder, die ihr das Verbrechen verbüßt, für ein Ideal gekämpft zu haben: wir dürfen euch niemals vergessen.

Während wir in Freiheit schreiben und versuchen, die Unterdrückten, die Ausgebeuteten zu verteidigen, hören wir, trotz eurem heroischen Schweigen, die Klage eurer Herzen. Die Schreie der unterdrückten Völker, die Klagen der niedergedrückten Arbeiter, das Stöhnen der in den Kerkern der ganzen Welt gefolterten Männer und Frauen verschmelzen sich in ein Seufzen furchtbaren Wehs, das uns vorwärtsstößt, uns leitet, uns — stützt.

Camille Drevet

Der weiße Terror in Albanien

Die Ueberschwemmung Albaniens im Jahre 1914 durch die Söldnertruppen Alexanders, befestigte bei uns die Schreckensherrschaft Achmed Zogus, welche das albanische Volk den düstersten Tagen der Tyrannei des Sultanats nachtrauern läßt.

Die Bergbewohner des Nordens, welche nicht in den Sold Belgrads eintreten wollten um die Henker ihrer eigenen Brüder zu werden, wurden alle der Rache Cena Begs ausgeliefert, der den Befehl erhalten hatte, die Gegner des großserbischen Imperialismus auszurotten. Der Schwager Achmed Zogus vollführte treu den Befehl seiner Herren aus Belgrad. Er plünderte systematisch hunderte von Häusern und steckte sie sodann in Brand. Er beschlagnahmte das ganze Vieh der Bergbewohner, welches ihre wichtigste wirtschaftliche Einnahmequelle bildet und verkaufte es zu lächerlichen Preisen zum Nutzen der Chefs der Söldner. Alle jungen Männer und in vielen Fällen auch Kinder, wurden angehalten und in Konzentrationslagern interniert, wo sie lange unerhörten Qualen und Entbehrungen ausgesetzt waren; eine große Anzahl dieser Unglücklichen starb an Hunger und Epidemien; andere wurden von den Henkern Achmed Zogus, natürlich ohne jedwede gerichtliche Formalität, hingerichtet. Man versetzte die Gefangenen von einem Ort zum Andern und erschloß sie am Wege. Wenn man diese Verbrechen nicht vertuschen konnte, ließ man durch das Pressebüro verlautbaren, daß dieser oder jener versucht hätte, die Flucht zu ergreifen und sich die Gendarmen gezwungen gesehen hätten, ihre Pflicht zu tun.

Als die Söldlinge im Norden »Ordnung und Gesetzlichkeit« hergestellt hatten, warfen sie sich auf die Südpervenzen, wo sie während zweier Jahre wüteten. Die Verließe, welche bei uns als Gefängnisse dienen, wurden überfüllt mit albanischen Patrioten; die Dörfer wurden bis auf den Grund ausgeplündert; man verschonte weder Frauen noch Kinder und Greise.

Die Lage wurde unerträglich. Im Jahre 1926 erhoben sich die Bergbewohner aus dem Norden gegen die blutige

Diktatur der feudalen Beys. Der Aufstand wurde im Blute erstickt.

Bis dahin wurden die Albaner auf Befehl und auf Rechnung Belgrads hingeschlachtet. Mit Ende 1926 ist es Rom, das Zogu seinen Willen aufzwingt, und Mussolini fordert, daß man um jeden Preis Ordnung herstellen müsse. Von Schrecken gejagt und begierig, sich vor seinem neuen Herrn zur Geltung zu bringen, befiehlt Achmed Zogu neue Massenschlächtereien. Man kennt nicht die Zahl der Opfer, man weiß aber, daß die Henker diesmal Orgien veranstaltet haben. Ganze Dörfer wurden vollständig niedergemacht; die Männer flüchteten in die unwegsamsten Gebirge und auf jugoslawisches Gebiet; ihre Familien wurden in den Kasernen von Skutari interniert, wo sie durch Hunger und Epidemien zugrunde gingen; man hängte Leute, nur weil sie verdächtig waren, mit den Aufständischen zu sympathisieren. Während dieser Zeit töteten die Sbirren Achmed Zogus Patrioten, welche in Italien Zuflucht gesucht hatten. Die Mörder wurden natürlich von der faschistischen Justiz freigesprochen.

Am Vorabend der Ausrufung der Monarchie, befahl Achmed Zogu die Hinrichtung zweier bulgarischer Emigranten und eines jungen albanischen Patrioten. Unschuldige wurden sie hingerichtet, obwohl der arrangierte Prozeß nicht das Geringste gegen sie bewies. Ihre Körper wurden öffentlich ausgestellt, um den Gegnern der Monarchie Schrecken einzujagen.

Die Bedeutendsten Opfer dieses Regimes waren der Minister Louis Gourakouqui und der Oberst Baïram Curri, die Mitarbeiter Ismail Kemals und Mitschöpfer der albanischen Unabhängigkeit. Sie wurden von den Söldnern Achmed Zogus und Cena Begs feige ermordet. Dieser rühmte sich dessen öffentlich in einem, in den Belgrader Zeitungen, erschienenen Interview.

Während dieser Schreckensherrschaft wurde das dank der heldenhaften Kämpfe seiner Söhne zu einem unabhängigen Staate erhobene Albanien, im Jahre 1925 ein serbisches Protektorat und endete schließlich im Jahre 1927 als eine italienische Kolonie.

Fan S. Noli

Gegen die Knebelung der Presse der Werktätigen in Bulgarien

Wir erhalten den nachstehenden Protest der Redaktionen der fortschrittlichen Presse Bulgariens:

An die Presse in Bulgarien und im Ausland!

An den Ministerpräsidenten Liaptscheff!

An das Präsidium des Parlamentes!

Vor und während der Zeit des Attentates auf die Sofioter Kathedrale am 16. April 1925, wurden die Redakteure der Arbeiter- und Bauernpresse auf offener Straße ermordet oder verschwanden »spurlos« in den Polizeigefängnissen und in den Kellern der Polizeidirektion. Während des Zankoff-Regimes wurden 44 Redakteure der Presse der Werktätigen ohne Gericht und ohne Urteil ermordet. Mehr als 46 Zeitungen, Zeitschriften und neuerschienene Bücher wurden verboten.

Die Verfolgungen der Arbeiterpresse und die Willkürakte gegen die Presse der Werktätigen hörten aber auch unter der Liaptscheffregierung nicht auf. Jetzt ebenso wie einst, herrscht der gleiche wilde Klassenhaß gegen die leuchtenden Fackeln des werktätigen Volkes, gegen die Presse der Werktätigen. Alle Zeitungen und Wochenschriften der Werktätigen sind heute der Willkür des Gendarmenstiefels ausgeliefert. Halbalphabetische Polizisten entscheiden heute, welche Nummer eines Arbeiterblattes beschlagnahmt wird und welche nicht. Um diese barbarische und nirgend dagewesene Polizeizensur über die Presse der Werktätigen auszuüben, stützen sich die Gendarmen auf die Artikel des Staatsschutzgesetzes.

Die »Zensur« besteht in folgendem: das Blatt wird sofort nach dem Erscheinen von der Druckerei, wo Polizeiposten im voraus darauf warten, zur Polizeidirektion gebracht. Nach mehreren Tagen dauernder Polizeizensur wird das Blatt entweder beschlagnahmt oder freigegeben, ohne den Redakteuren irgendwelche Begründungen zu geben. Bei den beschlagnahmten Nummern wird auf Grund der Art. 6 und 7 des Staatsschutzgesetzes Anklage erhoben, ohne daß das Blatt von irgendjemandem, außer von den Gendarmen und dem Staatsanwalt, gelesen worden wäre. Außerdem stellt die »Zensur« an und für sich faktisch das Verbot und die Vernichtung zahlreicher Num-

mern der Arbeiterblätter dar, weil Tageszeitungen (wie das Arbeiterblatt »Novini«) oft ganze Wochen lang zensuriert werden und bei Wochenschriften (wie dies bei dem Organ des Arbeiterjugendverbandes »Mladeschka Iskra« der Fall ist) dauert die Zensur oft ganze Monate.

Auf diese Weise, durch größtmöglichen und zynischsten Gesetzesbruch, wird das werktätige Volk des Rechtes auf seine Presse faktisch beraubt.

Welche Politik die »demokratische« Liaptscheff-Regierung gegenüber der Presse der Werktätigen treibt, zeigt die umstehende Tabelle.

In den bisherigen Perioden der Liaptscheff-Regierung — während bloß zweier Jahre und einiger Monate — sind Redakteure, Administratoren und Mitarbeiter 1486 Tage (vier Jahre und 26 Tage) ohne Gerichtsbeschuß und ohne Urteil im Kerker gesessen. Das Arbeiterblatt »Nowini« konnte nur sechs Monate im Jahr erscheinen.

Es wurden 121 Beschlagnahmen vorgenommen, mit einem Geldwert der beschlagnahmten Nummern von 735.200 Lewa (ungefähr 5.250 Dollar). Während der Liaptscheff-Regierung wurden täglich ca. 733 Lewa (5 Dollar) Arbeitergelder den Redaktionen der Blätter der Werktätigen geraubt. Gegen letztere wurden in vier Fällen Verurteilungen ausgesprochen, in den übrigen Fällen wurden die Akten in die Archive gelegt, nachdem entweder gegen Kautions die Angeklagten auf freien Fuß gesetzt, oder ein Freispruch gefällt worden war. Auf Grund des Staatsschutzgesetzes wurden für Kautionen 404.000 Lewa (3.600 Dollar) Arbeitergelder eingehoben. Das bedeutet, daß auf eine Redaktion für den Zeitraum von zwei Jahren und einigen Monaten auf den Tag nicht weniger als 1000 Lewa (ca 7½ Dollar) entfallen, die der Arbeiterpresse auf diese Weise geraubt wurden.

Bloß diese drei Ziffern genügen, um ein klein wenig die Polizeizensur gegen die Presse der Werktätigen zu illustrieren, ein klein wenig die terroristische und volksfeindliche Politik

der Sgovor-Partei aufzuzeigen, die die Staatsanwaltschaft vollständig zwang, bei der Polizeizensur, die wochen- und monatelang dauert, teilzunehmen und die Willkürakte der Polizei zu billigen, und ihnen den Schein der Gesetzlichkeit zu geben.

Gegen die Redakteure der Presse der Werktätigen wird ununterbrochen die polizeiliche Gewalt gehandhabt. Es ist etwas Alltägliches geworden, daß Redakteure der Presse der Werktätigen in die Polizeidirektion gerufen und dort mit »spürlosem Verschwinden« bedroht werden. Oder werden sie konspirativer Tätigkeit beschuldigt und bedroht, daß sie zu Tode gefoltert werden, wie dies mit dem Redakteur des Arbeiterblattes »Nowini« *Michael Pendscherkoff* geschah. Am häufigsten ist, daß bei einer Hausdurchsuchung in der Redaktion oder in den Wohnungen der Redakteure alle vorgefundenen Bücher, Zeitungen und Manuskripte, darunter sogar Veröffentlichungen des statistischen Amtes und das bürgerliche Gesetzbuch (wie dies bei der letzten Hausdurchsuchung in den Räumen des Gewerkschaftsblattes »Edinstwo« der Fall war) von der Polizei mitgenommen werden.

In allen Städten des Landes werden Kolporteur, die Abonnenten und die Leser der Werktätigen-Presse in die Polizeikommissariate gerufen, blutig geschlagen und durch Drohungen gezwungen, diese Zeitungen nicht mehr zu lesen und zu verbreiten. Ein krasser derartiger Fall ist der des Kolporteurs *Nikola Rajkoff* aus *Tschirpan*, der infolge der polizeilichen Folterungen und Mißhandlungen wahnsinnig wurde und an den Folgen der Verletzungen starb. Er war von der Polizei systematisch blutig geschlagen worden, weil er das Gewerkschaftsblatt »Edinstwo« verbreitete. In *Gabrovo* wurden die Leser des Arbeiterjugendblattes »Mladeschka Iskra« interniert. In dem Dorfe *Stawerzi* wurden sämtliche 22 Leser desselben Blattes verhaftet und eine Woche lang im Arrest gehalten, weil man bei ihnen einige Nummern, die von der Polizei »zensuriert« worden waren, gefunden hatte. In der Stadt *Haskovo* bestrafte die Polizei mehrmals Kolporteur mit 500 Lewa, weil sie »ohne Erlaubnis« die Arbeiterpresse verbreitet haben. Die Kolporteur und Abonnenten des Blattes »Nowini« wurden in vielen Dörfern zu Fuß, gefesselt, 20 bis 30 Kilometer weit in die Bezirkspolizeikommissariate zur »Untersuchung« geschleppt. Gegen den Mitarbeiter der »Mladeschko Semledelsko Sname« (Bauernjugendfahne), *Athanas Koruschky* wurde auf Grund polizeilicher und Anzeigen von Parteigeignern ein Prozeß auf Grund

des Staatsschutzgesetzes eingeleitet; er saß einen Monat lang im Gefängnis, dann wurde er auf freien Fuß gesetzt, damit kein zu arger Justizskandal daraus werde.

Der Terror gegen die Presse ist unerhört, ist unerträglich. Dieser Terror kann nicht einmal mit dem grausamen Staatsschutzgesetz gerechtfertigt werden. Manche Anordnungen von maßgebenden Faktoren, obzwar diese reaktionär sind, werden in der Praxis mißbraucht und machen die Lage noch unerträglich. Die Amtspersonen und die Gerichtsbeamten weigern sich tagelang, die Werktätigen-Zeitungen zu lesen, um sie zu »zensurieren« und geben nicht bekannt, ob die Zeitung konfisziert ist oder nicht. Auf diese Weise bleibt eine Tageszeitung wochenlang bei der Zensur und bis die Bewilligung zu ihrer Verbreitung eintrifft, hat die Zeitung bereits den Wert von Makulatur. Dies geschah z. B. mit der Tageszeitung »Nowini« vom 25. Juli v. J. bis zur Verhaftung des Chefredakteurs und seiner Festhaltung in der Sofioter Polizeidirektion, worauf dann das Blatt eingestellt wurde. Dies alles ist unerhört und noch nie dagewesen in der Geschichte aller reaktionären Regime bis heute.

In Anbetracht all dessen, Herr Minister, und vor allen Werktätigen bei uns und im Auslande, erheben wir laut unsere Stimme für die folgenden Forderungen:

- 1) Garantien für das freie Erscheinen und die freie Verbreitung der Presse der Werktätigen;
- 2) Abschaffung der niederträchtigen Polizeizensur gegen die Presse der Werktätigen;
- 3) Aufhebung des drakonischen Gesetzes zum »Schutze des Staates«;
- 4) Freilassung aller festgenommenen oder verurteilten Redakteure der Presse der Werktätigen;
- 5) Staatsentschädigung für bis jetzt den Zeitungen der Werktätigen verursachten Schäden!

Nieder mit dem Terror!

Es lebe der Befreiungskampf des werktätigen Volkes!

Es lebe die Freiheit der Presse der Werktätigen!

Es lebe die Macht der Werktätigen!

Für die Redaktionen:

der **Edinstwo**, Zentralorgan des unabhängigen Gewerkschaftsbundes Bulgariens: *gez. Assen Bojadschieff*;

der **Rabotnitschesko Delo**, Zentralorgan der »Arbeiterpartei«: *gez. E. Stajkoff*;

der **Nowini**, unabhängige Arbeiter-Tageszeitung: *gez. Jordan Grantscharoff*;

der **Mladeschko Semledelsko Sname**, Organ des Bauernjugendbundes: *gez. P. Parapanoff*;

der **Semledelsko Wasraschdanie**, Bauernzeitung: *gez. W. Grigoroff*;

der **Mladeschka Duma**, Arbeiterjugendzeitung: *gez. Zw. Stefanoff*;

der **Nakowalnja**, Literarische Arbeiter-Wochenschrift: *gez. D. J. Poljanoff*;

der **Mladeschka Iskra**, Organ des Arbeiterjugendbundes: *gez. Iv. Iltscheff*.

Statistik für die Liaptcheff-Periode bis Ende 1928, d. h. für 2 Jahre und einige Monate

Name der Zeitung (Zeitschrift)	Konfiskationen		Kautionen in Lewa	Von Redakteuren ohne Urteil in Haft verbrachte Tage	Prozesse gegen Mitarbeiter und Leser	Internierte Redakteure und Admin.-Beamte	Zu Tode gefolterte Redakteure, Mitarbeiter und Kolporteur
	Zahl	Schaden in Lewa					
1. Edinstwo	10	45.000	10.000	132	4	—	<i>Nikola Rajkoff</i>
2. Mladeschko Semledelsko Sname	8	35.000	20.000	30	1	—	—
3. Semledelsko Wasraschdanie	20	90.000	42.000	144	—	—	—
4. Mladeschka Iskra	14	52.000	42.000	31	—	—	—
5. Mladeschka Duma	2	6.200	—	—	—	1	—
6. Rabotnitschesko Delo	10	50.000	—	—	—	—	—
7. Majski List	1	5.000	—	—	—	—	—
8. Nowini	37	375.000	280.000	—	3	2	<i>Nikola Jlieff und 2 Kolporteur</i>
9. Wedrina	6	24.000	—	986	—	—	—
10. Nakowalnja	7	35.000	10.000	10	—	1	—
11. Natschalo	1	6.000	—	153	—	—	—
12. Swoboden Rabotnik	5	12.000	—	—	—	—	—
Zusammen	121	735.200	404.000	1486	8	4	

Ermordete Künstler, Schriftsteller und Journalisten während des Zankoff-Regimes: 9. Juni 1923—1926.

1. *Geo Mileff*, Dichter und Schriftsteller;
2. *Chr. Jasenoff*, Dichter;
3. *Sergej Rumjanzeff*, Bauerndichter;
4. *Anna Rumjankowa*, Redakteurin;
5. *Nedelko Popoff*, Literaturkritiker;
6. *Gino Piskoff*, Akademischer Maler;

7. *Josef Herbst*, Redakteur;
8. *Ivan Gantscheff*, Redakteur;
9. *Dim. Grantscharoff*, Akademischer Maler;
10. *Dr. N. Zarwullanoff*, Redakteur;
11. *Dr. Koen*, Redakteur;
12. *M. Friedmann*, Redakteur;

13. Dr. P. Kalitschew, Redakteur;
14. Gr. Kusmanoff;
15. Dim. Grantscharoff, Redakteur;
16. Din. Dinkoff, Redakteur;
17. Char. Stojanoff;
18. Arseni Jowkoff, Redakteur;
19. Alexander Athanasoff, Redakteur;
20. Kiril Pawloff, Redakteur;
21. T. Kossowsky;
22. D. Kostoff, Redakteur;
23. Gr. Chumanoff, Redakteur;
24. Iwan Nedelkoff, Redakteur;
25. Dimo H. Dimoff, Redakteur;
26. Lambi Kandeff, Redakteur;
27. Iwan Mareff, Redakteur;
28. Der Redakteur d. Bauernzeitung »Schopska Probuda«;
29. St. Awramoff, Redakteur;
30. A. Noteff, Redakteur;
31. Kosta Jankoff, Redakteur;
32. St. Kiradschiew, Redakteur;
33. Scheko Dimitroff, Redakteur;
34. Nikola Gramowsky, Redakteur;
35. Dr. Iwanoff, Arzt — Publizist;
36. Dr. Nik. Genadijoff, Journalist;
37. Nik. Gabrowsky, Publizist;
38. Alex. Stambolijsky, Publizist;
39. Tod. Tschopoff, Belletrist;
40. Boris Simidoff, Publizist;
41. Tod. Strasschiroff, Belletrist;
42. F. Gineff, Dichter;
43. Georgi Wassileff, Literaturkritiker;
44. Petko D. Petkoff, Redakteur.

Dazu kommen noch vier Publizisten unter dem Liaptschew-Regime. (Siehe die Tabelle.) Insgesamt 48 Zeitungen, Zeitschriften und Bücher, die unter dem Zankoff-Regime verboten wurden:

I. Tageszeitungen:

1. *Rabotnitscheski Westnik* (Arbeiterzeitung);
2. *Latsch* (Strahl);
3. *Zwesda* (Stern);
4. *Trud* (Arbeit);
5. *Sname na Truda* (Fahne der Arbeit);
6. *Pobeda* (Sieg);
7. *Nowi Dni* (Neue Tage);

8. *Otziw* (Widerhall);
9. *Noschi Dni* (Unsere Tage);
10. *Bedniaschka Duma* (Wort der Armen);
11. *Semledelska Probuda* (Bauernwachen);
12. *Oranschewo Sname* (Bauernfahne);
13. *Mladeschko Sname* (Fahne der Jugend);
14. *A. B. W.* (ABC);
15. *Dness* (Heute);
16. *Eck Dnewen* (Tagesecho);
17. *Eck Wetscheren* (Abendecho);
18. *Hinden*;
19. *Rabotnitschka* (Arbeiterin);
20. *Wasraschdanié* (Wiedergeburt);
21. *Rabotnitschesko Edinstwo* (Arbeitereinheit).

Wochenschriften:

22. *Tscherwen Smiach* (Rotes Lachen);
23. *Smiach i Salsi* (Lachen und Tränen);
24. *Wik* (Der Ruf);
25. *Plamak* (Flamme);
26. *Nowo Wreme* (Neue Zeit);
27. *Narodna Armia* (Volksarmee);
28. *Nowi Put* (Neuer Weg);
29. *Mladesch* (Der Jugendliche);
30. *Poliarna Swesda* (Polarstern);
31. *Semia* (Erde);
32. *Kulturnoobschtestwen Pregled* (Gesellschaftskulturelle Rundschau);
33. *Wedrina* (Klarheit);
34. *Horo* (Reigen);
35. *Rawenshwo* (Gleichheit);
36. *Utschitel'ska Iskra* (Lehrer-Funke);
37. *Transport*;
38. *Tütinorabotnik* (Tabakarbeiter);
39. *Artist*;
40. *Rudnitschar* (Bergarbeiter);
41. *Oswoboschdenie* (Befreiung);
42. *Semledelska Duma* (Bauernwort).

Bücher:

43. *Horo* (Reigen), von Anton Strasschimirow;
44. *September* von Geo Mileff;
45. *Erzählungen* von Krum Kiuljawkoff;
46. *Da bade den* (Es soll Tag werden) von Christo Smirnensky.

Insgesamt 46.

Mazedonien unter dem Faschismus

Bis zu dem Balkankrieg (1912/1913) bildete dieses kleine Land, welches sich im Herzen des Balkans befindet und eine sehr wichtige Rolle im politischen Leben der Balkanhalbinsel spielt, einen Teil des türkischen Staates. Es erlebte ganze Jahrhunderte unter dem Joch der Sultane. Nach der jungtürkischen Revolution begann sich die Bevölkerung des türkischen Reiches gewisser politischer Rechte zu erfreuen. Mazedonien aber wurde kein freies und politisch unabhängiges Land. Trotzdem genoß seine Bevölkerung kulturelle und selbst nationale Freiheiten.

Nach dem Balkankrieg und dem Krieg zwischen den balkanischen Verbündeten wurde Mazedonien (1913) in Bukarest in drei Teile, zwischen Serbien, Griechenland und Bulgarien, aufgeteilt. Der Weltkrieg und die demselben folgenden Friedensverträge sanktionierten diesen Raub.

Die neuen Bedingungen, unter welchen die mazedonische Bevölkerung zu leben begann, waren von denen unter dem türkischen Joch wesentlich verschieden. Der größte Teil Mazedoniens — ungefähr die Hälfte von ganz Mazedonien — wurde von Serbien besetzt. Der von Griechenland unterdrückte Teil beträgt $\frac{1}{10}$, der unter bulgarischem Joch befindliche Teil $\frac{1}{10}$ des ganzen mazedonischen Gebietes. Diese mit Gewalt herbeigeführte, gegen den Willen der mazedonischen Bevölkerung verwirklichte Aenderung wechselte von Grund auf dessen politisches, wirtschaftliches, nationales und kulturelles Leben.

Eine große Anzahl mit Gewalt in die verschiedenen Armeen gedrängte Mazedonier fiel im Kriege. Zehntausende wurden von den Siegern getötet, um ihre Entnationalisierungspolitik leichter zu gestalten; man tötete in Massen türkische und albanische und bulgarische und griechische Mazedonier. Die Gefängnisse von Saloniki, Serres, Drama, Bitolia, Skopje, Tetovo, Welos, Kumanovo, Prilep

und anderwärts waren vollgestopft mit Mazedoniern. Hunderttausende bulgarischer Mazedonier flüchteten in den bulgarischen Teil Mazedoniens und nach Bulgarien; türkische Mazedonier in die Türkei; griechische Mazedonier nach Mazedonien unter griechischem Joch. Sie waren gezwungen, nackt und hungrig zu fliehen und ihr Gut den neuen Siegern zu überlassen. Tausende und Abertausende Mazedonier wurden durch Priester und Gendarmen, durch Kreuz und Schwert gezwungen, sich im Interesse der von ihren neuen Unterdrückern angewandten Entnationalisationspolitik zu bekehren.

Seit damals sind 16 Jahre verflossen, 16 Jahre ärgster Sklaverei, kultureller und nationaler Unterdrückung, Aufhebung aller politischen Rechte, systematischen Raubes, unbegrenzter Ausbeutung und faschistischer Diktatur!

Wie lebt das mazedonische Volk unter dem Joch seiner neuen Unterdrücker? In Serbien wird es verfolgt, terrorisiert, beraubt, selbst der wenigen elementaren politischen Rechte beraubt, deren sich die anderen Bewohner dieses Landes bisher erfreuten; man erlaubt ihm nicht, Parteien zu organisieren, die sich zusammenschließen versuchen, um wenigstens die Verteidigung der lokalen Interessen der Bevölkerung zu sichern. Die Existenz selbst der Mazedonier, als einer aus verschiedenen Nationalitäten — sechs oder sieben — zusammengesetzten Einheit ist nicht erlaubt; nationale Rechte sind ihnen nicht gestattet. Alle Schulen, Kirchen, Lesesäle und Bibliotheken alle kulturellen, selbst sportlichen Verbände, welche mazedonischen Charakter haben, Handwerkerverbände, welche früher bestanden, sind verboten. Jetzt sind es schon 16 Jahre, daß man in diesem Teile Mazedoniens systematisch mordet, oft in Massen.

In den Gegenden von Stip, Kotschani, Radowisch, Tikvesch, Welos, Krivoretschna-Palanka, Strumitza wurden Massenschlächtereien organisiert. Politische Morde werden systematisch verübt. Ihre Zahl beläuft sich auf 2000,

Allein während des letzten Jahres wurden mehr als 300 Mazedonier getötet. Dörfer wurden zu Dutzenden angezündet. Während der letzten fünf Jahre zerstörte man 14 Dörfer und mehrere hunderte Häuser. Die Gefängnisse sind vollgestopft mit mazedonischen Bauern, Handwerkern, Arbeitern und Intellektuellen. Während dieser Zeit passierten (bei einer Bevölkerung von einer Million) mehr als 30.000 Mazedonier die Gefängnisse der serbischen faschistischen Diktatur. Allein während des letzten Jahres verhaftete — das heißt schlug und terrorisierte — man mehr als 1500 Mazedonier. Gegenwärtig schmachten in den Gefängnissen Mazedoniens und Jugoslawiens mehrere tausend Mazedonier. Die von der serbischen Militärdiktatur arrangierten politischen Prozesse stellen eine weitere Methode der Vernichtung des mazedonischen Volkes dar. Allein im letzten Jahre wurden 16 politische Prozesse arrangiert; 9 Verurteilungen zum Tode und hunderte von Verurteilungen zu vielen Jahren Zwangsarbeit wurden gegen Mazedonier gefällt. Große Massen von Mazedonier waren gezwungen, aus ihrem Lande zu entfliehen. Die Zahl der politischen Emigranten stieg allein während der letzten Jahre um Zehntausende.

Die Entnationalisierungspolitik, welche die Grundlage der großserbischen Politik in Mazedonien ist, wird durch Assimilationsmethoden angewandt. Diese Methode wird von den serbischen Faschisten mittels ihrer Schulen, ihrer Kirchen, Subventionssysteme der Schüler und Studenten, Organisationen verschiedener Verbände getrieben.

Diese Politik wird auch durch den Raub des Bodens und der Güter mazedonischer Bauern verfolgt, indem man diese an frühere Tschetenmitglieder, Militärs und Politiker, Minister und Abgeordnete zuteilt.

Die ganze mazedonische Bevölkerung wird wirtschaftlich unterdrückt und ausgebeutet.

Der mazedonische Bauer wird vom Staate selbst beim Tabakverkauf beraubt, er wird von den Spekulanten bestohlen, welche, von der Regierung unterstützt, die Bauern zwingen, ihre Produkte: Opium, Reis, Getreide usw. zu Preisen zu verkaufen, welche kaum ihre Gesteungskosten decken. Die Steuern sind erdrückend. Die Mazedonier müssen die drei- und vierfachen allgemeinen Steuern nebst den besonderen Steuern, welche diese sonst verpflichtet sind zu leisten, zahlen.

Die der Staatskredite beraubten Handwerker erleiden unsagbares wirtschaftliches Elend.

Aus diesem Grunde und infolge der allgemeinen wirtschaftlichen Krise, welche in Mazedonien einen sehr scharfen Charakter angenommen hat, sind die Geschäftszusammenbrüche eine gewöhnliche, alltägliche Erscheinung. Die Arbeiter der Fabriken und Betriebe unterliegen dem schwärzesten Elend. Sie werden auf unmenschliche Art ausgebeutet; das in Jugoslawien bestehende Arbeiterschutz- und Hygiene-gesetz wird in Mazedonien nicht angewandt. Die Arbeitslosigkeit ist dort sehr groß. Beinahe die Hälfte der Arbeiterklasse ist ohne Arbeit.

Mazedonien unter dem faschistisch-militaristischen Joch nahm die Physiognomie eines Heerlagers an. Dieses Land wird von ausgeprobten terroristischen Offizieren mit Hilfe von Gendarmen und Truppen, deren Zahl 40.000 übersteigt, von bestechlichen Beamten und Polizisten, verschiedenen faschistischen Organisationen: der »Narodna Odbrana« (Nationale Verteidigung), die Organisation der sogenannten alten nationalen Kämpfer, der »Udrujenik«, dieser Verräterorganisation an der mazedonischen Sache, verschiedenen Sportorganisationen, von der Gendarmerie bewaffneten Kolonisten usw. usw. beherrscht. Die am 6. Jänner offen ausgerufenen Militärdiktatur in Jugoslawien erschwerte noch diese Lage.

In Mazedonien unter griechischem Joch wendet man die gleichen Methoden, wie in Serbisch-Mazedonien an. Man verjagt ständig die bulgarischen Mazedonier aus dem Lande. Man verjagt auch die Kuzovalachen. Gegen die mazedonischen Juden werden besondere Methoden angewandt. Diese Politik verfolgt das Ziel, die ganze eingeborene Bevölkerung aus dem Lande zu treiben.

Gegen die Bevölkerung, welche noch dieses mazedonische Gebiet bewohnt, wird ein barbarischer Terror entfesselt. Politische Massenmorde wüten. In den Gegenden von Drama und Larin organisierte man Bauernmassakers. Die griechischen faschistischen Regierungsmachthaber, unterstützt von verschiedenen Banditenorganisationen, wie zum Beispiel jenen der »mazedonischen Faust«, töten täglich Mazedonier.

Man arrangiert Prozesse, durch welche man die Mazedonier zu Tode, zu langen Jahren Zwangsarbeit oder Verschickung verurteilt. Die Steuern sind erdrückend. Die

Wirtschaftskrise ist tief einschneidend. Gegen die mazedonischen und thrakischen Massen wendet Venizelos seit kurzem ganz besondere Maßnahmen an. Die Gesetze zum Schutze des Staates, gegen Presse, Streik und Versammlung, zielen direkt auf die arbeitenden und die national unterdrückten Massen. Alle nicht-griechischen Schulen und Kirchen sind geschlossen. Die Mazedonier sind aller politischen, nationalen und kulturellen Rechte beraubt.

Was Mazedonien unter bulgarischem faschistischem Joch anbetrifft, müssen wir sagen, daß die große Mehrheit der Bevölkerung national nicht unterdrückt ist, da es sich ja um bulgarische Mazedonier handelt; die nicht-bulgarischen Mazedonier aber werden national unterdrückt. In Bulgarien besteht ein blutiges Ausnahmsgesetz, das »Gesetz zum Schutze des Staates«. In Bulgarisch-Mazedonien bestehen außer diesem Gesetze weitere Ausnahms-»Gesetze«, welche von der faschistischen ORIM, von den Offizieren, Gendarmen und der faschistischen Polizei angewandt werden. Die Bevölkerung erfreut sich keiner politischen Rechte. Sie ist des Rechtes beraubt, ihre Abgeordneten frei zu wählen. Versammlungen einzuberufen, eine eigene Presse zu haben. Sie hat kein Vereinsrecht. Hier gibt es weder politische Parteien, noch Arbeitergewerkschaften. Das höchste Gesetz ist der unbegrenzte Wille der faschistischen ORIM und der bulgarischen Militärliga. Die politischen Morde und der Weiße Terror haben ungeheure Dimensionen erreicht. Von dieser von den bulgarischen Faschisten offen unterstützten blutdürstigen Organisation wurden im Laufe der letzten acht Jahre mehr als 2100 Mazedonier, Gegner des Faschismus (bei einer Bevölkerung von 200.000 Seelen) getötet. Man hing und verbrannte bei lebendigem Leibe ganze Familien, Greise, Frauen und Kinder. Die wirtschaftliche Lage der Bevölkerung ist verzweifelt. Seine Erzeugnisse, besonders der Tabak, werden hauptsächlich von mit englischem und italienischem Kapital gegründeten Gesellschaften zu einem von denselben festgesetzten Preise abgekauft. Die Banditen der faschistischen ORIM sind es, die diesen Raub organisieren.

Das ist die Lage Mazedoniens, dieses kleinen Landes mit einer Oberfläche von 65.000 Quadratkilometern und einer Bevölkerung von 2.300.000 Einwohnern.

Wer trägt dafür die Verantwortung?

Es sind die imperialistischen Großmächte, welche auch dem mazedonischen Volke die sogenannten Friedensverträge auferlegt haben, welche den lebenden Körper Mazedoniens zerstückelt haben. Es sind die von diesen Mächten unterstützten blutdürstigen faschistischen Regierungen unseres Landes: es sind schließlich die mazedonischen Faschisten, die Mörder des mazedonischen Volkes und die Verräter an seiner Sache, welche sich in den Dienst der Unterdrücker Mazedoniens gestellt haben.

Anläßlich des Internationalen Anti-Faschistenkongresses erheben wir unsere Stimme gegen die blutigen faschistischen Regimes, welche in Mazedonien herrschen, gegen jene, welche diese Regimes geschaffen und unterstützen. Wir erheben unsere Stimme der Auflehnung und des Protestes gegen die an unserem Volke begangenen Verbrechen, für dessen Schutz man nicht einmal die von den Unterdrückern unterzeichneten Verträge, die Verträge zum Schutze der nationalen Minderheiten, anwendet und verlangen die Aufhebung der dort bestehenden Ausnahms- und Terrorregimes, die Einsetzung eines Regimes, welches die nationalen, politischen und bürgerlichen Freiheiten und Rechte garantiert; volle politische Amnestie, die Rückkehr unserer Flüchtlinge in ihr Vaterland. Wir müssen jedoch erklären, daß den Leiden des mazedonischen Volkes erst dann ein Ende bereitet sein wird, wenn Mazedonien frei, unabhängig, vereint, als gleichwertiges Mitglied an einer Föderation der freien Balkanvölker teilnehmen wird. Einzig und allein auf diese Weise wird man dem Martyrium dieses kämpfenden Volkes ein Ende setzen und wird der Balkan aufhören, eine ständige Gefahr für einen lokalen oder allgemeinen Krieg zu sein.

D. Vlahoff

Rumänischer Faschismus

Der Unterschied zwischen dem faschistischen Italien und dem »demokratischen« Rumänien besteht darin, daß in ersterem die brutalste Diktatur des Kapitals — des Faschismus — offen herrscht und die Demokratie »gesetzmäßig« aufgehoben hat, wogegen in letzterem die blutigste Unterdrückung der revolutionären Arbeiterbewegung unter dem Feigenblatt der Demokratie betrieben wird.

Das Regime des weißen Terrors datiert jedoch in Rumänien nicht erst seit Kriegsende, wie in den meisten europäischen Ländern, es reicht vielmehr bis zum Jahre 1907 zurück, dem Jahre der großen Bauernrevolution. Es genügt zu erwähnen, daß die berühmte Sigurantsa damals ins Leben gerufen wurde. Denn, während es in den Nachbarstaaten — Bulgarien, Serbien, etc. — der Arbeiterbewegung schon vor dem Kriege, dank einer demokratischeren Regierung, gelungen war, die marxistischen Ideen in den Massen zu verbreiten und sozialistische Abgeordnete ins Parlament zu entsenden, wurde in Rumänien seitens der Regierung der schärfste Kampf geführt, um jede Entwicklungsmöglichkeit der Arbeiterbewegung im Keime zu ersticken.

Die Bauernrevolution mit ihren 11.000 Toten, die darauf folgenden fünf Jahre grausamster Verfolgungen, die blutige Unterdrückung der Friedensdemonstration von Galatz, der 13. Dezember 1918 mit seinen 100 Toten, die Niederwerfung des Generalstreiks von 1920 und schließlich der beispiellose Feldzug gegen jeden Versuch einer Organisation der Arbeiterklasse sind Meilensteine, die den Gang der Entwicklung der Arbeiterbewegung und zugleich des faschistischen Despotismus der rumänischen Bourgeoisie deutlich kennzeichnen.

Die rumänische Bourgeoisie hat nach dem Kriege, um den revolutionären Ansturm der Massen zu dämmen, und die zerrüttete Wirtschaft vorübergehend zu sanieren, nicht eines besonderen Unterdrückungsapparates mit Ausschaltung der Demokratie bedurft, da diese Demokratie immer nur ein fiktiver Begriff war und der Ausbau des bestehenden Staatsapparates — Armee, Polizei, Sigurantsa und Gendarmerie — hiezu vollkommen ausreichend war.

Die letzten zehn Jahre der rumänischen Geschichte sind Jahre eines wohlorganisierten Kampfes der Liberalen Partei — als selbstbewußte Vertreterin der rumänischen Bourgeoisie — gegen die revolutionäre Arbeiterbewegung und die nationalen Minderheiten. Dieselbe Partei war es, die die antisemitischen Studentenorganisationen in ihrer Entwicklung förderte, um sie als Basis für die künftige, offene faschistische Diktatur zu benützen. Die Verschärfung der Klassengegensätze, die das Land bis an die Schwelle der Revolution führten, stellte die rumänische Bourgeoisie vor die Wahl der offenen Diktatur, oder des Aushängens eines demokratischen Schildes.

In der nationalzarantistischen Regierung fand die rumänische und internationale Bourgeoisie nunmehr den geeigneten Deckmantel, unter dem der weiße Terror noch nachdrücklicher als bisher ausgeübt wird. Während der Finanzminister Popovici in Paris den Pressevertretern gegenüber erklärt, daß in Rumänien Freiheit und Ruhe herrschen, fällen die rumänischen Militärgerichte Schandurteile gegen die Führer der Arbeiterbewegung — Al. Dobrogeanu-Gherea wurde kürzlich zu acht Jahren Zwangsarbeit verurteilt — und die nationalen Minderheiten, besonders in Bessarabien und in der Dobrudscha, werden auf das blutigste verfolgt.

Gegen diese versteckte faschistische Diktatur der rumänischen Bourgeoisie führen die nationalen Minderheiten, sowie das Proletariat und die Bauernschaft, geführt von den revolutionären Organisationen, einen heldenhaften Kampf. Dieser Kampf aller arbeitenden Massen von Stadt und Land gegen den Faschismus aller Länder, wird endlich der wahrhaften proletarischen Demokratie zum Siege verhelfen.

N. Amaru

Der Faschismus und die Kämpfe für die Befreiung der Dobrudscha

Nach dem großen imperialistischen Kriege nahm die nationale Sklaverei auf dem Balkan barbarische Formen an. Die neue, durch die Friedensverträge von Paris gezeichnete Karte, stellte die Interessen der gierigen Siegerstaaten zufrieden und schlug zu gleicher Zeit eine Millionen zählende Masse in eine unerträgliche Sklaverei.

Es war für die unterdrückten Nationen und Völker eine Ära der Aufhebung jedweder Rechte, barbarischer Assimilation und wirtschaftlicher Sklaverei ohne Gleichen. Seit dieser Zeit begann eine, bisher in der Geschichte unbekannt, Massenwanderung bei den unterdrückten Nationen. Die Kolonisationspolitik der Sieger setzte die Flüchtlingsfrage in zuge-spitzter Form auf die Tagesordnung. Hunderte und Tausende wurden in das tiefste Elend gestoßen und zur Degenerierung verurteilt.

Nach dem imperialistischen Kriege wurde die nationale Frage auf dem Balkan nicht gelöst. Im Gegenteil, sie ist

schwieriger denn je geworden. Die nationale Unterdrückung entflammte von neuem die Bruderkämpfe der verschiedenen Nationalitäten. Das nationale Problem im allgemeinen ist heute auf dem Balkan noch immer der Funke, welcher von neuem die Feuersbrunst in der ganzen Welt entzündend kann.

Denn die Siegerstaaten sind in ihren Mitteln zur »Befestigung ihres Sieges« und um ihre Beute zu behalten und zu sichern, nicht wählerisch. Die eroberten Gebiete wurden unter ihrer Herrschaft in Kolonien umgewandelt. Sie wenden gegenüber der Bevölkerung eine ausgesprochene Kolonisationspolitik an: Aufhebung der zivilen und kulturellen Rechte, der nationalen Freiheiten, erzwungene Kolonisation, Assimilation, Ausbeutung und Pogrome und ein Vernichtungssystem. In der Tat kennt die lange Geschichte des Balkans keine so blutigen Seiten wie jene, welche die nationale Unterdrückung in der Nachkriegszeit schrieb.

Aus diesem Grunde nehmen die Kämpfe der unterdrückten Völker für ein freies Leben so scharfe Formen an. Sie gehen um Leben und Tod. In diesen Kämpfen um ein freies Leben haben die Balkanvölker jedoch ungeheure Schwierigkeiten zu überwinden. Diese Schwierigkeiten kommen vom Weltimperialismus einerseits und dem *Balkan-Faschismus* andererseits. Der letztere ist der Todfeind der unterdrückten Balkanvölker.

Nach dem imperialistischen Kriege, dem Ausgangspunkt der schrecklichen sozialen Kämpfe, waren die führenden Klassen, um ihre erschütterte Situation zu festigen, gezwungen, zum Faschismus zu greifen; es ist aber auch richtig, daß der *Faschismus ein wichtiges Mittel für die Aufrechterhaltung der nationalen Unterdrückung und der nationalen Ungleichheit auf dem Balkan ist.*

Der Faschismus facht die nationalen Gegensätze aufs Äußerste an; er spitzt die Kämpfe für die nationale Befreiung zu. Aus diesem Grunde haben die unterdrückten Völker des Balkans die gebieterische Pflicht, in geeinter Kraft ihren Kampf gegen den Faschismus, eines der bedeutendsten Hindernisse für ihre Freiheit, zu organisieren.

Werfen wir einen Blick auf die unterdrückte Dobrudscha, auf den Befreiungskampf der Dobrudschaner Bevölkerung, welche unter dem Joch des rumänischen und bulgarischen Faschismus weiter schmachtet.

Die rumänische Oligarchie fand, daß der staatliche Unterdrückungsapparat für die Niederhaltung der Dobrudscha in unsagbarer nationaler Sklaverei, unzureichend sei. Sie schuf eigene faschistische Organisationen, an deren Spitze sich die »Rumänische Aktion« (*Actiunea Romaneasca*) befindet. Diese Organisation, welche ihre Reihen aus rumänischen und kuzowalachischen Elementen gebildet hat, verfügt über bewaffnete Gruppen und stellt einen Agenten der rumänischen Oligarchie, für die Fortsetzung der nationalen Sklaverei in der Dobrudscha, dar. Mit deren Hilfe organisierte man in der Dobrudscha systematische Massenschlächtereien, wie z. B. in Schachinlar, Kavurga, Staro-Selo und Kotschina. Mehrere hundert Dobrudschaner wurden getötet und mehrere tausend Kämpfer für die nationale Befreiung in die rumänischen Gefängnisse geworfen.

Die Befreiungskämpfe der Dobrudschaner begegnen auch großen Hindernissen seitens des bulgarischen Faschismus. Es genügt die Ermordung eines der Gründer der nationalen Bewegung, des großen Nationalhelden der Dobrudschaner, Dotseho Mikhailoff, sowie der dobbrudschanischen revolutionäre Geno Drumeff, Todor Gospojakoff, Gergi Gitzoff, und des begeisterten dobbrudschanischen Kämpfers Ivan Krasteff, zu erwähnen, welche als Opfer des bulgarischen Faschismus fielen. Dieser Faschismus setzt es fort, seine Opfer aus dem Lager der Dobrudschaner Kämpfer zu holen, indem er noch weiter die »Innere Revolutionäre Organisation« ORID aufrecht erhält, welche sich das Ziel gesetzt hat, die Befreiungskämpfe der Dobrudschaner zu verhindern. Der letzte Versuch des bulgarischen Faschismus, den erwachenden Einfluß der wirklichen revolutionären Dobrudschaner Organisation ORD, welche sich entschlossen an die Spitze der Befreiungskämpfe der Dobrudschaner gestellt hat, einzudämmen, war die Organisation der bulgarischen Minderheitspartei in Rumänien. Durch diese faschistische Organisation in der Dobrudscha sucht der bulgarische Faschismus in diesem Lande Fuß zu fassen, mit dem Ziele, in gemeinsamer Arbeit mit dem rumänischen Faschismus, einen gemeinsamen Kampf gegen die revolutionäre Dobrudschaner Bewegung zu organisieren. Gemäß den Befehlen von London und Paris, in Übereinstimmung mit den Interessen der imperialistischen Staaten, aus welchen eine Einheitsfront des Balkan-Faschismus für einen kommenden anti-sovietischen Krieg vorbereitet wird.

Die Balkanvölker werden jeder nationalen Knechtschaft auf dem Balkan ein Ende bereiten, indem sie ihre Anstrengungen vereinigen, um dem Balkan-Faschismus einen entscheidenden Schlag zu versetzen.

Dobrudschanisky

In Thrazien unter griechischem Joch

Seit West-Thrazien von den griechischen Truppen besetzt und von Griechenland annektiert wurde, sind dort die Türken und Bulgaren Gegenstand unerhörter Verfolgungen seitens der griechischen Behörden. Systematisch wird diese ganze einheimische Bevölkerung von den Beamten und Agenten der griechischen Regierung beraubt, mißhandelt und niedergemetzelt. Um das nackte Leben zu retten, müssen die west-thrazischen Türken und Bulgaren nach der Türkei oder nach Bulgarien flüchten. Assimilation oder Ausrottung: dies ist die Politik, die die griechischen Machthaber in diesem unglücklichen Lande mit unerhörter Grausamkeit anwenden.

In der letzten Zeit hat sich die seit Jahren ernannte »Neutrale Kommission«, welche die Aufgabe hatte, sich mit der Lage der Türken in West-Thrazien zu befassen, endlich aufgegriffen und nach Adrianopel begeben, um die seitens der türkischen Flüchtlinge erhobenen unzähligen Klagen an Ort und Stelle zu prüfen. Die Kommission bestand aus den Herren: *Honstadt*, Präsident; *Simon*, Generalsekretär; *Djermal Husni*, türkischer Delegierter; *Fuad*, türkischer Berater und *Mamopoulos*, griechischer Delegierter. Es kamen durch diese Enquete der Kommission haarsträubende Grausamkeiten zutage, verübt gegen die einheimische türkische Bevölkerung West-Thrakiens durch die griechischen Zivil- und Militärbehörden. Die Bulgaren West-Thrakiens werden, wie wir oben erwähnten, seitens der Beamten und Agenten der griechischen Regierung genau so verfolgt und beraubt und mißhandelt und niedergemetzelt, wie die dortigen Türken. Indem wir also hier einige der an den Türken West-Thrakiens verübten unzähligen Grausamkeiten veröffentlichen, die durch die Enquete der obigen Kommission enthüllt wurden, geben wir dadurch auch das Bild der unerträglichen Lage der Bulgaren West-Thrakiens wieder.

Tausende von türkischen Flüchtlingen umstanden das Gebäude, in welchem die Kommission tagte, und auf diese Weise bekamen ihre Mitglieder einen lebendigen Eindruck von den herzerreißenden Bildern, die diese Leute boten: hier weinte ein Jüngling, dessen rechter Arm abgeschnitten, dort ein Greis, dessen Augen ausgestochen, eine Mutter, deren Kinder vor ihren eigenen Augen hingeschlachtet worden waren, usw. usw.

Die Kommission rief einzelne aus den Reihen der versammelten Flüchtlinge heraus und nahm ihre Aussagen zur Kenntnis. Hier einige unter vielen:

Eine Frau namens Aische wurde im Dorfe Jenitsche (Kreis Isketsche) mit einem Beile erschlagen.

Am 7. Jänner 1927 wurden acht Türken aus dem Dorfe Kamerli (Kreis Isketsche), davon zwei Frauen, nach erfolgter Plünderung erschlagen.

Ein Bauer namens Mehmed, vom Dorfe Dünbeyli (Kreis Isketsche), wurde am 15. März 1927 mit Stöcken erschlagen.

Am 25. Juli 1927 wurde ein Diener namens Ramasan, vom Dorfe Gencerli, von dem griechischen Kommandanten durch Stockhiebe erschlagen.

Am selben Tage wurde das Dorf Kütschük Mürsilli durch die Griechen umschlossen, der Lehrer Ismail und der Diener Husni verprügelt, zwei Männer namens Hassan und Mustafa unter Foltern ermordet.

Am 18. Oktober 1927 wurde ein junger Türke von 26 Jahren, aus dem Dorfe Mürsilli, ermordet und sein Körper in den Brunnen geworfen.

Am 25. Dezember 1927 wurde der Nachtwächter Hussein aus Isketsche ermordet.

Am 18. Dezember 1927 wurde der Bauer Mürmin, aus dem Dorfe Gencerli, ermordet und bis auf seine Stiefel beraubt.

Am 1. September 1928 wurde eine arme Frau namens Aische, aus dem Dorfe Sülebuk, mit ihrem Kinde zusammen in besonders grausamer Weise ermordet.

Im Jahre 1927 wurden der Bauer Mehmed, aus dem Dorfe Tschörek-Keuy, und sein Sohn Achmed im Alter von zwölf Jahren grausam ermordet.

Am 20. September 1928 wurde der Bauer Mehmed, aus dem Dorfe Emirganbar, in barbarischer Weise ermordet.

Im Oktober 1928 wurde Mehmed, der Enkel des Ziegeleibesitzers Ali aus dem Dorfe Sardili ausgeraubt und ermordet, nachdem man ihm die Augen austach.

Am 15. Oktober 1928 wurde der Bauer Habil, aus dem Dorfe Schahinlar, während eines Hochzeitsfestes durch den griechischen Förster erschossen.

Einer Mutter wurde der Säugling an ihrer Brust aufgeschnitten und ihr dessen Blut zum Trinken in die Kehle gegossen. Einer alten Frau wurden die beiden Söhne gefesselt, dann wurde sie vor ihnen vergewaltigt und ihren Kindern schnitt man die Geschlechtsteile ab. Diese Frau hat den Verstand verloren und irrt in den Straßen umher.

Usw., usw.

Nach einem ersten Verzeichnis, das mit zahlreichen Unterschriften versehen und mit einem eingehenden Exposé der Kommission zugestellt wurde, beträgt die Zahl nur der türkischen Familien, die vor den Verfolgungen und Mißhandlungen der griechischen Behörden aus West-Thrazien nach Ost-Thrazien geflohen sind, nicht weniger als 2882. Es sind darin weder inbegriffen die nach der asiatischen Türkei geflüchteten türkischen Familien, noch die der zahlreichen geflüchteten bulgarischen Familien.

Wie diese Leute zur Flucht getrieben wurden, zeigen einige aus den vielen der Kommission gemachten Aussagen:

Dem Bauern Mustafa, Sohn von Ali, aus dem Dorfe Daghandja, nahmen griechische Soldaten beide Rinder und den Wagen weg. Als er bei der Gendarmerie protestierte, wurde er so heftig geschlagen, daß ihm Blut aus dem Munde quoll. Darauf verließ er Saatgut, Vieh, Felder, Haus und Einrichtungen und flüchtete ohne Geld und Mittel nach Adrianopel.

Schükri, Sohn von Mehmed, aus dem Dorfe Sadirli, wurde durch griechische Soldaten blutig geschlagen, ihm wurden Schafe, Feld, Haus, Einrichtung und Geld einfach abgenommen und unter die Griechen verteilt. Daraufhin ergriff er die Flucht.

Suleyman, Sohn von Hassan, aus dem Dorfe Bel-Begos, wurden Vieh und Felder abgenommen. Seinem Nachbar Omer Agha und dessen Sohne Rassim wurden die Kehlen durchschnitten, weil sie ihr Geld nicht hergeben wollten. Unter dem Eindrucke dieser fürchterlichen Szene verließ Suleyman Haus und Hof und rannte aus dem Dorfe hinaus. Er blieb 24 Stunden auf dem Friedhof versteckt und flüchtete dann nach Adrianopel.

Hadji Arif, aus Simenli, wurde furchtbar verprügelt und ergriff die Flucht nach der Türkei. Daraufhin wurde sein Sohn Achmed von der Wache des Dorfes Dandjai-Aris blutig geschlagen, unter dem Vorwande, seinem Vater zur Flucht verholfen zu haben. Man nahm ihm Vieh, Getreide, Fuhrwerke, Haus, Hof und Felder weg. Er rettete sein Leben, indem er nach Adrianopel flüchtete.

Frau Fatima Ismail, aus Achur, erzählte, daß die griechischen Soldaten ihre ganze Familie aus ihrem Heim hinausgeworfen und in den Stall gesteckt hatten. Eines Nachts führten sie ihren Mann weg, ließen ihn erst den ganzen Tag Holz tragen und schlugen ihn dann dermaßen, daß er sich kaum bis zum Stall schleppen konnte. Sein Arm war gebrochen, sein Kopf und zahlreiche Stellen seines Körpers bluteten. Er erlag auch, nach drei Monaten voller Qualen, seinen Verletzungen. Dann nahmen ihr die griechischen Behörden Vieh, Haus, Hof, Einrichtungen etc. weg, worauf sie nach Adrianopel flüchtete. Usw., usw.

Nachdem die Kommission zehn Tage lang ihre Nachforschungen in Adrianopel fortsetzte, begab sie sich auch nach Gumuldjina (jetzt Griechenland), um dort auch Erhebungen zu pflegen, wurde aber dort durch die verantwortlichen und unverantwortlichen Organe der griechischen Regierung derart in ihren Arbeiten gehindert, daß sie sich gezwungen sah, gleich nach Konstantinopel zurückzukehren.

Wird die fortschrittliche europäische Meinung nicht endlich eine energische Aktion unternehmen, um den Unterdrückern der unglücklichen, beraubten, mißhandelten west-thrazischen Bevölkerung das Handwerk zu legen?

Ihsani

Der Faschismus

Diese Grausamkeit Djingis-Khan's, welche danach trachtet, der ganzen Welt das verruchte Schwarzhemd aufzudrängen, ist ein Unheil, welches sich nicht allein auf Italien niedergelassen hat. Der Faschismus ist ein neuer barbarischer und hemmungsloser Zerstörungs- und Eroberungsgeist, welcher durch Geld und militaristische Söldner von der kapitalistischen und bourgeoisen Klasse angewendet wird, um die Jugend der ganzen Welt unter der heuchlerischen Maske des Nationalismus für ihre Ziele zu gewinnen. Er ist ein Verbrechen, welches nach dem Weltkrieg durch blutrünstige Generale, die an dem fürchterlichen Gemetzel ihren Blutdurst noch nicht gestillt hatten, und von Diktatoren der »Sieger«, welche an den ein-kassierten fetten Kriegsentschädigungen nicht genug hatten, durch Mussolini und Konsorten, die an der Ruhe und dem Frieden der ganzen Welt einen mörderischen Anschlag vollführten, verübt wurde.

Nach den Schrecken des Weltkrieges bemühten sich die Friedensanhänger in allen Ländern, der Menschheit die fürchterlichen Katastrophen und schrecklichen Verwüstungen, die ein neuer Krieg verursachen würde, vor Augen zu führen. Die direkt vom Kriege Betroffenen, diejenigen deren Blut am meisten floss, die Bauern und Arbeiter, im allgemeinen die armen Schichten, bemühten sich, um nicht noch einmal in ein

Blutbad getaucht zu werden, ihre Stellungen zu stärken. Da kommt ein Mussolini und lädt die Kapitalisten und Bourgeois der ganzen Welt ein, sich zu vereinigen. Ueberall zertritt er Recht und Gesetz, die legalen und verfassungsmäßigen Versammlungen werden gesprengt, die Parlamente gesperrt, die Macht des Staates wird ganz wie im Mittelalter in die Hände einiger Diktatoren gelegt. Diese Diktatoren, welche die Kapita-

listen als unumschränkte Herrscher proklamieren, sind die grausamsten Feinde der Menschheit.

Gegen sie müssen sich alle ehrlichen Menschen, alle jene, welche den Frieden wollen, alle revolutionären Schichten der ganzen Welt zum energischen und entscheidenden Kampf, vereinen.

Professor Kiamil Balla

Die nationalen Minderheiten in Jugoslawien unter dem Regime der großserbischen Hegemonie und des Faschismus

Unter den neuen Staaten, welche die große Entente wegen der Wahrung der imperialistischen Friedensverträge und des Schutzes ihrer Interessen in Mitteleuropa auf dem Balkan geschaffen hat, ist Jugoslawien der erste in Bezug auf die Zahl der fremden Nationen und der Verschiedenheit der Methoden der nationalen Unterdrückung. Das großserbische Regime hat während der zehnjährigen Herrschaft über einige Nationen und einige nationale Minderheiten mehr Opfer gefordert als die Unterdrückungsapparate anderer Staaten während ganzer Jahrhunderte.

Ganze Völker sind nicht nur der Verfolgung und Unterdrückung unterworfen, sondern auch unter den fadensteinsten Vorwänden der rücksichtslosesten Austilgung durch Messer, Gewehr, Kanonen und Feuer ausgesetzt. Die Geschichte Mazedoniens, des Kossovogebietes und Montenegros, in diesen letzten zehn Jahren ist der ganzen Welt bekannt geworden.

Gegenüber den nationalen Minderheiten läßt sich das großserbische Regime nur davon leiten, wieviel Schwierigkeiten diese Minderheiten der Serbisierung dieser Gebiete machen, wie diese Gebiete, je früher desto besser, serbische Gebiete werden. In Bezug auf die Anwendung der Methoden nationaler Unterdrückung konnte nur der Umstand Einfluß haben, ob eine dieser nationalen Minderheiten einem Volke angehört, das einen mächtigen Staat besitzt und im Stande wäre, bei der jugoslawischen Regierung zu intervenieren. Wenn das fehlte, hat sich das großserbische Regime nicht geniert, die brutalsten Methoden anzuwenden, sogar Morde, Brandlegungen, Zerstörungen, gewaltsame Entfernungen aus dem Lande und Massenverschickung in die Emigration.

Nationale Minderheiten Jugoslawiens sind Deutsche, Ungarn, Rumänen, Türken, Bulgaren und andere. Die Albaner aus dem Kossovogebiete rechnen wir nicht zu diesen nationalen Minderheiten, weil sie ein gewaltsam enteigneter Teil des albanischen Volkes sind, welches im Kossovogebiete kompakt angesiedelt ist und in ihm die überwiegende Mehrheit bildet. Es ist richtig gesagt die unterdrückte Hälfte des albanischen Volkes.

Die Deutschen zählten im Jahre 1921 in ganz Jugoslawien 513.472 Seelen. Sie sind in großer Zahl in der Voivodina (Batschka und Banat) angesiedelt, wo sie ein Drittel der Bevölkerung ausmachen (328.173). Die Ungarn zählen 472.404. Sie sind auch in der Voivodina angesiedelt, wo sie 30% der Bevölkerung ausmachen. (382.173). Die staatliche Statistik verzeichnet 229.398 Rumänen, hauptsächlich im Banate (174.099), Mazedonien und einem Teile Nordserbiens. In der Voivodina zählen die nationalen Minderheiten 865.228 gegenüber 515.000 Serben und Kroaten, das heißt die überwiegende Mehrheit dieses Gebietes.

Trotzdem stellt das großserbische Regime vor der ganzen Welt die Voivodina als ein serbisches Gebiet dar, in der Absicht, mit seiner Politik der Serbisierung tatsächlich diesen Landstrich in serbisches Gebiet umzuwandeln und diese Kornkammer Jugoslawiens in seine unbeschränkte Gewalt zu übernehmen.

Gegenüber den Ungarn hat das Regime in den ersten Jahren des neuen Staates die größten Methoden, ähnlich denjenigen die in Albanien üblich gewesen, angewendet. Die Ungarn wurden zu Tausenden wegen Hochverrats in die Gefängnisse geworfen; sie wurden durch Todesdrohungen zur Auswanderung gezwungen. Die Behörden haben mit größtem Drucke die Existenz der kleinen ungarischen Gewerbetreibenden und Kaufleute unmöglich gemacht. Dem ungarischen Dorfproletariat und den Dorftagelöhnern, als den antinationalen Elementen, wurde der Boden nach der Agrarreform vorenthalten. Die Arbeiter ungarischer Nationalität wurden wegen der kleinsten Streikbewegung furchtbar geschlagen und als Kommunisten über die ungarische Grenze, nach Horthy-Ungarn geschafft, um dort getötet zu werden. Die Zahl der Schulen wurde auf ein Minimum herabgesetzt

und der privaten Hilfe der Ungarn selbst überlassen. Die Ueberfälle und Mordtaten an Ungarn seitens der Polizei und der großserbischen Nationalisten (Faschisten) war durch Jahre eine tagtägliche Erscheinung. Mit der Bildung der nationalen ungarischen Partei haben sich die Methoden geändert und waren dem balkanischen Parlamentarismus angepaßt. Die Resultate blieben aber dieselben. Die Chiefs der ungarischen Partei, mit einem Großgrundbesitzer an der Spitze, haben sich mit dem Regime zu ihrem Nutzen und zum Nutzen der reichen Bankiers versöhnt, während das ungarische Proletariat auch weiter ohne Boden und ohne Freiheit blieb.

Auch die Deutschen füllten in den ersten Jahren die Gefängnisse als Hochverräter. Ihre Schulen und der Kulturbund waren einige Male gesperrt. Den Rumänen gegenüber als die geringsten an Zahl und für die Serbisierung der Voivodina weniger gefährlich, wurden die zivilisierteren Methoden der nationalen Unterdrückung angewendet, welche übrigens auch die Freundschaft zwischen Rumänien und Jugoslawien diktierte. Aber das Regime setzte seine alte Unterdrückungspolitik gegen die Rumänen in Nordserbien und ihre vollständige Serbisierung in einigen Distrikten mit rumänischer Bevölkerung fort. Die offizielle Statistik hat schon die Zahl der Rumänen in Nordserbien unter 80.000 angegeben, wenn sie auch über 200.000 beträgt.

Das Regime hat durch Messer, Gewehre und Kanonen, durch Polizeiterror und Faschisten die türkische nationale Minderheit aus Mazedonien und dem Sandschak vertrieben, die nationalen Organisationen und Parteien schon vor einigen Jahren vernichtet. Der Kurs gegen diese ist derselbe wie gegen die Albaner von Kossovo. Sie werden vertilgt oder gezwungen auszuwandern.

Gegen die anderen kleinen nationalen Gruppen wendet das Regime ganz einfache Methoden an, indem es ihre Existenz verneint, ihnen keine nationalen Schulen erlaubt, sie solange wirtschaftlich vernachlässigt, bis sie sich selbst als Serben bezeichnen. So müssen nach der Rechnung des Regimes alle Bulgaren, Kuzowalachen, Slovaken usw. verschwinden, welche die staatliche Statistik jetzt als 375.850 Seelen angibt.

Eine der bedeutendsten Rollen bei der Serbisierung der Gebiete mit überwiegenden nationalen Minderheiten, wo diese eine Mehrheit gegenüber der serbischen Minderheit bilden, ist den faschistischen großserbischen Organisationen, »Serbische nationale Jugend«, (Srnao) oder »Serbische Tschetnitszi des Peter Mrkonjic« oder »Organisation der jugoslawischen Nationalisten« (Orjuna, deren größter Teil eine großserbische Politik betreibt) anvertraut.

Der Faschismus in Jugoslawien entsteht gerade in den Gebieten der unterdrückten Völker und nationalen Minderheiten, mit der Hauptaufgabe, den Terror über diese auszuüben und den Behörden Helferdienste zu leisten. Seine Organisationen stehen unter dem Schutze der Polizei und arbeiten mit ihr zusammen. Seine Auftraggeber sind die Militärbehörden, welche in allen nichtserbischen Gebieten, die der Serbisierung bestimmt sind, tatsächlich die gesamte Macht in ihren Händen halten.

Das Regime der militaristischen Diktatur beginnt immer deutlicher die Rolle der Faschisten in der Serbisierung Mazedoniens, des Kossovogebietes, der Voivodina nicht nur zu erweitern, sondern auch aus faschistischen großserbischen Organisationen die Hauptwaffe zur Durchführung der Diktatur in anderen Gebieten zu schmieden. Auf dem Wege der Faschisierung der militaristischen Diktatur werden die nationalen Minderheiten die ersten sein, die zertreten werden.

Die Frage des entschlossenen Kampfes gegen die monarchistisch-militaristische Diktatur, gegen die Allmacht des Faschismus, welcher auch in Jugoslawien auftaucht, ist die Frage des Bestandes der nationalen Minderheiten.

N. Matijević

Faschismus und Reaktion in Hellas

»Wenn die Regierung jemals erkennt, daß sie sich nicht mehr des Vertrauens des Volkes erfreut, wird sie sofort die Macht aus ihren Händen geben.«
Venizelos an die Epiroten, 1929.

Als der »pazifistische« Konstantinismus überwunden, und der kriegerische Venizelismus das Ruder ergriff, änderte sich mit einem Schlage das Geschick unseres Landes. Ein militanter Nationalismus ganz eigener Prägung brach sich Bahn: Demütig gegen die hohen Protoktoren, die Griechenland die ungeheuersten Versprechungen machten, energisch nach innen — weniger gegen den widerlichen Nachhall der Vergangenheit, die Lemuren des Konstantinismus, sondern weit mehr gegen das Dräuen der Zukunft, der zum Bewußtsein ihrer Lage erwachenden Arbeiterbataillone.

Die panische Furcht vor dem »großen Unbekannten«, dem griechischen Volke, brachte es denn auch mit sich, daß Venizelos immer wieder als Retter der Dynastie, die er verachtete und verabscheute, auf den Plan trat, daß er sogar seine Heimat verließ, weil mit der Republik Ernst gemacht wurde. Der Sieg der republikanischen Idee, eine Folge der ruhmlosen Niederlage auf den Schlachtfeldern Kleinasiens, im Solde des englischen Imperialismus war nicht der Sieg des griechischen Volkes.

Wohl hatte es zu 70 Prozent für die Republik entschieden, aber nicht das Volk, in seinem Namen ergriffen die Faktoren die Gewalt und aus dem Milieu der »republikanischen« Offiziere entstand das »bonapartistische Abenteuer, die Diktatur des »Vaterlandsretters« Pangalos.

Der kleine Bonaparte bildete keine Partei, er stellte den Staat in seinen Dienst. Der reguläre Apparat wurde der Militärdiktatur zur Verfügung gestellt. Die Dekrete des »ungesetzlichen« Gewaltherrschers ersetzten die parlamentarischen Methoden des Venizelismus. Aufrechte Demokraten wurden verbannt. Eine Verfolgung der Arbeiterbewegung begann. Aber dazu bedurfte man keiner besonderen außergesetzlichen Organe.

Das ganze System stand außerhalb der bürgerlichen Gesetze. Der Staatsstreich Condylis erschlug wohl das Regime des Bonapartismus, doch nicht die sublimen Idee seiner Gewalt: Die Herrschaft der Faktoren »im Namen des Volkes«, über das Volk. Die Wahlen brachten eine Enttäuschung. Wohl entschied das griechische Volk für die Republik, aber die Konzentrationsregierung, das oikomenische Kabinett umfaßte auch Legitimisten vom reinsten Wasser. Die Reintegration begann.

Monarchistische Offiziere, ja Generäle wurden wieder eingesetzt, Republikaner gemäßregelt, bis endlich das Kabinett des »juste milieu«, zusammengesetzt aus Venizelisten und Metaxisten, an die »Stabilisierung« schritt.

Die Angst von links charakterisierte auch diese Kombination, wieder begann eine Verfolgung der Arbeiter, Verschickungen, Einkerkerungen setzten ein, ganz so wie einst in den dunkelsten Tagen des Bonapartismus. Die Finanzmisere und eine verkrachte Außenpolitik hatte einst die Dynastie, später den Bonapartismus, schließlich das oikomenische und juste milieu Kabinett gestürzt. Der gewaltlose Umsturz Vater Elephteros trat das Erbe an.

Erfüllt von den Illusionen der ersten venizelistischen Periode, Griechenlands Schicksal in die Hände des Auslandes zu legen, begann die Schacherpolitik mit den Protoktoren und Nachbarn von Neuem. Die Jagd nach neuen Anleihen,

nach dem Wohlwollen der Börsenmagnaten lebte auf. An die Stelle der althellenischen, nationalen Ideale traten Hambro und Seligmann. Wieder kehrt Venizelos zu jener Politik zurück, welche ihn einst sogar zum Parteigänger der verhassten Dynastie gemacht, zur Verfolgung der Arbeiterbewegung. Die alten Gesetze zum Schutze des Staates werden ausgegraben und in geänderter, wenn auch nicht verbesserter Form dem Parlamente serviert. Gegen das Koalitionsrecht der Staatsbediensteten fiel der erste Streich. Ein Anti-Kommunistengesetz folgt; ein Anti-Koalitionsgesetz in der Tat, auf Grund dessen die konservativste Gewerkschaft aufgelöst werden kann.

Die Praxis eilt der Theorie voraus. Verhaftungen von Streikführern, von Streikposten, Verschickungen, Gefängnisstrafen lösen einander ab. Der Kampf für den »gesetzlichen« 8-Stundentag wird fast als Hochverrat behandelt. Wenn Albert Thomas, wieder einmal mit dem gezückten Segen des Völkerbundes bewehrt, Griechenland besucht, dann soll er die Vorkämpfer des 8-Stundentages nicht unter den Unterzeichnern des Washingtoner Abkommens suchen, sondern unter den Verbannten auf den Inseln.

Ist dies schon Faschismus, ist dies noch »Demokratie«? Die parlamentarische Diktatur ist eben ein Kompromiß zwischen beiden. Die Pflege republikanischer Ideen ist bei uns erlaubt, geboten, ja selbstverständlich; wenn aber ein Legitimist gegen Plastiras, den »Helden der Revolution«, Einspruch erhebt, so trägt man den legitimen Bedenken Rechnung. Der Held darf kandidieren, aber nicht als offizieller venizelistischer Senatskandidat. Gegenüber den Legitimisten ist man eben »Demokrat«, ja noch mehr — man ist wohlwollend, denn man braucht eine Rechtsopposition, um desto energischer gegen Links loszuschlagen zu können. Ja, wenn es Bauern wären, die gegen hohe Steuern demonstrieren oder Flüchtlinge, die endlich ein Heim verlangen! Da tönt es anders. Die melodiosen Friedensschalmeien werden zu gellenen Sturmdrometen und die Staatsgewalt wird gegen die Rebellen eingesetzt und wären sie auch bisher die besten venizelistischen Wähler gewesen. Der unrühmliche Kampf gegen verelendete Bauern, gegen Arbeiter und Beamte, die Steueroffensive gegen das Gewerbe, die Schuldentlastung und Steuererhöhung für die hohen Herren der Plutokratie, das ist das Gesicht des herrschenden Regimes.

Ist dies Faschismus? Noch ist es »Demokratie« im Rahmen der Faktorendiktatur. O, man weiß den Schein zu wahren! Der Parlamentarismus ist in Kraft, bloß die Proporzwahl wurde aufgehoben, die Provinzialverfassung wird — studiert und die Macht der Präfekten ist so autokratisch, als es nur je dem ungeschriebenen Gesetze entsprach.

Der künftige Senat wird sicherlich als zweite Kammer bestätigen, was die »chambre introuvable« des Vaters Venizelos beschlossen: Die Verankerung der unverantwortlichen, aber machtgewaltigen Faktoren in der Verfassung. Wo sind die Zeiten, da man im Zeichen der »politischen Säbel« einer eigenen »mazedonischen Faust« bedurfte zum außergesetzlichen Kampfe gegen die Bulgarophonen! Heute ist ganz Hellas »mazedonisiert« und die verantwortlichen Faktoren sind die Exekutivorgane der Unverantwortlichen. Venizelos brauchte nicht bei Mussolini in die Schule zu gehen. Er brauchte keine Anleihe bei der faschistischen Ideologie, weil er die faschistische Praxis auf parlamentarischer Grundlage zur Anwendung gebracht. Venizelos unterscheidet sich von Mussolini durch die biedere Verlogenheit der parlamentarischen Diktatur, die er freiwillig nie preisgeben wird.

Melingos

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche,
Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2433—2444)

P. Louis: Le Fascisme balkanique et les Peuples opprimés — F. Challaye: Le Fascisme progresse dans les Balkans — G. Péri: Fascismes balkaniques-foyers d'incendie — J. Zyromski: Fascisme balkanique — B. Lecache: Voici, enfin, de l'action! — P. Davila: Caractéristiques du fascisme balkanique — G. Salvi: Du fascisme italien au fascisme balkanique — F. S. Noll: La terreur blanche en Albanie — D. Vlakhoff: La Macédoine sous le fascisme — N. Amaru: Fascisme roumain — I. Mateescu: La Roumanie et le protocole Litwinow — Dobroudjansky: Le fascisme et les luttes pour la libération de la Dobroudja — Un Appel de l'ORD à la population de la Dobroudja — B. Rilsky: Venizelos, fauteur de coup d'Etat — M. Venizelos veut supprimer les libertés constitutionnelles — P. Louis: La Quinzaine Internationale

Texte allemand (pages 2445—2456)

P. Louis: Der Balkan-Faschismus und die unterdrückten Völker — F. Challaye: Der Faschismus auf dem Balkan schreitet fort — G. Péri: Der Balkan-Faschismus, ein Brandherd — J. Zyromski: Der Balkan-Faschismus — B. Lecache: Endlich eine Tat! — Mme C. Drevel: Die Gefängnisse von Sofia — F. S. Noll: Der weiße Terror in Albanien — Protest der Redaktionen der Werktätigen-Presse in Bulgarien — D. Vlakhoff: Mazedonien unter dem Faschismus — N. Amaru: Rumänischer Faschismus — Dobrudschansky: Der Faschismus und die Kämpfe für die Befreiung der Dobrudscha — Ihsani: In Thrazien unter griechischem Joch — Prof. K. Balla: Der Faschismus — N. Matijević: Die nationalen Minderheiten in Jugoslawien unter dem Regime der großserbischen Hegemonie und des Faschismus — Melingos: Faschismus und Reaktion in Hellas

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.